

## Séminaire stratégique «Détours par le pacte social et fiscal» Compte-rendu

6-8 juillet 2016, Maison diocésaine d'Accueil, Merville

En juillet 2016, le petit réseau AequitaZ-Fédération des centres sociaux-Secours catholique qui s'intéresse à «Refonder la protection sociale en France» s'est donné un séminaire de réflexion et de stratégie élargi pour faire le point.

Ce moment arrivait après une année d'exploration et la mise en route d'un carrefour de savoirs et d'une trousse d'animation. Il précédait une année d'élections présidentielles et législatives qui occuperont l'avant-scène de l'actualité. Et il se produisait, on l'a bien vu, dans l'incertitude d'une actualité tumultueuse à même les reculs et les avancées qui se dessinent en France, en Europe et dans le monde.

L'idée était de réunir sur trois jours une trentaine de personnes impliquées d'une façon ou de l'autre dans l'aventure, par leurs fonctions dans les trois organisations et/ou par leur participation au chemin parcouru jusqu'à maintenant. Entre le chemin parcouru et le chemin à parcourir, pendant ces trois jours, des détours étaient prévus sur des questions sous-jacentes au pacte social et fiscal qui organise la protection sociale en France. Il s'est avéré dès le premier jour qu'il fallait aussi donner plus de temps au travail collectif vers où et comment poursuivre l'aventure. L'horaire a été réorganisé en conséquence.

Ces travaux se sont avérés à la fois intenses, fructueux, et porteurs de suites attendues et inattendues. Qu'en a-t-on appris pour la suite du projet ? En voici quelques traces. Bienvenue dans le récit de ces trois jours.

Emmanuel Bodinier, Vivian Labrie et Celina Whitaker, le 15 septembre 2016, version validée avec les participant-e-s.

# Table des matières

<b>Table des matières .....</b>	<b>2</b>
<b>Le séminaire.....</b>	<b>5</b>
<b>Mise en contexte.....</b>	<b>5</b>
<b>Objectifs .....</b>	<b>7</b>
<b>Méthode.....</b>	<b>8</b>
<b>Le programme prévu et réaménagé .....</b>	<b>8</b>
<b>Matériel.....</b>	<b>11</b>
<b>Bouffe.....</b>	<b>12</b>
<b>Les personnes ayant participé à l’aventure .....</b>	<b>13</b>
<b>6 juillet 2016. Le chemin parcouru et un premier détour par les communs .....</b>	<b>15</b>
<b>Ouverture du séminaire.....</b>	<b>15</b>
<b>Des acquis du chemin parcouru .....</b>	<b>20</b>
Un schéma de référence qui s’est construit à mesure.....	20
Une compilation test qui donne de bonnes indications.....	28
<b>Premier détour. Ce qu’on possède et protège en commun ou en propre .....</b>	<b>33</b>
Déclencheur par quatre mots.....	33
Ce qu’on possède et protège en commun ou en propre en France .....	35
Ateliers par domaine de la protection sociale.....	36
Atelier 1. La maladie.....	37
Atelier 2. L’invalidité, les accidents de travail et les maladies professionnelles .....	39
Atelier 3. La vieillesse et la survie .....	40
Atelier 4. La famille.....	41
Atelier 5. L’emploi .....	43
Atelier 6. Le logement .....	45
Atelier 7. La pauvreté et l’exclusion.....	46
Atelier 8. En marge sécante : Le régime québécois de protection du revenu .....	48
Observations.....	49
<b>Ajustements.....</b>	<b>52</b>
<b>7 juillet 2016. Second détour par les règles du jeu suivi du chemin pour rêver logique .....</b>	<b>54</b>

<b>Ce qui s'est déposé de la veille et plan de match pour la journée</b> .....	<b>54</b>
<b>Second détour. Les règles du jeu de la protection sociale</b> .....	<b>57</b>
Ateliers par domaine de la protection sociale.....	57
Atelier 1. La maladie.....	60
Atelier 2. L'invalidité, les accidents de travail et les maladies professionnelles .....	61
Atelier 3. La vieillesse et la survie .....	62
Atelier 4. La famille.....	63
Atelier 5. L'emploi.....	64
Atelier 6. Le logement .....	66
Atelier 7. La pauvreté et l'exclusion.....	67
Atelier 8. Bonus en marge sécante : Le régime québécois de protection du revenu .....	68
Observations.....	69
<b>Les grands principes d'une nouvelle protection sociale et le chemin pour s'y rendre ....</b>	<b>72</b>
Ateliers. Un système à rêver logique.....	73
Atelier 1. Qui ? Quoi ? Comment ? .....	76
Atelier 2. En huit points .....	77
Atelier 3. La protection soleil.....	78
Atelier 4. La contribution .....	79
Atelier 5. Égale valeur et dignité.....	80
Atelier 6. Six points.....	81
Observations.....	82
Les actions nécessaire pour prendre cette direction .....	86
Des idées de fou pour donner le goût d'avancer dans cette direction .....	88
<b>Apéro et fan zone</b> .....	<b>89</b>
<b>8 juillet 2016. Conjonctures, stratégie et actions pour la suite</b> .....	<b>90</b>
<b>Apports de la nuit</b> .....	<b>90</b>
<b>Ce qui reste du troisième détour : kaplas et comptes autrement</b> .....	<b>92</b>
<b>La conjoncture France-Europe-monde</b> .....	<b>94</b>
<b>La conjoncture des organisations porteuses</b> .....	<b>99</b>
AequitaZ.....	99
Centres sociaux.....	100
Secours catholique .....	101
Accorderie .....	103
Si on résume... ..	104
<b>Un vote indicatif</b> .....	<b>105</b>
Verbes d'action.....	106

Idées de fou.....	106
<b>Des morceaux qui se précisent pour l'action .....</b>	<b>107</b>
Les contes de la protection sociale/la protection sociale pour les nul-le-s/trousse d'animation .....	110
Un événement annuel le 4 octobre .....	111
Carrefour de savoirs .....	112
International.....	112
Se structurer/alliances.....	113
Expérimenter .....	114
<b>Évaluation .....</b>	<b>114</b>
Clair/pas [encore] clair.....	115
En doux et en dur .....	118
<b>Références .....</b>	<b>120</b>
<b>Annexe 1. Une première compilation de ce qui est appris par les explorations ....</b>	<b>125</b>
<b>Annexe 2. Affiches de travail .....</b>	<b>130</b>
<b>Annexe 3. Un exemple de calcul autrement .....</b>	<b>136</b>
<b>Annexe 4. Le conte des Trois princes.....</b>	<b>137</b>

## Le séminaire



La petite plante laissée à Marie au séminaire du Mont des Cats avait profité depuis septembre 2015. De même, le groupe se réunissait en ce début de juillet après diverses activités ayant continué au cours des derniers mois à alimenter le projet des trois organisations de s'aventurer du côté de la protection sociale. Certaines suivaient le projet depuis le début, d'autres s'y étaient jointes en cours de route. D'autres encore arrivaient tout juste dans l'aventure.



### Mise en contexte

Rappelons l'histoire dans laquelle ce séminaire s'inscrivait.

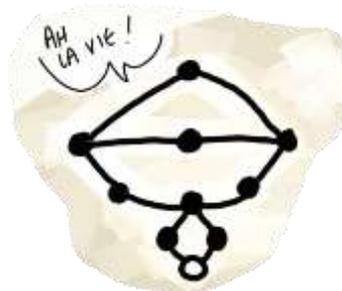
- **Au départ.** Un intérêt des trois organisations pour aborder des enjeux de justice sociale dans une approche participative faisant place aux premières personnes intéressées, et plus précisément à des personnes souvent en précarité, à la marge et/ou au bas d'une échelle sociale. Des liens depuis le début des années 2000 avec Vivian Labrie, une chercheuse et animatrice du Québec, qui a des engagements et une expérience de travail similaire.
- **Novembre 2014.** Une intervention de la présidente du Secours Catholique et de deux co-signataires est publiée dans *Le Monde* du 26 novembre 2014 à propos de la refondation de la protection sociale
- **Janvier 2015.** Un séminaire participatif à Die en janvier 2015 qui porte sur la justice sociale et sur la possibilité de s'intéresser aux finances publiques à partir d'outils citoyens développés au Québec pour l'analyse du budget de l'État et présentés à cette occasion par Vivian. À la suite de ce séminaire, un participant, Laurent Seux, responsable de l'action et du plaidoyer au Secours catholique, se demande s'il serait possible de transposer cette façon de procéder sur une question qui intéresse le Secours catholique et qui vient de conduire à une intervention publique de la présidente de l'organisation : la refondation de la protection sociale en France.
- **Printemps 2015.** À la suite de cette interrogation, trois organisations se mettent ensemble pour tenter d'en explorer la faisabilité : AequitaZ, la Fédération des centres sociaux, le Secours catholique. Il est convenu de vivre un temps d'exploration avec deux séminaires citoyens un en Rhône-Alpes et un dans le Nord

de la France, de bien documenter ce qui s’y passe et de faire le point à l’automne 2015 sur ce qu’on en apprend. De son côté, le Secours catholique continue le travail qu’il a commencé sur la protection sociale, dont des rencontres d’experts.

- **Juin 2015.** Un **premier séminaire citoyen d’exploration** a lieu à Die, dans la Drome. Il réunit une douzaine de personnes reliées aux trois organisations, et diversement placées dans l’échelle sociale, dont une partie en précarité. Quelques-unes sont également reliées au réseau des Accorderies. Le groupe explore comment aborder la protection sociale du point de vue de la vie, des transactions administratives et de l’échelle sociale, ce qui conduit à tester quelques outils d’animation et à un schéma de référence (voir le compte-rendu). Manu Bodinier, d’AequitaZ, Bernard Schricke, du Secours catholique, et Vivian Labrie assurent l’animation.
- **Septembre 2015.** Un **second séminaire citoyen d’exploration** a lieu à Mont-des-Cats, dans le Nord-Pas de Calais. Il réunit cette fois une quinzaine de personnes reliées aux trois organisations, dont quelques-unes aussi en lien avec une accorderie. Ces personnes sont à nouveau diversement placées dans l’échelle sociale, dont une partie en précarité. Le groupe reprend et ajuste les outils et le schéma produits en juin. En plus de l’équipe d’animation initiale, Celina Whitaker, qui était présente à Die et a une expérience d’animation complémentaire, se joint à l’équipe de suivi.
- **Automne 2015.** Un **comité de pilotage** et un **comité d’animation** sont mis en place avec une participation des trois organisations porteuses. Le temps d’exploration s’est avéré fructueux. Il s’agit maintenant de lui donner une portée plus grande et de voir s’il y a moyen de développer un projet sur plusieurs années qui pourrait aussi avoir un impact lors des prochaines présidentielles. Il y a aussi à voir comment faire les liens avec le travail que fait le Secours catholique, notamment avec un groupe d’experts (entre autres, rencontre du 24 septembre 2015). Le plan pour 2016 comprend au moins trois morceaux :
  1. mettre en place un carrefour de savoirs de moyenne durée avec un groupe citoyen provenant en partie des participant-e-s des deux premiers séminaires et de nouvelles personnes porteuses d’expertises variées,
  2. développer une trousse d’animation sur la base des outils développés pendant les premiers séminaires et une dynamique d’animations permettant de développer une expertise citoyenne plus large sur les questions abordées
  3. et tenir en juillet 2016 un séminaire stratégique élargi faisant le point en vue de la suite à partir des activités réalisées, et intégrant des responsables des trois organisations pour leur permettre de s’approprier la démarche en cours en y participant.
- **Hiver 2016.** Les comptes rendus détaillés des deux premiers séminaires sont réalisés et validés. Celina Whitaker, qui a rejoint le comité de pilotage, et Manu Bodinier ont entrepris de constituer la **trousse d’animation**, avec le soutien à distance de Vivian Labrie, qui agit pendant cette période comme consultante. Il apparaît que si l’idée est bien de développer une expertise citoyenne qui se cumule sur elle-même et sert ensuite au travail de plaidoyer, la constitution d’une trousse d’animation suppose de développer un outil de saisie et de compilation des données recueillies qui permettra ensuite de procéder systématiquement. Des tests sont menés par cette équipe de travail, à la fois pour un **outil de saisie en ligne** des retours d’animations et pour une **base de données** dans laquelle ces retours d’animations pourraient être compilés et analysés. Toutefois, ces essais ne débouchent pas pour le moment sur une décision de développer et concrétiser un outil.

- **Février 2016.** Profitant du passage à Paris de Vivian Labrie, l'équipe protection sociale du Secours catholique (Daniel Verger, Claude Bobey, Guillaume Alméras, Bernard Schricke) organise le 4 février une **session de formation à la trousse** donnée par Celina et Vivian qui réunit dix personnes.
- **Avril 2016.** Une première rencontre du **carrefour de savoirs** a lieu à Die, du 27 au 29 avril. Elle réunit 16 personnes, dont des participant-e-s des deux premiers séminaires, comme prévu, et de nouvelles personnes, dont un élu et un chercheur. Le groupe s'approprie l'histoire de la démarche et ses outils. Il y ajoute une réflexion sur les non-recours. L'équipe d'animation est constituée cette fois de Manu Bodinier, Bernard Schricke et Celina Whitaker. Il est prévu que les participant-e-s se rencontreront au moins trois fois, incluant le séminaire élargi à venir en juillet et une rencontre qui aura lieu en septembre dans le nord de Paris. Le but du carrefour de savoirs est de permettre des explorations citoyennes plus en profondeur, au-delà de ce qu'explorera la trousse.
- **Juillet 2016.** C'en est là quand arrive le séminaire élargi prévu pour le début de juillet. Dans sa dimension «carrefour de savoirs élargi», il est prévu de faire des détours par le pacte social et fiscal implicite dans la protection sociale, ceci pour se donner des outils de compréhension nécessaires au travail de refondation. Au moment de préparer le séminaire, la sortie du rapport de la DREES sur [les comptes de la protection sociale 2014](#) rappelle à l'équipe d'animation qu'il pourrait être utile de commencer à s'intéresser plus spécifiquement aux domaines spécifiques de la protection sociale tels qu'on les retrouve dans la documentation officielle. Dans sa dimension plus organisationnelle, ce **séminaire stratégique élargi** doit aussi faire le point à partir du chemin parcouru en vue du chemin à parcourir.

## Objectifs



Dans le programme distribué aux participant-e-s, les objectifs du séminaire sont présentés comme suit.

- **Découvrir et comprendre les apports et les nœuds déjà identifiés** lors des séminaires d'exploration et la première réunion du carrefour de savoir.
- **Commencer à élaborer les principes politiques** d'une refondation du système en creusant trois questions implicites sur le pacte social fiscal que représente la protection sociale.
  - **Les communs de la vie en société à protéger ensemble à travers ce pacte.**
  - **Les règles du jeu dans ce pacte : droits, libertés, conditions et contreparties.**
  - **Les moyens monétaires de ce pacte : la façon de les mettre en commun et d'en disposer.**
- **Commencer à porter attention aux domaines** regroupés dans la protection sociale telle qu'elle est et telle qu'on la voudrait.

- **Préciser la stratégie** pour les années qui viennent en prenant le temps d'une analyse de contexte (opportunités / menaces / alliés / adversaires) et le chemin à trouver pour une protection sociale plus juste et plus douce.

Dans la réalité, ça aura été pas mal ça, si on accepte que plusieurs bouts auront été simplement effleurés. Par contre, dans l'idée que l'essentiel de ce séminaire était de passer d'une compréhension du chemin parcouru à une compréhension du chemin à parcourir, on peut dire que c'est de fait ce qui est arrivé. Une vision un peu plus claire des suites possible a émergé des travaux, avec des points d'ancrage précis pour la prochaine année.

## Méthode

Les aspects de méthode annoncés reprenaient ceux des événements précédents.

- Séminaire VIP (vraiment importantes personnes).
- Explorations, exercices et tests, détours et retours.
- Croisements de savoirs, d'expériences, d'expertises.
- Outils d'exploration créative faisant appel au sensible et à l'intelligence théorique et pratique.
- Compte-rendu attentif et modélisations s'il s'en présente.
- En souplesse et en rigueur : attention aux mots, aux métaphores, aux mécanismes, aux représentations.

## Le programme prévu et réaménagé

Le programme qui suit a servi de proposition de départ aux travaux du groupe, avec la possibilité de s'adapter aux dynamiques et aux contenus et émergeraient en cours de route. Ce qui a bien sûr été le cas. D'où certaines différences entre le déroulement qui suit et celui qui sera décrit dans les prochaines sections.

### **Mercredi 6 juillet 2016. Chemin parcouru et premier détour par le pacte sous-jacent**

**9h00** Accueil et café

**10h00** Lancement du séminaire

- Les étapes qui ont précédé et celles qui arrivent.
- Les principes de fonctionnement entre nous.
- Apprendre à se connaître.

**11h00** Les apports et les nœuds des explorations précédentes

- Présentation du schéma de référence.
- Un exposé à partir du schéma issu des séminaires d'exploration.
- Des questions à partir des étapes vécues par les un·e·s et les autres.
- Les trois grandes questions qu'on veut se poser pendant ce séminaire.

**12h00** Déjeuner

**14h00** Premier détour par le pacte : ce qu'on possède et protège en commun ou en propre

*Objectifs*

- Démêler des notions de propriété, d'appartenance, de domaine qui se recoupent dans les choix relatifs à ce qui est/n'est pas protégé et à qui est/n'est pas protégé dans la protection sociale telle qu'elle est et telle qu'on la voudrait.

*Déroulement*

**14h00 Présentation de l'activité et de son déroulement.**

**14h15 Déclencheur en grand groupe.** Des post-its autour de quatre mots : posséder, protéger, commun, propre. Qu'est-ce qu'on aperçoit ?

**14h30 Exploration en grand groupe. Les communs de la vie en société. On procède ensemble par temps successifs sur de grandes affiches à partir de questions portant sur ce qu'on possède et protège en commun ou en propre dans la société française.**

**15h00 Ateliers, incluant une pause. Les communs dans les domaines existants de la protection sociale.** Présentation des domaines qui composent le panier de la protection sociale tels que figurant dans les derniers comptes de la protection sociale (2014). On va aller explorer ce qui est de l'ordre du bien commun et de la propriété commune dans chacun de ces domaines. Et on va s'intéresser à ce qui est/n'est pas protégé et à qui est/n'est pas protégé dans ces huit domaines.

- Le groupe se divise en huit ateliers, un par domaine de la protection sociale en France.
- La tâche : remplir une affiche comportant quelques questions inattendues.

**16h30 Restitution.** Chaque atelier présente son travail au groupe en cinq minutes maximum. On place les affiches autour des affiches plus générales constituées précédemment.

**17h15 Réflexion en plénière.** Ce qu'on apprend des exercices de l'après-midi. Brève évaluation de l'activité.

**18h00 Apéro – dîner**

**Soirée libre**

**Jeudi 7 juillet 2016. Nouveaux détours et synthèse**

**8h00 Petit déjeuner**

**9h00 Accueil et café**

- Apports de la nuit : images, rêves et autres impressions par rapport à la veille.
- Ajustements et plan de match du jour.

**9h30 Second détour par le pacte : les règles du jeu**

*Objectifs*

- Explorer un ensemble d'aspects qui se fondent dans les règles du jeu de la protection sociale : droits, libertés, conditions, contreparties.
- Découvrir quels sont les critères implicites et explicites qui rendent effectifs les droits et les libertés dans les différents domaines de la protection sociale.
- Trouver ce qu'on devrait changer pour un système plus juste et plus doux.

*Déroulement*

**9h30. Explication des objectifs et du déroulement de l'activité.**

**9h45. Travail en atelier [les mêmes ou recomposés en fonction du débat de la veille].** Chaque atelier s'attache à répondre, encore une fois sur une affiche, à 8 questions qui font explorer les règles du jeu associées au domaine de la protection sociale qu'il explore.

**11h00. Restitution. Présentation des affiches en cinq minutes.**

**11h45. Plénière. Qu'est-ce qu'on apprend de cet exercice ? Qu'est-ce qui serait à creuser ?**

**12h30 Déjeuner**

*Ce qui était prévu*

**Troisième détour par le pacte : l'argent dont on dispose**

*Objectifs*

- Mieux comprendre l'organisation des masses d'argent qui entrent (particuliers/entreprises/État) et qui sortent du panier de la protection sociale et ce qu'on en apprend en termes de justice sociale pour la suite.

*Déroulement*

**14h00 Explication des objectifs et du déroulement de l'activité**

**14h15 Ateliers. Et si c'étaient des haricots ?** L'argent dans les domaines existants de la protection sociale. Dans beaucoup de jeux de sociétés (cf le matin), il y a une «banque». Pour visualiser où et comment intervient l'argent, chaque atelier obtient des haricots en proportion de sa part du budget de la protection sociale. Sa tâche : illustrer sur une table comment l'argent entre et sort de sa section du panier de la protection sociale.

**15h30 Présentation et visite des tables.** Suivie d'une pause.

**16h30 Plénière.** Ce qu'on apprend de l'exercice de l'après-midi. Où est ce que c'est juste et où est-ce que c'est injuste ? Que nous disent les équilibres financiers entre les domaines ?

**17h 15 Retour sur les deux premiers jours**

- Qu'avons-nous appris ? Ce qui serait à approfondir dans l'année qui vient.

*Ce qui a été réalisé plutôt*

**14h00 Les grands principes d'une nouvelle protection sociale et le chemin pour s'y rendre**

*Objectifs*

- Devant le constat fait d'une protection sociale «datée», imaginer des principes pour une protection sociale qu'on voudrait rêver logique.

*Déroulement*

**14h00 Explication des objectifs et du déroulement de l'activité**

**14h30 Ateliers. Un système à rêver logique.** En tenant compte de ce qui fait que le système actuel est «daté», comment décrivons-nous les grands principes d'une nouvelle protection sociale. Suivi d'une pause.

**16h00 Restitution et plénière.** Présentation de ce que les équipes ont trouvé. Ce qu'on en observe.

**17h00 Les actions nécessaires pour prendre cette direction.** Sur un tableau partant du système daté d'aujourd'hui jusqu'à une nouvelle protection sociale qu'on aurait rêvée logique, on place des verbes nommant des actions à accomplir et grosso modo dans quel ordre.

**17h45 Des idées de fou pour donner le goût d'avancer dans cette direction.** Brainstorming débridé avant l'apéro pour évoquer sans les décrire ou les juger des idées folles qui pourraient contribuer à avancer collectivement autour de la protection sociale.

**18h00 Apéro – dîner**

**20h30 Soirée (facultative) à inventer ensemble**

## **Vendredi 8 juillet 2016 : De la synthèse à la suite de notre stratégie pour refonder la protection sociale**

*L'ordre et les temps prévus pour l'horaire ont été légèrement modifiés comme suit.*

**8h00** Petit déjeuner

**9h00** On reprend...

- Apports de la nuit : images, rêves et autres impressions avec lesquelles on arrive par rapport à la veille.
- Suite de la synthèse des trois temps précédents : Ce qu'on apprend des trois exercices.
- Plan de match du jour.

**9h30** La conjoncture France/Europe/monde

- Quels sont les menaces et les opportunités pour une protection sociale plus juste et plus douce dans les années qui viennent ?
- Le monde / l'Europe / la France.
- Quels sont les alliés et les adversaires potentiels ?

**10h30** La conjoncture des organisations participantes

- Ateliers par organisations et mise en commun

**11h45** Un vote indicatif sur les idées de fou

**12h30** Déjeuner

**14h** Les morceaux qui se dégagent pour une prochaine année

- Au vu des travaux du matin et des votes indicatifs, exploration brève en petites équipes d'une demi-douzaine de voies d'action et présentation de ce qui en ressort.

**15h00** Évaluation du séminaire

**16h00** Départs et retours

## **Matériel**

Une liste de matériel à réunir a également été préparée. Elle est présentée ici au cas où elle pourrait simplifier le travail de groupes qui voudraient en reprendre le contenu.

- Pochette pour les participant·e·s avec les documents de travail et des badges et affichettes pour les noms
- Affiches de travail en formats A1 et A3
- Post-it, auto-collants blancs, genre petits ronds ou étiquettes de prix (on les bricolera avec les signes pour entourage, argent, France)
- Paper board
- Papiers et cartons
- Crayons feutre
- Patafix
- Masking tape et ruban adhésif
- Magnéto, projecteur, caméra
- Imprimante
- Documents, références et liens

## **Bouffe**

Cette fois nous avons profité des bons services de la Maison diocésaine d'accueil de Merville, ce qui nous a valu de partager les lieux avec divers groupes, dont un groupe d'enfants en vacances et de moniteurs de camps de vacances en formation !



## Les personnes ayant participé à l'aventure



Il y en avait du beau monde à cette rencontre de Merville.

Une trentaine de personnes avaient été invitées au séminaire : les membres du carrefour de savoirs, des acteur·e·s des trois organisations porteuses, dont des personnes de leur structure décisionnelle, des membres du comité d'animation et du comité de pilotage et des personnes intéressées à développer des activités dans leur secteur d'implication.

Voici la liste des personnes qui sont venues. En mentionnant que la plupart ont été là tout le temps.

### Du côté d'AequitaZ

- Jerome Bar, carrefour de savoirs
- Emmanuel Bodinier, séminaires d'exploration 1 et 2, carrefour de savoirs, comité d'animation et de pilotage
- Celina Whitaker, séminaires d'exploration 1 et 2, carrefour de savoirs, comité d'animation et de pilotage
- Emmanuelle Limousin, carrefour de savoirs

### Du côté de la Fédération des centres sociaux

- Reza Benettayeb, carrefour de savoirs
- Claudie Miller, présidente
- Madely Noël, Hauts-de-Seine
- Luc Roussel, séminaire d'exploration 2
- Denis Tricoire, carrefour de savoirs, comité d'animation et de pilotage
- François Vercoutère, délégué général

Du côté du Secours catholique, il y avait des gens de deux régions, les Yvelines et le Nord, ainsi que du siège national.

De la région des Hauts-de-Seine/Yvelines

- Véronique Blanquet , Yvelines
- Raymonde Darc, Yvelines
- Fulbert Kpidigui, Seine St Denis, carrefour de savoirs
- Gislaine Pepin, Yvelines
- Charles Rohmer, Yvelines, session de formation de février

De la région du Nord-Pas de Calais

- Séverine Noël, Pas de Calais, séminaire d'exploration 2, carrefour de savoirs
- Jeanne Outurquin, Cambrai, séminaire d'exploration 2, carrefour de savoirs
- Bernard Schricke, délégué régional et équipe nationale, séminaires d'exploration 1 et 2, carrefour de savoirs, comité d'animation et de pilotage
- Marie Vanvinck, Pas de Calais, séminaire d'exploration 2

De l'équipe nationale

- Guillaume Alméras, session de formation de février, comité d'animation
- Claude Bobey, session de formation de février, comité d'animation
- François Mendy
- Fabrice Molliex, session de formation de février
- Laurent Seux, directeur action et plaidoyer
- Bernard Thibaud, secrétaire général
- Daniel Verger, comité de pilotage

De l'Accorderie de Chambéry

- Françoise Rahard, séminaire d'exploration 1, carrefour de savoirs
- Vanessa Ruiz, séminaire d'exploration 1, carrefour de savoirs

Personne ressource invitée

- Vivian Labrie, animatrice et chercheuse autonome du Québec, séminaires d'exploration 1 et 2, session de formation de février

Pascale Caron, présidente du réseau des Accorderies de France, et participante du séminaire d'exploration 1 et du carrefour de savoirs, devait être présente, mais a dû s'excuser. De même pour Marc De Montalembert, chercheur.

## 6 juillet 2016. Le chemin parcouru et un premier détour par les communs

*Une journée où il est question de se présenter les un-e-s aux autres, d'entrer dans l'aventure, de prendre acte du chemin parcouru et de ce qu'on en apprend pour la suite  
C'est le bout du matin.*

*Il est question aussi de se poser la question de ce qu'on possède et protège en commun et en propre et de passer par là pour commencer à apprivoiser les domaines spécifiques de la protection sociale tels qu'on les présente dans la documentation officielle.  
C'est le bout de l'après-midi.*



Une partie du groupe est arrivée de la veille à la Maison diocésaine d'accueil, un endroit magnifique, tout de briques et de verdure, avec ses allées de cloître sur quatre côtés et sa cour intérieure. Les autres arrivent peu à peu grâce au voiturage organisé par Bernard. L'équipe d'animation composée de Celina, Manu et Vivian, avec le soutien de Bernard, est en place. Après un petit café d'accueil, vers 10h30, on est prêt-e-s à commencer.

### Ouverture du séminaire



Bien content d'être là, **Manu** présente tout à trac le programme des trois jours. Ce matin, il s'agira de se re-mettre au même niveau, d'apprendre à se connaître et à connaître le projet. Dans les deux premiers jours, nous allons franchir trois étapes supplémentaires à celles qui ont déjà été réalisées pour avancer sur la protection sociale telle qu'on aimerait la rêver

logique. Dans le dernier jour, on va se poser et regarder le chemin à parcourir dans l'année qui vient et ensuite, pour avancer vers une protection sociale plus juste et plus douce pour chacun·e. Autrement dit, nous allons continuer de «rêver logique» pendant deux jours et voir le troisième jour comment faire que le rêve devienne réalité, avec quels pas des organisations présentes et de chaque personne, là où elle est dans son milieu, son organisation, son engagement.

Les consignes du lieu, peu nombreuses, sont données. Les soirées seront libres, et on peut organiser ce qu'on veut si on le sent. En sachant qu'il y a un match de demi-finale de la coupe de l'Euro bien attendu le lendemain !

**Manu** présente aussi les principes de fonctionnement collectif auxquels on a tenu jusqu'à maintenant dans les rencontres :

- bienveillance entre nous, «on sollicite votre intelligence», on s'assure de ne pas juger les autres, ce qu'ils ont vécu, on peut interroger, mais dans une confrontation bienveillante, pour comprendre ;
- coresponsabilité, «on va proposer un processus, mais on ne peut pas le mener sans vous», l'équipe d'animation est preneuse de meilleures idées pour avancer<sup>1</sup>, tant sur le contenu, la méthode que les aspects matériels ;
- égalité dans la recherche collective, il y a parmi nous «des gens qui ont des postes à responsabilité d'autres pas, des expériences de vie différente, mais dans ce groupe-là, on est à égalité autour de la recherche», on n'utilise pas d'argument d'autorité, on prend une attitude «j'ai un bout car je suis un des membres de ce groupe, mais je ne suis pas tout».

Il demande aussi la permission que l'équipe d'animation enregistre les échanges. Comme lors des rencontres précédentes, un compte rendu sera fait. «On vous l'enverra d'ici la fin des vacances, vous pouvez soit tout lire, soit chercher vos prénoms pour voir si vous vous y retrouvez.» Une fois validé et ajusté au besoin, il sera ensuite diffusé comme production collective et utilisé comme tel, même s'il ne s'agit pas d'une énorme diffusion.

Il présente ensuite la démarche des trois organisations, Aequitaz, la Fédération des centres sociaux, le Secours catholique, «pour penser et proposer un bout de protection sociale qui corresponde au monde dans lequel on a envie de vivre, en partant des personnes qui vivent en bas de l'échelle». Tout en reconnaissant que le savoir des experts reconnus, comme les chercheur·e·s et les hauts fonctionnaires, est nécessaire pour alimenter nos réflexions, l'intention dans ce projet est de partir de ce que vivent les gens. Les trois organisations se sont donné quelques années pour avancer.

Des étapes ont déjà été réalisées, avec les deux séminaires d'exploration de 2015 (Die et Mont des Cats). Deux axes sont en cours pour 2016, soit

- créer une trousse d'animation, à laquelle une partie du groupe a eu l'occasion de goûter lors de diverses animations (Aequitaz, Secours catholique)
- et tenir un carrefour de savoirs, avec des citoyen·ne·s, des chercheur·e·s et des élu·e·s où on essaye de croiser certains sujets, dont c'est la seconde rencontre, après une première rencontre en avril à Die, et une autre rencontre à venir fin septembre.

Le séminaire de cette semaine correspond à un temps élargi, à tenir au moins une fois par année, permettant aux différentes parties prenantes du projet de se réunir pour échanger

---

<sup>1</sup> C'est d'ailleurs ce qui est arrivé à la fin de cette journée, ce qui a conduit à réaménager le programme des deux jours suivants.

sur là où on va, à partir de nos vies, mais aussi dans l'idée d'une réflexion stratégique pour la suite du projet.

On est dans le début d'un projet sur plusieurs années, facilement dix ans. La protection sociale, c'est un système qui s'est monté au cours du temps. L'idée de la refonder en demande aussi. Cela va supposer de se donner du temps, entre nous et aussi avant d'aller voir les responsables politiques, les autres associations, et ainsi de suite.

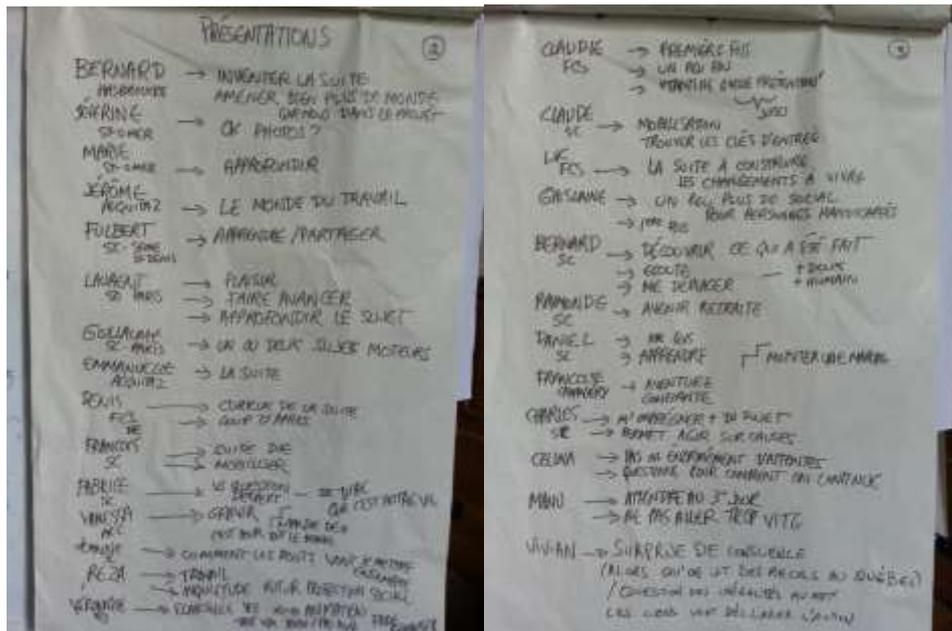
Qu'est ce qui a mis ensemble les trois organisations ? La préoccupation vient du Secours catholique, qui a initié le projet du temps où Bernard Schricke était au siège sociale. Puis il y a eu un passage de rôle entre Bernard et Laurent. Manu et Laurent se connaissent. Laurent a participé à un séminaire de réflexion sur les questions de justice sociale, organisé par AequitaZ avec Vivian. Laurent a proposé de faire se rencontrer justice sociale et protection sociale. Manu a rencontré Laurent et Bernard Thibaud. Une décision a été prise de le proposer aussi aux centres sociaux, qui réunissent des gens de partout dans la société.

Tout ce monde apprend à se connaître et à entrer dans le contenu, ce qu'on a fait dans les derniers séminaires.

**Vivian**, qui suit le projet par bouts depuis le début, à des moments ponctuels, reflète que le processus ressemble à ce qui arrive au petit cœur cactus, confié à Marie en septembre 2015 après le séminaire du Mont des Cats, et qui a déjà changé de pot : le processus grandit . Elle en profite pour se présenter au groupe : «J'ai appris ce que j'étais hier, une marginale sécante». C'est une expression que Celina lui a apprise la veille et qui veut dire avoir un pied dans deux mondes différents qui ne se rencontrent pas beaucoup. C'est pas mal son cas, entre des questions de système social au Québec et de protection sociale en France.

On arrive aux présentations. **Manu** propose un jeu pour se connaître comme groupe. Tout le monde debout ! On se répartit successivement par petits groupes selon les catégories suivantes : le lieu de résidence, la nationalité, la décennie de ses 20 ans, les organisations présentes et ses particularités de gourmandise, ce qui donne les sous-groupes café, café/clopes, chocolat, fromage, saucisson... et leurs marginaux sécants !

Vient ensuite un tour de table permettant d'exprimer les intérêts/attentes/questions pour ce séminaire.



**Bernard Schricke**<sup>2</sup>, du processus depuis le début, espère «qu'on invente la suite» et veut «réfléchir à comment emmener bien plus de monde que nous dans le projet»<sup>3</sup>.

**Séverine**, du second séminaire et du carrefour de savoirs, sera la photographe.

**Marie**, idem, sera aussi photographe. Elle veut approfondir la question de la protection sociale et regrette de n'avoir pas pu aller à la rencontre de Die en avril.

**Jérôme**, collègue de Manu, est travaillé par une question, la place du travail dans la société, les gens qui ont du travail sont pour beaucoup en souffrance, les gens qui n'en ont pas non plus.

**Fulbert**, de la délégation du Secours catholique Seine Saint-Denis, est là «pour apprendre surtout», et parler «un peu de ce que j'ai vécu».

**Laurent**, du Secours catholique, vient «prendre du plaisir à être avec tous et travailler ce sujet, et penser avec vous le coup d'après, et prendre du temps pour approfondir le sujet, car je l'ai par petites touches».

**Guillaume**, du Secours catholique veut «identifier un ou deux sujets partagés par tous, moteurs, qui permettront de voir les sujets qui peuvent être mobilisateurs».

Emmanuelle, d'AequitaZ, se sent dans «un projet qui me dépasse un peu, mais je suis pour construire un futur plus juste».

**Denis**, des centres sociaux, du carrefour de savoirs et des comités de suivi, est «curieux de voir comment on va rebondir sur ce qu'on a commencé à partager à Die, et aussi le coup d'après, au sortir du séminaire, comment on mobilise encore plus et à parti de quoi».

**François Mendy**<sup>4</sup>, du Secours catholique, veut «voir comment on va continuer et comment la mobilisation va se faire au niveau des équipes locales».

**Fabrice**, du Secours catholique, rencontre souvent «des gens qui disent la protection sociale c'est beaucoup de chiffres compliqués et une question d'experts». Il souhaite qu'on se rappelle ensemble «que c'est une question d'humanité» qui «participe à notre vie à tous».

**Vanessa**, de l'Accorderie de Chambéry, veut «gravir une marche de plus, sachant qu'on en gravira plein, et montrer que de simples citoyens peuvent concevoir quelque chose de solide».

**Jeanne**, du Secours catholique, du séminaire du Mont des Cats et du carrefour de savoirs, veut «voir comment on continue à construire les choses», dont «élaborer les principes politiques».

**Reza**, qui était au carrefour de savoirs à Die, est sorti depuis 10 ans du monde du travail et dépend à 50 % de la protection sociale. Il est là pour voir les réponses futures la protection sociale.

**Véronique**, du Secours catholique, anime un groupe à Sartrouville, et se sent «écartelée» entre sa vie privée, où la protection sociale est facile et «tout va bien»,

---

<sup>2</sup> On va garder le nom de famille puisqu'on a deux Bernard.

<sup>3</sup> Dans le travail de compte rendu, l'équipe d'animation s'est référée le plus souvent aux notes prises sur place et parfois aux enregistrements sonores. Les passages entre « » sont des extraits textuels soit des notes, avec ce qu'elles peuvent avoir d'approximatif, soit des enregistrements sonores. Comme le compte-rendu est validé par les participant·e·s, le dernier mot leur revient dans le traitement de leur parole.

<sup>4</sup> On va faire pareil pour les deux François, le second arrivant le lendemain.

et l'animation de groupes avec des personnes «qui galèrent», où c'est «compliqué». Elle a «envie de faire émerger des choses au niveau des groupes, et que cela nous mobilise». Elle a le «sentiment que tout va bien, mais en fait non tout ne va pas bien», d'où l'importance de faire remonter tout cela, dont «les personnes qui galèrent<sup>5</sup>».

**Claudie**, des centres sociaux, rejoint le groupe première fois. Elle a «beaucoup de curiosité» pour «un truc un peu de fou, de se dire on va réfléchir à la protection sociale». Des proches d'elle, qui sont juges, l'ont regardé avec des yeux où elle lisait : «Pauvre tante, quelle prétention». Alors elle est curieuse de voir ce qu'on peut faire.

**Claude**, du Secours catholique, a tout pour «les sujets qui motivent, qui passionnent». Ils portent ce sujet en interne et «c'est pas un sujet si mobilisateur quand on l'amène», alors il aimerait bien trouver les clés.

**Luc**, des centres sociaux, aimerait préparer la suite, ce qu'il y a à construire pour l'année qui vient.

**Ghislaine**, du Secours catholique, aimerait «qu'il y ait un peu plus de social au niveau des personnes handicapées».

**Bernard Thibaud**, du Secours catholique, a une attente, «avant de penser au coup d'après», de découvrir ce qui a été fait, dont il voit que c'est une «travail considérable», avec une «posture d'écoute», pour se déplacer «sur mes points de repère, à l'écoute du plus doux, du plus humain».

**Raymonde**, du Secours catholique, où elle vit des cafés rencontre, se questionne sur «l'avenir de la retraite et tout cela».

**Daniel**, du Secours catholique, se joint pour la première fois dans le groupe. Comme il dit ne pas s'y connaître beaucoup en matière de protection sociale, il est là «pour apprendre et aussi monter une marche». Il voudrait «mieux sentir quelques enjeux, pour nous fédérer et aider à rentrer en contact avec plus de groupes».

**Françoise**, de l'Accorderie de Chambéry, du séminaire de Die et du croisement de savoirs, n'a pas d'attente spécifique sur ce temps-ci, embarquée qu'elle est «dans une aventure au long cours».

**Charles**, du Secours catholique, veut s'imprégner. «J'étais à la session en février, je veux m'imprégner plus car je pense que c'est un vrai sujet. Ce qu'on balaie permet d'agir sur les causes.

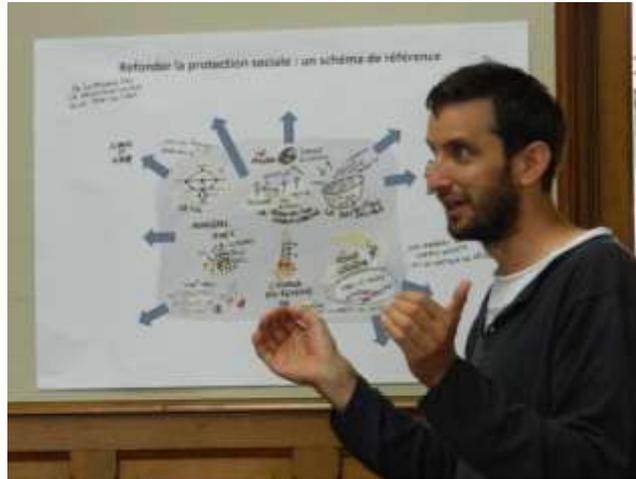
**Manu**, qui est de l'animation du processus depuis le début, trouve qu'il va très vite. Il veut «essayer d'aller lentement pour ne pas tirer les conclusions avant d'avoir réfléchi ensemble», et demande de l'arrêter «si je vais trop vite».

**Vivian**, du Québec, repense à l'expression «surprise de conscience», un jour utilisée dans une action d'artistes au Québec. C'est «ce que je recherche dans la démarche». «Je viens de vivre quelques mois au Québec où on a des reculs à des endroits où on avait des gains. On ne peut comprendre les reculs que si on compare avec ce qui se passe ailleurs, et notamment en Europe. On va faire des liens, et je sais que ces liens vont me permettre d'éclairer l'action et la compréhension. Donc je suis disponible à la découverte, et très contente d'être avec vous.»

---

<sup>5</sup> Galérer est un verbe intéressant du langage populaire. Que signifie-t-il au sens propre et figuré ?

## Des acquis du chemin parcouru

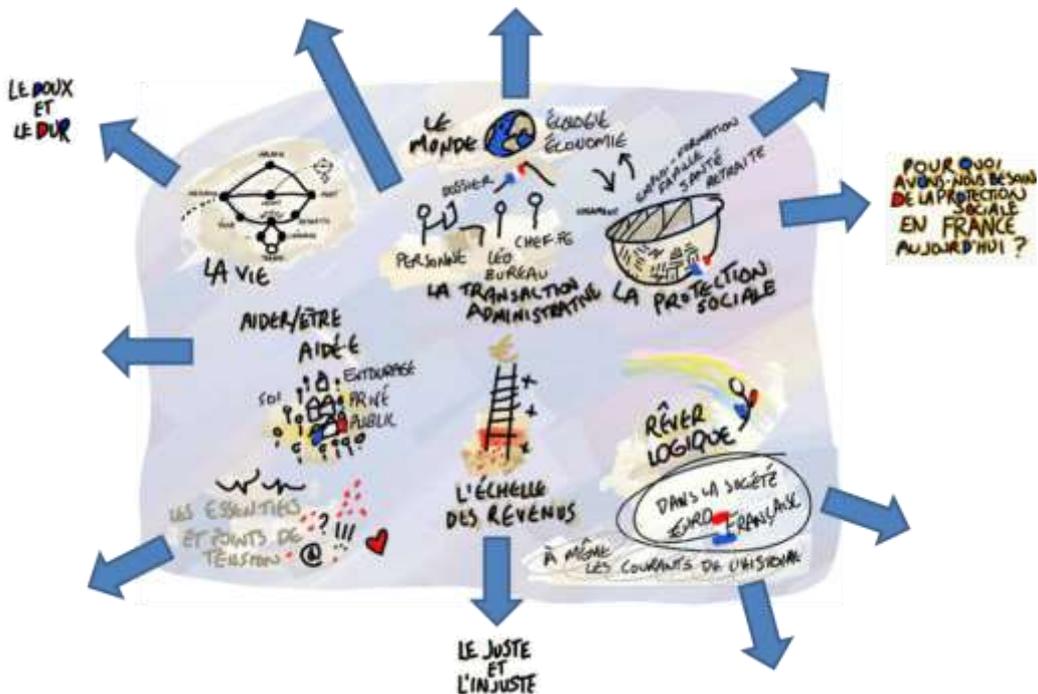


On arrive à l'étape où il s'agit de prendre acte du chemin parcouru. Manu situe l'enjeu. Il y a un an, on a réuni des personnes diverses et variées, en leur demandant : «Est-ce que vous seriez d'accord de réfléchir à la protection sociale ?» De là un certain nombre d'idées sont venues pour réfléchir au cadre plus large dans lequel on aurait envie de penser la protection sociale.

Souvent l'idée de la protection sociale se résume à «trou de la sécu» ou «problème du chômage», et ainsi de suite. On a pris du temps pour se dégager de la manière dont on associe la protection sociale avec seulement certains bouts pour essayer de la voir plus largement en lien avec nos vies.

Un schéma s'est précisé en cours de route pour en situer un ensemble plus large d'aspects. Vivian va le présenter. Ensuite Manu et Celina présenteront quelques exemples de ce qui est appris depuis les diverses animations qui ont permis d'en explorer divers aspects.

### Un schéma de référence qui s'est construit à mesure



Vivian explique. La façon habituelle de parler de la protection sociale en France est bien représentée par le document de DREES dont on a mis des extraits dans la pochette du séminaire, parce qu'on va y revenir dans les détours prévus dans la suite du séminaire.



Ce document présente «les comptes de la protection sociale». Peut-être qu'un jour, on fera «les contes de la protection sociale» ! Pour se parler de protection sociale, il y a des mots convenus, des façons de faire. On sait que cela touche à la santé, à ceci et cela. Dans l'idée de refonder la protection sociale, il faut bien partir de ce qu'elle est. Pour ça, on a eu le désir de «passer par la vie», pour ne pas prendre la protection sociale uniquement «pour du cash». La protection sociale, ce n'est pas seulement de l'argent qui transite de la poche des gens aux administrations à des soutiens.

Ceci dit, notre schéma est parti de là, avec l'idée de représenter la protection sociale par un panier.



**Le panier de la protection sociale.** Tout cela a commencé avec la présence de Laurent au séminaire de février 2015 sur la justice sociale. On avait regardé une façon d'analyser le budget du Québec développé dans des croisements de savoirs qui utilisait l'image du panier pour parler des finances publiques. De fait, fiscalité vient du mot latin *fiscus*, qui veut dire panier. Comme le panier de la quête ou le chapeau qu'on passe pour financer un événement. Au Québec et en fait au Canada, ce panier ne marche pas de la même façon qu'en France. On a compris de la comparaison qu'en France, il faut distinguer le panier des finances publiques et le panier de la protection sociale. Il y a environ 780 milliards d'euros qui passent annuellement dans le panier de la protection sociale et qui servent à différentes choses. Pour garder ça simple, dans nos travaux, on a distingué quatre grandes

sections de ce panier, soit par ordre d'importance de leur budget : la retraite, la santé, la famille, l'emploi et la formation. On a considéré aussi une cinquième section, le logement, qui est un peu compliquée à regarder, parce qu'une partie de son financement et de son usage se passe en dehors de la protection sociale comme telle. Les comptes de la protection sociale en donnent une description détaillée. On va y revenir dans l'après-midi.

#### Outils et animations développés sur cet aspect du schéma

- **La question «Pourquoi avons-nous besoin de la protection sociale en France aujourd'hui ?»** Cette question qu'on retrouve dans la trousse fait un bon déclencheur. Elle pourrait être posée à grande échelle. Déjà, la variété des réponses recueillies en montre l'intérêt. Ces réponses sont faciles à compiler. Des essais de compilation ont eu lieu. Pour bien en tirer parti, il faudrait systématiser un outil de compilation qui en permettrait le codage et l'analyse.
- **La présentation de diapositives sur l'histoire et l'organisation de la protection sociale.** Manu a développé cette présentation qu'il a déroulée à diverses reprises dans les séminaires. Ce qui a conduit à de bons échanges. Pour un usage à plus grande échelle, il faudrait en terminer la mise en forme. Elle pourrait être accompagnée d'un dépliant présentant le panier et sa composition en couverture, une chronologie sur un côté, une présentation de ce qui entre et sort du panier de l'autre côté. Cela reste à faire et à mettre en œuvre. De même éventuellement qu'un petit cahier explicatif.



#### Rêver logique dans la société euro-française à même les courants de l'histoire.

L'expression «rêver logique» est un emprunt à l'expérience citoyenne de lutte contre la pauvreté au Québec. Elle vient d'une phrase de Yvette Muise, de Québec, en 1998, qui a dit : «Je suis tannée de rêver en couleur, il faut rêver logique.» C'était un peu l'idée de départ du projet de «refonder la protection sociale». Pour rêver logique un tel projet, il faut tenir compte de l'histoire de la protection sociale, tant dans son contexte français qu'euro-péen, voir comment le système actuel s'est construit peu à peu et savoir ce qui fonctionne ou dysfonctionne dans le système actuel.

#### Outils et animations développés sur cet aspect du schéma

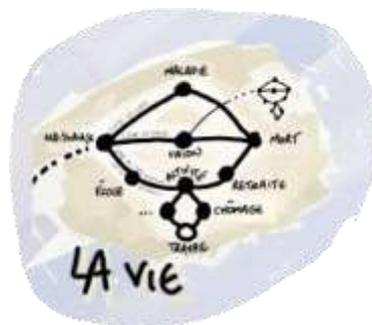
- **L'animation «La protection sociale de demain à rêver logique»** du premier séminaire d'exploration à Die. Des situations à transformer ont été reprises des échanges ayant suivi la présentation de diapositives sur l'histoire de la protection sociale, et des petits groupes ont travaillé à rêver leur transformation vers du mieux. Elle n'a pas été reprise dans la trousse.

- **L'animation «Et si on était ministre ?»**, du second séminaire d'exploration à Mont des Cats, qui a repris à peu près le même sujet, mais dans une simulation de ministères travaillant sur des solutions. Elle n'a pas été reprise dans la trousse.



Ici Vivian fait un petit aparté pour déposer un capteur de rêves, pris à l'aéroport de Montréal, avant de monter dans l'avion. C'est une version commerciale d'un objet amérindien, mais le non lui a fait penser au projet en cours : «On a des rêves à capter dans le travail qu'on fait». Elle l'accroche à une fenêtre pour le temps du séminaire. Et met dessous un petit bol avec une «plume pour trouver des réponses». C'est aussi un objet commercial d'aéroport, mais la consigne sur l'emballage a un côté poétique : on prend la plume avec soi, et quand on a trouvé notre réponse, on la jette ou on la lave au clair de lune. Bref, c'est une façon de nous souhaiter de capter des rêves et de trouver des réponses pendant notre séminaire.

On ne savait pas au départ comment entrer dans le sujet de la protection sociale, sinon que le panier, c'était une bonne intuition, et qu'il y avait des liens à faire avec la vie. C'est ici qu'est arrivé le «khalavie».



**La vie et le schéma khalavie.** Ce schéma est inspiré et adapté d'une recherche faite dans les années 80 au Québec sur les gens, les papiers et les institutions. Il avait été imaginé pour illustrer, comme des lignes de vie, trois grands vecteurs des histoires de vie concrètes et administratives des personnes. Il a pris nom de «khalavie», en boutade à l'expression «Ah la vie !» qui se prononce presque comme on prononcerait le kh dans d'autres langues. C'est une façon de lui donner une petite teinte d'ouverture à la diversité culturelle et de tenir compte du féminin avec le e à la fin. Au milieu il y a la ligne du cœur, classiquement de la naissance au mariage à la mort, où le mot mariage a été remplacé par le mot union, ce qui comprend bien sûr aussi les désunions. Au dessus, il y a la ligne du corps, qui raconte les divers épisodes de santé et de maladie de la naissance à la mort. Au-dessous, ce qui avant avait été nommé comme la ligne du chèque, est devenu la ligne de l'occupation et du revenu. Cette ligne passe de la naissance à l'école, puis à un ensemble d'activités (le travail rémunéré, mais pas que ça, le chômage aussi et toutes sortes d'activités qui contribuent ou caractérisent l'usage du temps, incluant la prison ou les vacances), puis à la retraite et à la mort. Tout ça est sur plusieurs générations. Notre naissance vient d'une union. Et de nos unions naissent d'autres khalavie.

### Outils et animations développés sur cet aspect du schéma

- **L'animation «Je suis ici».** On a fait plein d'activités de collectes de situations et de bouts de vie dans les séminaires en demandant aux participant-e-s de se poser dans le khalavie en faisant un X voulant dire « je suis ici » à un endroit ou l'autre du schéma et en adaptant le schéma à sa propre situation de vie. L'animation a été intégrée à la trousse, comme déclencheur d'une autre animation portant sur ce qui est doux et dur dans la protection sociale.
- **L'animation «C'est doux/dur quand...»** Éventuellement le travail khalavie, en lien ou non avec les autres morceaux du schéma, a conduit à une animation facilement compilable où le groupe complète la phrase suivante : «la protection sociale, c'est doux/dur quand/si...» Cette animation apparue lors du second séminaire d'exploration au Mont des Cats, a été intégrée à la trousse. Avec un outil de saisie approprié, elle pourrait donner lieu à des compilations intéressantes.



**La transaction administrative.** Comment faire les liens entre la vie et la protection sociale ? Entre les deux, la protection sociale arrive dans nos vies par le biais d'une transaction administrative. Il se passe quelque chose par un guichet pas beaucoup identifié dans les comptes de la protection sociale mais qui fait une grosse différence. Cette transaction peut être facile ou difficile à vivre. Ici aussi, nous nous sommes parti-e-s de la recherche sur les gens, les papiers et l'institution, où cette transaction avait été symbolisée par des éléments de base : le guichet ou la première ligne, la personne, ses papiers et son dossier, l'agent-e de l'administration avec qui elle est en contact, appelé pour le plaisir du nom «Léo Bureau», le chef-fe de cet agent-e, et l'institution administrative.

### Outils et animations développés sur cet aspect du schéma

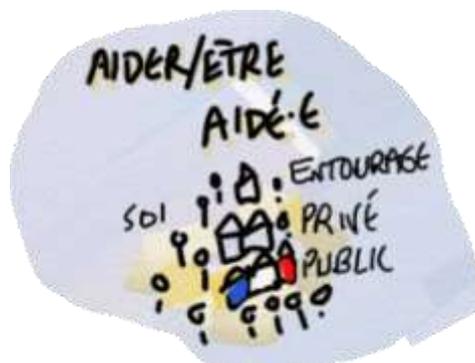
- **L'animation «Théâtre image».** Cette dimension de la protection sociale a été testée lors des deux séminaires d'exploration avec une approche de théâtre image, où on choisit un domaine de la vie et de la protection sociale, par exemple la retraite, ou même un moment plus précis, par exemple demander la retraite. Et, en lien avec l'image «échelle des revenus» du schéma, on regarde ce qui se passe à divers endroits de l'échelle sociale. Elle conduit à un autre outil sur le juste et l'injuste. Elle est intégrée à la trousse d'animation, comme un déclencheur, mais ne conduit pas en soi à une compilation. Elle peut aussi conduire à l'outil sur le doux et le dur.



**L'échelle des revenus.** Cette dimension permet de porter attention aux impacts des inégalités de revenu et de statut dans l'expérience de la protection sociale. Elle rappelle que tout cela se passe dans une société à échelle sociale, où il y a des hiérarchies, des seuils et des effets de seuils. Selon la position qu'on occupe ou a occupé, on n'est pas protégé-e et traité-e de la même façon, et parfois même par la même juridiction ou administration. Les configurations peuvent varier selon les divers domaines de la protection sociale. Elle joue dans la transaction administrative, mais aussi ailleurs dans l'expérience de la protection sociale. C'est une dimension importante à considérer dans la perspective d'une refondation vers plus de justice sociale.

#### **Outils et animations développés sur cet aspect du schéma**

- L'animation «**Se situer dans l'échelle sociale**». Cette animation permet de se situer en fonction de son revenu à l'aide d'un tableau des revenus des ménages par déciles, ou dixièmes de population, du plus pauvre au plus riche. Expérimentée dans les deux séminaires d'exploration, elle a été intégrée dans la trousse d'animation comme un outil, à utiliser avec discernement, pour faciliter l'animation du théâtre image sur les transactions administratives.
- L'animation «**Le juste et l'injuste**». Cette animation permet de partir d'autres animations déclencheuses, notamment celle du théâtre image, et elle permet au groupe d'indiquer ce qui lui semble juste/injuste dans des situations données, ce qui fait problème quand on prend en compte l'échelle sociale sur cette situation, et où faire porter le changement. Sans avoir été directement expérimentée lors des deux séminaires d'exploration, elle vise à recueillir les réflexions portant sur des situations d'inégalités. Elle peut permettre une compilation avec un outil de saisie approprié.



**Aider/être aidé-e.** Vu l'histoire de la protection sociale en France, et la façon dont elle s'est constituée autour de contributions reliées au travail salarié, la question du mérite se trouve souvent posée dans les débats qui la concernent. Par exemple,

qu'est-ce qui justifie qu'on ait accès à une couverture dans un des domaines de la protection sociale ? Comment contribue-t-on à ce qui permet ensuite d'assurer cette protection, par exemple le financement du panier ? Faut-il une contribution ? Comment traiter cette question sans rester sur les prêts à penser liés une histoire de financement fondée sur les cotisations employé/employeur attachée à un emploi de longue durée d'un « chef de famille » responsable pour lui et ses « dépendant.e.s » ? Cela a conduit à se demander quelle était la part des personnes, de l'entourage, du privé, du public, dont la protection sociale, dans notre manière de couvrir nos besoins et de nous protéger collectivement dans nos diverses histoires de vie en société. Et dans ça, qu'est-ce qui passe par l'argent ou par d'autres voies ? C'est en somme une partie du schéma qui permet de s'interroger sur les divers aspects monétaires et non monétaires de l'interdépendance, de la responsabilité et de la contribution.

### **Outils et animations développés sur cet aspect du schéma**

- L'animation de «**La couverture**». Cette animation, inspirée d'un outil développé au Québec pour réfléchir à la couverture des besoins, a été expérimentée lors du second séminaire d'exploration au Mont des Cats. Il s'agit d'un exercice où chaque personne identifie un besoin dans sa vie, se demande comment ce besoin est couvert, et quelle est sa part, celle de l'entourage, du privé et du public, dont la protection sociale dans la couverture de ce besoins. On peut aussi aller voir la part de l'argent dans ces divers soutiens, contributions et transactions. Cette animation a été intégrée à la trousse, avec un outil de restitution sous une forme compilable. Il reste à voir comment en tirer parti.



**Les essentiels et points de tensions.** Les explorations effectuées lors des deux premiers séminaires ont mis en évidence que dans l'expérience de la protection sociale, il y a en fait toutes sortes de points de tension où des essentiels souvent invisibles peuvent jouer sur la situation et faire toute la différence. Par exemple, les compétences nécessaires pour faire des choses en ligne, ou encore la qualité des échanges et de la communication, ou encore le stress qu'on porte et qui joue sur les interactions. Dans la listes de ces aspects plus ou moins visibles, lors du second séminaire d'exploration au Mont des Cats, le groupe a tenu à intégrer la place de l'amour, un aspect qui lui aussi peut faire toute la différence, même si on n'en parlera pas dans les documents officiels.

### **Outils et animations développés sur cet aspect du schéma**

- Cet aspect reste à explorer plus formellement. Pour le moment, il n'a pas conduit à des outils spécifiques, même si ces aspects se retrouvent partout dans les exercices réalisés.



Le monde, incluant l'écologie et l'économie. Nous ne sommes pas dans des sociétés isolées. La protection sociale évolue dans des sociétés marquées par des courants, par exemple, le courant néolibéral qui a des impacts importants dans plusieurs sociétés sur des questions reliées aux protections sociales. Au 21<sup>e</sup> siècle, la question de la croissance des inégalités est vraiment posée tout comme la question écologique. Est-ce qu'il y a une façon viable et durable de penser la protection sociale dans ce monde ? Nos gouvernants passent beaucoup de temps à se comparer à d'autres gouvernements, en se disant par exemple, «on fait mieux» ou encore «eux ont coupé, on pourrait couper nous aussi». Il y a donc une importance à situer la démarche, même si elle est localisée en France, en tenant compte de l'Europe et du monde, pour apercevoir ce qui se passe ailleurs et faire les échanges et comparaisons utiles.

#### **Outils et animations développés sur cet aspect du schéma**

- Pendant les séminaires d'exploration, cet aspect a plutôt été abordé à la marge, notamment lors d'interventions de Vivian qui présentait comment ça se passait sur un point donné dans la société québécoise. Il n'a pas donné lieu encore à l'élaboration d'outils spécifiques.

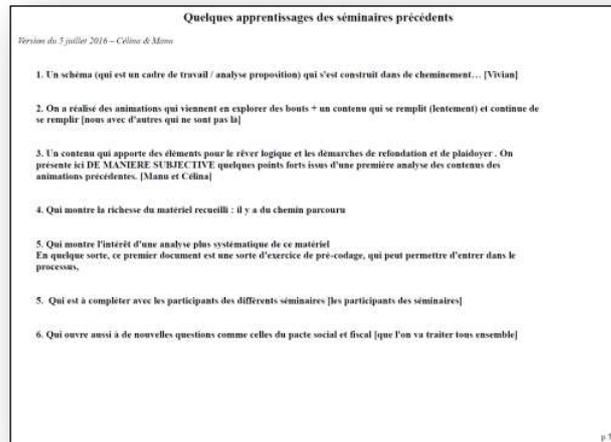
À mesure qu'elles ont eu lieu, les explorations réalisées pendant les séminaires ont permis aux personnes qui participaient de se convaincre qu'on ne pouvait pas refonder la protection sociale juste avec la droite du schéma. Il faut passer par le reste, par ce qui fait les liens entre la vie, le système d'une société et le monde. Ce schéma est notre meilleur résumé à date. Il va nous suivre dans les jours qui viennent.

Manu complète : «Ce à quoi sert un schéma aussi grand, c'est aussi à voir là où chacun met de l'importance. Les hauts fonctionnaires nous parlent des relations entre le panier et le système productif, par exemple : il faut diminuer les cotisations par sinon les entreprises vont partir. Ils traitent de quelque chose d'important, mais situé dans un endroit précis du schéma, le panier. Une asso va travailler sur la transaction administrative car cela se passe mal. Des militant-e-s d'associations vont regarder la question des inégalités, mais pas forcément dire en quoi ces inégalités ont un impact direct dans la vie des personnes.» Le schéma permet d'indiquer où on se situe dedans. Il fournit «une fenêtre assez large car on a besoin de tous et toutes et de tout pour faire société, et repenser la protection sociale». Ces apports des un-e-s et des autres, ce sont des savoirs qui se complètent plutôt que de s'opposer.

Vivian indique : «On ne le savait pas avant, que cela donnerait cela. Cela s'est construit à mesure. Une des questions qu'on a transportée partout, c'est la question du pourquoi on a besoin de la protection sociale, puis celle du doux et du dur. Peu à peu, des morceaux qui se placent, et d'autres vont se placer sur les prochains jours.»

Après un an d'expérimentation, tout en étant loin d'avoir fait le tour de la question, on commence à apercevoir certains aspects qui montrent l'intérêt d'une démarche citoyenne et participative.

## Une compilation test qui donne de bonnes indications



Voir le texte en fac-similé à l'annexe 1.

Pour donner une idée de ce qui a été appris jusqu'à maintenant avec et autour de ce schéma, Céline et Manu ont préparé une compilation test qui est distribuée à tout le groupe. Elle tient sur quelques pages et provient d'une relecture des comptes rendus. Ils la présentent en indiquant qu'il s'agit de premiers apprentissages. Pour aller vers quelque chose de plus consistant pouvant servir sur une échelle plus large au travail de plaider, il va falloir organiser la collecte du savoir citoyen qu'on désire réunir et trouver des façons d'en systématiser la saisie et le codage. Pour le moment on a un résultat indicatif du potentiel et non un travail abouti.



Manu présente le document sans tout le détailler. On pourra le consulter directement (voir l'annexe 1).

**1. Pourquoi avons-nous besoin de la protection sociale ?** La protection sociale a été pensée pour couvrir des risques ou des besoins, mais en réponse à la question, d'autres éléments ressortent. Par exemple, lutter contre les inégalités, alors que le système n'a pas été pensé pour cela. Même s'il y contribue, sur certains aspects, il les reproduit, par exemple entre les hommes et les femmes, qui travaillent moins, et se retrouvent plus pauvres. Autre exemple, vivre ensemble et éviter de se faire la guerre. C'est une bonne attente : comment on pense à un système qui peut contribuer à la paix ? Des tentatives de compilations<sup>6</sup> ont été faites à partir des réponses recueillies à cette question dans les séminaires, la formation de février, le carrefour de savoirs et quelques animations qui ont eu lieu en cours d'année. Il

<sup>6</sup> Dont une sur une base de données Access, et une sur une feuille excel.

manque toutefois un outil pour bien le faire et d'une manière permettant continuer d'ajouter des réponses.

**2. Khalavie.** Sans qu'il y ait eu de compilation systémique, l'exploration montre les limites du schéma khalavie. En même temps qu'il aide à se situer, il dysfonctionne à plein d'endroits et fait voir des dysfonctionnements de la protection sociale. Et les gens ont été constamment invités à l'adapter. Par exemple, sur la ligne du cœur, des personnes ont pu dire « je me n'y retrouve pas, je ne suis pas en union, mais j'ai une ligne du cœur ». Et du côté de la protection sociale, on peut donner l'exemple des pensions de réversion sont réservées aux personnes mariées. Comment on pense un khalavie qui correspond à la diversité de nos vies, alors que aujourd'hui la protection sociale est construite sur ces trois lignes-là ? Le système fonctionne avec des états, des photos, et pas avec des situations de transition. Comment on tient compte des passages d'un état à l'autre ? La question du travail est fondamentale et problématique : on est couvert quand on est en emploi, mais peu de couverture est liée à des activités non rémunérées, alors qu'on contribue aussi.

**3. Aider/être aidé-e.** Dans la dernière loi égalité citoyenneté, il y a une valorisation de l'engagement. On a même entendu des cas où on est empêché de contribuer même avec des activités non rémunérées. Il y a une manière dont on peut être aidé-e par son entourage et aidé-e par le système public, mais cela peut être une façon de se décharger, une forme d'injonction à être aidé-e par son entourage. Comment penser un système qui intègre l'aide de l'entourage, sans que ce soit une obligation ? Ce peut être le cas dans des situations de handicap : on vient soutenir l'aide de l'entourage. Dans d'autres cas, on est dissuadé-e d'être aidé-e. C'est le cas pour le logement. Si une personne au RSA accueille quelqu'un-e chez elle, elle perd des aides. On est soit dans l'injonction, soit dans la dissuasion, soit dans le soutien, mais on ne pense pas l'articulation fine. On a des khalavie imbriqués les uns dans les autres. C'est à prendre en compte

**4. L'échelle de revenus.** Tous les salariés cotisent avec un pourcentage du salaire, on perçoit des allocations uniformes, alors c'est un peu redistributif, mais ce le serait beaucoup plus si la protection sociale était liée au revenu et à la composition de la famille. En ce moment des personnes avec un enfant n'ont pas d'allocations. On est dans un système en partie redistributif, mais avec un vrai trou à certains endroits, pour les étrangers, les jeunes. Il y a aussi des situations atypique qui n'entrent pas dans les cases, la dèche, la prison, le voyage à l'étranger. Ce serait à intégrer dans la réflexion, soit la manière de lutter contre les inégalités, y compris le travail des femmes, avec le travail domestique, peu valorisé, qui n'est pas ou peu reconnu. De même les inégalités de patrimoine ne sont pas prises en compte, sauf pour le RSA !, alors qu'elles sont beaucoup plus inégalitaires que les inégalités de revenu.

**5. La transaction administrative.** On voit l'importance de la transaction administrative quand on part de la vie des personnes. C'est marquant dans les explorations. On voit la manière dont on entre en interaction avec le système, car c'est comme cela qu'on est reconnu ou non par le système. Il faut déjà exister. Cela peut donner lieu à de situations absurdes et violentes pour les personnes qui les vivent. Comment arriver à penser le panier qui fonctionne avec des cases carrées et la vie qui fonctionne en rond ? On n'a pas de réponse, c'est quelque chose à creuser. On voit que le système devrait être plus souple, mais les cases, c'est aussi ce qui permet de limiter l'arbitraire, comme l'a rappelé un chercheur lors de la première rencontre du carrefours de savoirs. C'est ainsi qu'une personne du premier séminaire à qui on réclamait des milliers d'euros pour une situation d'invalidité a réussi à prouver qu'elle avait bien envoyé le papier que l'agent avait perdu ensuite.

C'est parce qu'une case disait que c'était archivé qu'elle a pu le prouver. Comment penser un système suffisamment souple, avec des cases suffisamment larges pour prendre en compte la diversité de la vie ? C'est un enjeu, notamment à un moment où arrive le numérique.

**6. Le panier de la protection sociale.** Manu en rappelle la composition : la moitié pour les retraites, le tiers pour la santé, et le reste pour famille, emploi et logement. À quelques reprises, on a examiné ça en kaplas, ce qui est une bonne façon de saisir les proportions. Ce panier a beaucoup d'implicites, par exemple, devoir demander le RSA, ce qui fait qu'il y a plus d'un tiers des gens qui ne le demandent, ce qu'on appelle le non recours, et ce qui peut faire l'affaire de l'administration en même temps que c'est un droit. On touche aussi à la honte et à la culpabilité dans ce cas, au sentiment d'être un poids pour la société au lieu du sentiment d'être valorisé. Ce n'est pas le cas pour les retraites, mais ça peut être le cas pour le minimum vieillesse et d'autres situations. «C'est bien la manière dont on présente le système qui détermine la manière dont on le vit.» Nous allons continuer d'explorer de ce côté pendant le séminaire, entre autres sur la manière dont le système est pensé comme un contrat entre nous et sur quelles bases.

**7. Rêver logique.** Manu ne présente pas ce point. Il va de toute façon revenir pendant le séminaire.

La parole est au groupe.

**Denis** rappelle une question du carrefour de savoirs sur le mot «aujourd'hui» dans la question sur le pourquoi. Pourquoi plus aujourd'hui qu'hier ? Il y a un enjeu à se rappeler que la protection sociale vient de quelque part. Sur la transaction administration, le groupe est venu aussi sur la question du regard porté sur les gens et sur le poids des mots, valide, invalide, et ainsi de suite, qui joue sur le fait d'avoir recours ou pas. C'est un regard parfois très stigmatisant.

**Celina** dit que c'était tout la question de comment tu es considéré-e ou déconsidéré-e.

**Manu**, dans le poids des mots, mentionne les expressions «actif, inactif», qui jouent aussi, tout comme l'expression «non contributif», alors que tout le monde contribue.

**Bernard** indique qu'«il faut faire valoir ses droits à la protection sociale alors qu'il y a un certain automatisme sur les questions fiscales», on n'a pas non plus la même attitude pour l'évasion fiscale que pour les fraudes aux cotisations sociales.

**Claude**, a vu l'intérêt de l'outil du «pourquoi» qui est «éclairant» pour poser les principes autour desquels organiser la protection sociale. Sur la transaction administrative, il y a la question des inégalités territoriales, pour le même droit, sur le temps de traitement, le nombre d'agents, la qualité des relations.

**Celina** montre les tentatives de compilations à la question du «pourquoi». La question de la protection sociale comme un outil social, un outil collectif, ressort fortement.<sup>7</sup>

**Claude** amène la question des lignes ajoutables au schéma. Dans la formation de février, une personne avait ajouté la ligne spirituelle, et une autre la ligne du toit.

**Jérôme** note la question du décalage entre années, avec des droits liés à comment on était il y a un an. Quand on a besoin tout de suite, ça manque. «C'est comme si

---

<sup>7</sup> On voit aussi l'importance donnée à la prise en compte des inégalités.

mes droits étaient attachés à mon ombre, il y a un an, et pas à ce que je suis, moi, aujourd'hui.

**Charles et Françoise** donnent d'autres exemples.

Dans les rencontres qu'elle a vécues, **Emmanuelle** a été frappée par la dimension du collectif. D'où la nécessité d'avoir une vision globale pour appréhender l'ensemble

Sur le khalavie, on part de où on est, mais cela touche un espace très large, ajoute **Celina**.

Vivian a tenté d'organiser ce qui se disait sur une affiche pendant que Manu parlait. Elle a mis en noir le système tel qu'il est avec son histoire, en rouge, les irritants présentés par Manu et en bleu les compléments apportés par le groupe.



**Le système actuel.**

C'est un système qui date grosso modo de 1945 dans sa forme actuelle, tout en ayant des origines plus anciennes,  
Il est fondé sur le travail rémunéré de longue durée d'un homme pour lui et ses «dépendant-e-s» dans une histoire de vie qui bouge peu pour sécuriser ce qu'on a appelé «des risques», encore qu'il faut voir dans quelle mesure la retraite est un risque, pour donner cet exemple, de même pour la vieillesse (un risque ou une partie du parcours de vie ?), et on va voir que le mot «risque» est très installé dans l'histoire de la protection sociale, par des cotisations d'employé-e et d'employeur (par exemple l'entreprise) sur des situations types avec des cases et des paniers qui se cumulent et se superposent pour donner le panier tel qu'il est maintenant.

**Un système à adapter.**

Ce système qui était ok en 1945 demande à être adapté par rapport à tout ce qui s'est dit.  
Transitions. Diversité de situations. Vies imbriquées. Inégalités. Échelle sociale. Troux : jeunes, étrangers, parcours atypiques. La honte. Revenus. Patrimoine. Plus inégalitaires. Pas pris en bas sauf en bas de l'échelle. «Vous n'existez pas». Distinction actifs-inactifs. Les cases et la vie ronde. Arbitraire. Numérique. Il faut demander. Non recours. Implicites non questionnés. Ce qui est valorisé ou pas. La manière dont on présente le système. Inégalités territoriales. Le toit. Soi et les autres. Évasion fiscale. Décalages d'une année à l'autre. Regard porté sur. Catégorisation. Stigmatisation. Chômage. Logiques à l'œuvre. Chaque bout a son histoire. Y a du commun.

Cela nous ramène à une phrase dite plut tôt le matin par **Francoise** : «On avance par bond. Y a quelque chose à un moment donné qui vient ouvrir la porte de la suite.» Ces constats nous acheminent vers la suite. À mesure que Manu parlait, on a pu voir le datage historique qui fait que ces problèmes sont constatés aujourd'hui.

**Manu** : Jusqu'en 1978, il fallait travailler pour percevoir les allocations familiales qui continuent d'être pensées comme une assurance pour le «risque d'avoir un enfant» et non comme une couverture d'un besoin, ou comme un droit. «Y a quelque chose de l'ordre de l'imaginaire qui est véhiculé par les mots.» Y a quelque chose dans l'exploration vécue depuis un an qui travaille ça, et quelles que soient les thématiques. Par exemple, pour la retraite, avec la non reconnaissance du travail des femmes, du côté de Pôle emploi, avec des droits individualisés plutôt que dans un environnement. Y a des aspects communs dans les constats. «Ça fait société aussi de le prendre par son aspect commun.»

C'est l'heure du repas. Rendez-vous au début de l'après-midi pour se poser des questions qui demandent à être posées en vue de la suite. Et on le fera à partir des thématiques telles que définies dans les comptes de la protection sociales, par des gens dont c'est le boulot de les étudier. Ce qui sera nouveau dans notre démarche. Ceci pour rêver logique et pas juste rêver.

Sur ce, on passe à la ligne du corps... et on va manger.

## **Premier détour. Ce qu'on possède et protège en commun ou en propre**



Au retour du lunch, comme il y a un peu de fatigue dans l'air, on «jette la schnoute», un exercice de Qi Gong façon québécoise.

Ensuite, Vivian, qui est chargée de l'animation de l'après-midi lance le sujet. Le programme de l'après-midi est consacré à un détour sur une question implicite, mais importante à regarder dans la perspective de refonder la protection sociale et qui touche à qui possède et protège quoi.

Pour cela, on va commencer par s'intéresser à des mots qu'on ne regarde pas souvent attentivement, mais qui nous ramènent à certaines réponses recueillies à la question sur pourquoi la protection sociale. Il y notamment l'idée de se protéger tout le monde, d'un panier commun pour protéger tout le monde. C'est lié à notre rapport à l'être et à la propriété.

Dans la pensée autochtone d'Amérique du Sud, il y a le concept du buen vivir, du bien vivre, l'idée que la Terre ne nous appartient pas, mais qu'on appartient à la Terre. Dès qu'on parle d'euros, on peut se demander à qui ils appartiennent ? Mine de rien, dans les parages de la protection sociale, la notion de propriété est présente, et aussi la notion de ce qui nous appartient en commun et en propre.

C'est aussi une tendance de la pensée altermondialiste d'explorer les liens entre protection sociale, protection du revenu et la notion de communs, comme dans : qu'est-ce qui nous appartient en commun ? On va aller explorer cela en ateliers, et on va aller le faire par grand domaine de la protection.

### **Déclencheur par quatre mots**

La consigne est simple. On prend quelques minutes pour voir les mots qui nous viennent autour des mots suivants et les écrire sur post-it. En soirée Séverine en fera la compilation sur des affiches.



## POSSÉDER

Avoir (5). Propriété (3). Capital (2). Exclusivité. Bien . Patrimoine humanité. Savoir faire, savoir vivre. Objet. Usage gardiennage. Libre. Propriétaire. Propriété. Séparer. Posséder une maison. Rien. Enchaîné. S'approprier. Partage.

## PROTÉGER

Famille, proche, personne, enfants (7). Sécurité (2). Prendre soin (2). Attention [à] (2). Couverture (2). Se mettre à l'abri. Justice. Fragilité. Confiance. Accompagnement. Défendre. Aider. Veiller. Rassurer. Vivre ensemble. Couvrir. La terre. Risque. Danger. Justice.

## COMMUN

Bien (3). Fais (2). Solidaire (2). Ensemble (2). Proche. Société. Ressemblance. Nous. Un magasin. Gérer. Unité. Notre patrimoine. Intérêt et droit. Air. Responsable. Partage. Lien partage.

## PROPRE

Soi (3). Identité (3). Personnel (3). Nom (2). Corps. Talents. Une part. «Je suis». Impliqué. Vérité. Un petit royaume. Liberté. Nom. Spirituel. Opinion. Propriété. Individu. Au service de. Vie.



## Ce qu'on possède et protège en commun ou en propre en France

Le deuxième exercice qu'on fait nous amène à nous demander ce qu'on possède/protège en propre/en commun dans la société française. Comme le temps file, on se limite aux plus ou moins sept premiers mots qui nous viennent. Le résultat est intéressant.

Dans la société française, **on possède en propre** : son nom, sa maison, son identité, sa pensée, sa vie, son temps, son opinion, son corps.

Dans la société française, **on possède en commun** : les parcs, les services publics, l'air, les lois, la terre, le droit à la vie, le patrimoine.

Dans la société française, **on protège en commun** : les enfants, des valeurs, la santé, la nature, un bout de revenu, la culture, les frontières.

Dans la société française, **on protège en propre** : un champ de vigne, sa famille, soi, ses privilèges, son opinion, son [intégrité] physique, sa pensée / ses idées.

Ce n'est pas nécessairement tout ce qu'on protège en commun qui fait partie de la protection sociale.

La nature : non.

Les enfants : oui.

Les valeurs : certaines.

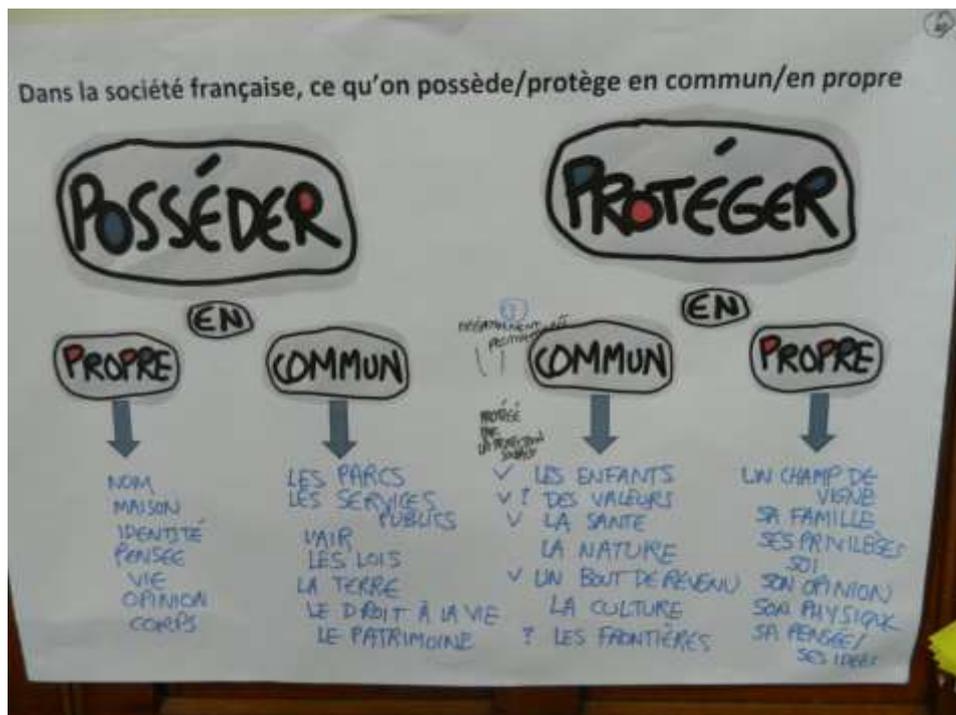
La santé : oui.

La culture : non, enfin pas directement.

Les frontières : c'est à voir.

Un bout de revenu : oui.

On réalise que pour la plupart d'entre nous, c'est la première fois qu'on fait un tel exercice. On ne va pas plus loin dans la discussion pour protéger le temps d'ateliers qui va maintenant suivre. On y reviendra.



## Ateliers par domaine de la protection sociale



Depuis un an, on a travaillé avec 5 sections dans le panier de la protection sociale, mais quand on regarde comment l'État français publie ses comptes de la protection sociale, le nombre de sections varie de 3 à 10 selon la manière de présenter les domaines, qui sont appelés des risques. Si on prend la table des matières des comptes de la protection sociale publiés par la DRES, on trouve 8 sections.



### Couverture des risques par la protection sociale en France

10	Le risque maladie en France	54
11	Le risque invalidité en France	56
12	Le risque accidents du travail et maladies professionnelles en France	58
13	Le risque vieillesse-survie en France	60
14	Le risque famille en France	62
15	Le risque emploi en France	64
16	Le risque logement en France	66
17	Le risque pauvreté-exclusion en France	68

Pour une première fois, on va se coller à cette liste, histoire de se rapprocher de la façon dont l'État travaille. Et pour faire des ateliers d'au moins quatre personnes, on va regrouper deux domaines. On aboutit ainsi aux ateliers suivants avec leurs animateur-e-s.

1. Maladie (Celina)
2. Invalidité et accidents du travail et maladies professionnelles (Claude)
3. Vieillesse et survie (incluant les pensions de réversion) (Bernard Schricke)
4. Famille (Emmanuelle)
5. Emploi (Jérôme)
6. Logement (Laurent)
7. Pauvreté et exclusion sociale (dont le RSA) (Françoise)

Chaque groupe reçoit une affiche à remplir avec des questions sur le domaine qui lui est assigné, sur qui nous appartient en commun/en propre dans ce domaine, sur qui et ce qu'on y protège et en commun/en propre, sur qui et ce qui n'y est pas protégé, avec aussi trois phrases à compléter en y mettant obligatoirement le nom du domaine en question :

- Si on était cent personnes sur une île déserte...
- Si on est une personne réfugiée qui arrive en France...
- En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde...

Ces trois petites questions à la fin évoquent des cas limites permettant de libérer notre imaginaire sur ce qui est et pourrait être.

Les groupes peuvent s'ils le désirent consulter dans leur dossier les fiches publiées par la DRES pour leur domaines et aller voir ce qui est dit sur ce thème-là. Avec cet exercice, on veut aller voir des pratiques qui sont implicites et qui peuvent sembler évidentes, mais qui vont différer d'un pays à l'autre. Par exemple si on regarde ce qui est protégé en commun au plan de la santé, on ne trouvera pas la même chose en France, aux États-Unis et au Québec.

Ils ont une bonne heure pour compléter la tâche. Plus un temps pour la pause.

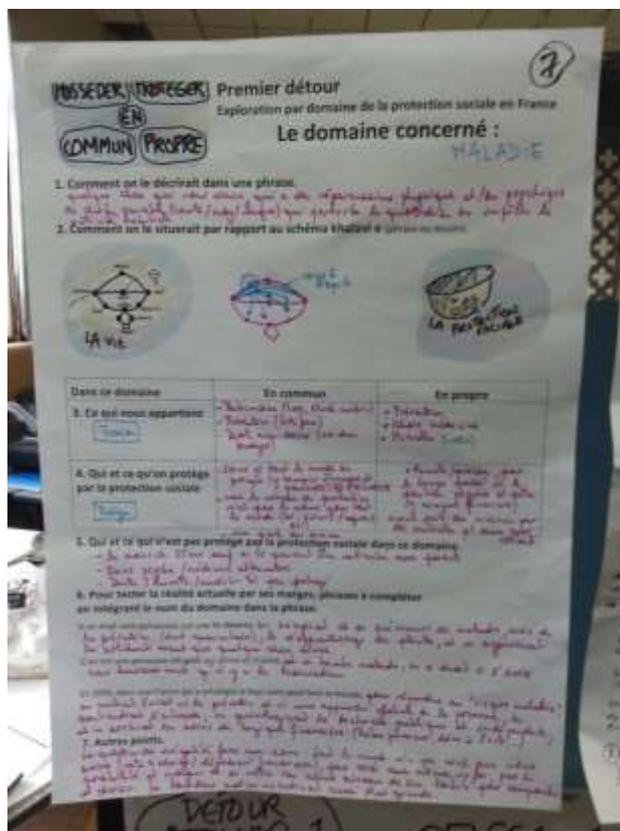
Au retour, chaque équipe dispose de cinq minutes pour présenter son travail, avec le soutien de Denis qui va tenir le temps.



### Atelier 1. La maladie

Celina, Vanessa, Raymonde, Claudie

**1. Comment on le décrirait dans une phrase.** Quelque chose qui nous arrive et a des répercussions physiques et/ou psychiques de durée variable (courte, moyenne, longue) qui perturbe le quotidien ou empêchent les activités habituelles.



**2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e. [image]**

**3. Ce qui nous appartient.**

- **En commun.** Patrimoine (Hôpitaux, structures de soins), prévention (mais très peu), le droit aux soins (remboursement des soins = 90%).
- **En propre.** La prévention, le choix de la médecine, les mutuelles, le fait qu'on cotise et une part du revenu

**4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale.**

- **En commun.** Les soins pour tout le monde ou presque y compris les étrangers, les personnes pauvres, les soins maladies liées à la vieillesse. Mais le niveau de protection n'est pas le même pour tout le monde suivant les régimes (différence entre salariés, agriculteurs et indépendants par exemple).
- **En propre.** La famille et les proches par le temps passé et le soutien psychologique et autre (y compris financier) = une part du revenu par les mutuelles pour ceux qui cotisent.

**5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.** Les moins de 25 ans sauf quand ceux qui peuvent être rattachés à leurs parents. Les soins psychologiques. Les dents, la vue (lunettes), l'audition sont peu protégées.

**6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.**

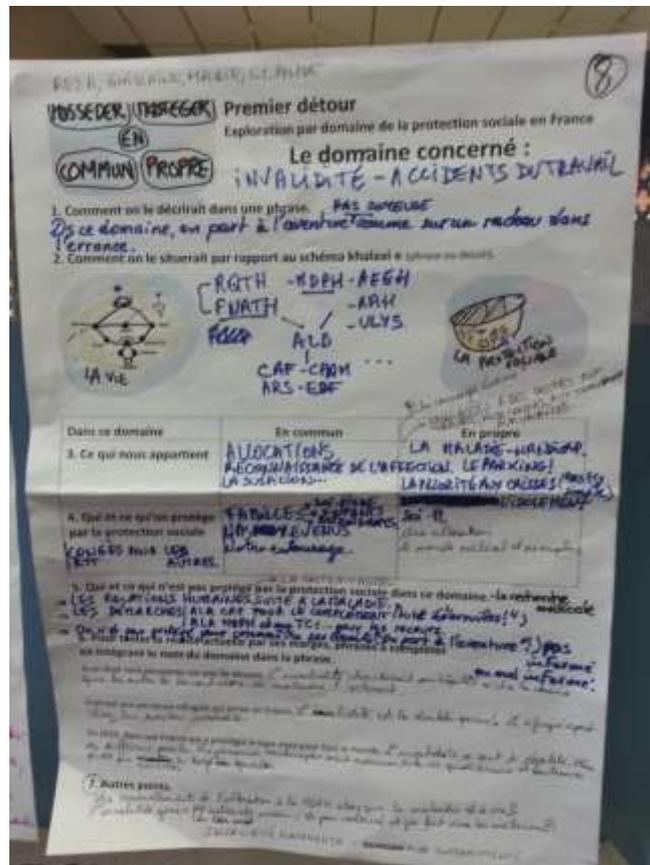
- **Si on était cent personnes sur une île déserte...** on essaierait de se prémunir des maladies avec la solidarité, la prévention (dont la quarantaine), le réapprentissage des plantes et on organiserait la solidarité avant que quelque chose n'arrive.
- **Si on est une personne réfugiée qui arrive en France...** si on tombe malade, on a le droit à l'Aide Médicale d'Etat (AME) mais heureusement il y a aussi des associations.
- **En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde...** pour répondre au « risque maladie », on mettrait l'accent sur la prévention et sur une approche globale de la personne. On soutiendrait l'entraide. On privilégierait la recherche publique et indépendante. Et on sortirait les soins de la logique financière (labos pharmaceutiques, soins à l'acte...)

**7. Autres points.** La question des inégalités face aux soins : tout le monde n'a pas accès aux mêmes soins (reste à charge / dépassement d'honoraires), pas accès aux mêmes infos, pas la possibilité et les moyens de se mettre au même niveau que son toubib pour comprendre et choisir. La lourdeur administrative est aussi plus grande. Il y a beaucoup de porosité entre vieillesse et maladie. Le risque d'être malade est plus grand en fin de vie.

## Atelier 2. L'invalidité, les accidents de travail et les maladies professionnelles

Claude, Ghyslaine, Marie, Reza

**1. Comment on le décrirait dans une phrase.** Dans ce domaine, on part à l'aventure pas joyeuse comme sur un radeau dans l'errance.



**2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e.** [image]

**3. Ce qui nous appartient.**

- **En commun.** Les allocations. La reconnaissance de l'affection. La suspicion.
- **En propre.** La maladie-handicap. Le parking. La priorité aux caisses (pas toujours simple). L'isolement. Un courage énorme. Le non-accès à des postes de travail, aux loisirs, aux transports, aux vacances.

**4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale.**

- **En commun.** Les congés, RTT pour les autres. La famille (soi-même, enfants, descendants). Nos revenus. Notre entourage.
- **En propre.** Soi-même. Une allocation. Le monde médicale et ses emplois.

**5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.** La maltraitance. La recherche médicale. Les relations humaines suite aux maladies. Les démarches pour le complément (tu te débrouilles à la MDPH et au TCI pour les recours). On n'est pas protégé pour connaître ses droits (« on part à l'aventure »), pas informé ou mal informé.

**6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.**

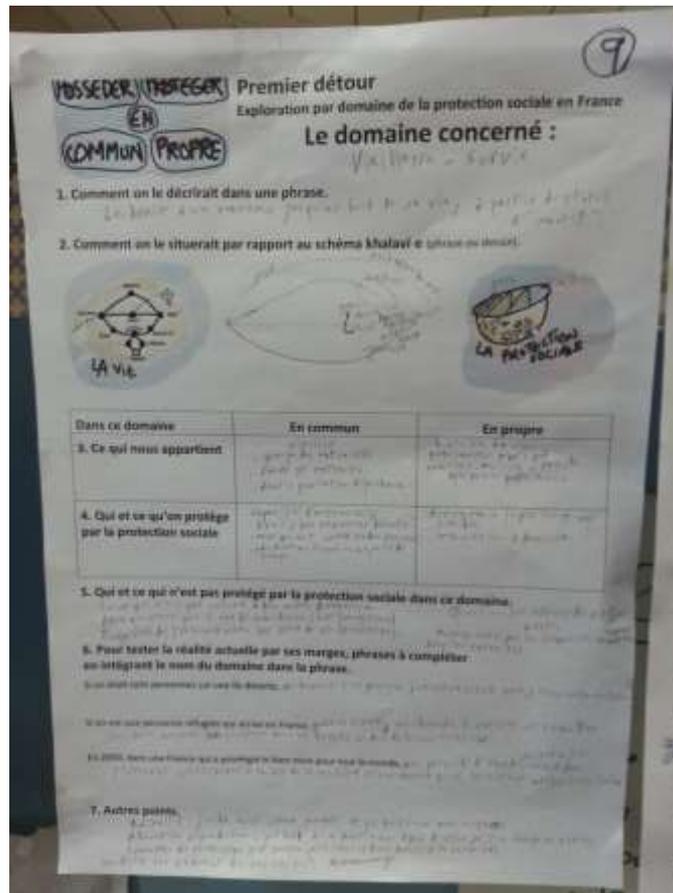
- **Si on était cent personnes sur une île déserte...** l'invalidité chercherait son hôpital si on a la chance que les autres le laissent vivre. La maladie l'isolerait.
- **Si on est une personne réfugiée qui arrive en France...** l'invalidité est la double peine : le réfugié repart chez lui avec son invalidité.
- **En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde...** on se sent à égalité, plus de différences sociales. Les personnes handicapées sont reconnues dans la vie quotidienne et se sentent soutenues plutôt qu'ignorées ou montrées du doigt.

**7. Autres points.** Le renouvellement de l'allocation à la MDPH alors que la maladie est à vie ! L'invalidité génère de l'entraide et du lien social mais ce n'est pas valorisé et ça fait vivre les médecins. L'invalidité est permanente mais l'aide est intermittente.

### Atelier 3. La vieillesse et la survie

Bernard Schricke, Daniel, Véronique

**1. Comment on le décrirait dans une phrase.** C'est le droit à un revenu jusqu'au bout de sa vie à partir du moment où on a un statut «d'inactif».



**2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e.** [image] Sur l'ensemble des lignes, évidemment sur la ligne des retraites. On n'est plus actif mais on devient acteur. Dans la ligne du cœur, c'est une rupture, un changement de statut, d'identité. C'est pas toujours simple, un défi. Au niveau de la famille, il y a souvent un décès. Ce qui amène à la survie (pension de réversion). Dans le domaine du sens, on devient sage.

### 3. Ce qui nous appartient.

- **En commun.** Vieillir. Le groupe des retraités (poids social, politique...). Les fonds pour la retraite. Le droit à la prestation dépendance.
- **En propre.** Chacun a son histoire de vie. Patrimoine génétique. Relations. Les amitiés. La famille. L'épargne. Le patrimoine (à la différence des fonds pour la retraite).

### 4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale.

- **En commun.** La capacité d'autonomie. Le droit à des ressources décentes. Ceux qui ont ouvert des droits. Les résidents en France la majorité de leur temps.
- **En propre.** Le fait de rester le plus longtemps possible autonome, à domicile.

**5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.** Ceux qui n'ont pas cotisé à des caisses européennes ou avec des règles. Ceux qui n'ont pas 5 ans de résidence (hors exception). Les inégalités de traitement selon le lieu de vie (le territoire). La question des effets du vieillissement. Les inégalités de revenus dans les retraites

### 6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.

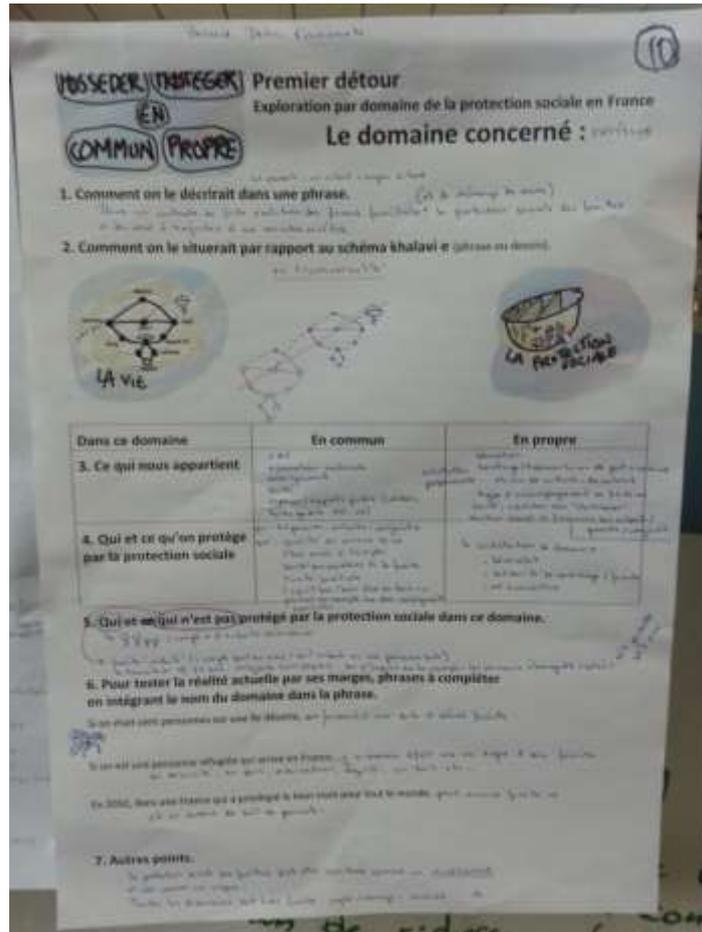
- **Si on était cent personnes sur une île déserte...** s'organiser pour notre survie pour y vivre notre vieillesse
- **Si on est une personne réfugiée qui arrive en France...** (pour sa survie), on cherche à travailler, à cotiser, pour assurer sa vieillesse avec sa famille dans de bonnes conditions
- **En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde...** on perçoit d'abord les retraités comme des personnes qui contribuent à la vie de la société et est une chance pour les autres et le territoire.

**7. Autres points.** Retraité : j'aide mes vieux parents et je soutiens mes enfants. Allocation dépendance permet aux personnes âgées d'être prise en charge et à leurs enfants de poursuivre leur propre carrière (et donc les droits à la retraite). Unifier les régimes de retraite

### Atelier 4. La famille

Emmanuelle, Denis, Bernard Thibaud

**1. Comment on le décrirait dans une phrase.** Un parent – un enfant : le noyau de base. Dans un contexte de forte évolution des formes familiales et de chômage de masse, la protection sociale des familles a du mal à s'ajuster à de nouvelles réalités.



**2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e.** [image] En transversalité, puisque toutes les vies ont un impact ; il y a des personnes dont on doit s'occuper, des parents, des grands-parents.

**3. Ce qui nous appartient.**

- **En commun.** La CAF. L'éducation nationale. L'enseignement. La santé. Les espaces et équipements publics (les crèches, halte-garderie, PMI, centres sociaux). L'orientation professionnelle.
- **En propre.** L'éducation. L'héritage et la transmission du patrimoine de la culture et des valeurs. Le type d'accompagnement de fin de vie. La santé dans des approches non classiques. Le soutien moral et financier des proches, parents, conjoints. L'orientation professionnelle.

**4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale.**

- **En commun.** Qui : les parents, enfants, conjoints. Quoi : la qualité du niveau de vie, le libre accès à l'emploi, la santé des membres de la famille, l'unité familiale, l'équilibre et le bien-être de tous en prenant en compte les différentes configurations familiales.
- **En propre.** La contribution de chacun-e : le bénévolat, la solidarité de voisinage et familiales, l'investissement associatif.

**5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.** La famille réduite : un couple avec un enfant ou une personne seule. La transition 18-25 ans. Les migrants sans papiers. Les réfugiés dans les camps. Les mineurs étrangers isolés : soit partielle, soit rien.

**6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.**

- Si on était cent personnes sur une île déserte... on formerait une seule et même famille.
- Si on est une personne réfugiée qui arrive en France... j'aimerais offrir une vie digne à ma famille, en sécurité, en paix, avec une éducation pour mes enfants, un toit...
- En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde... plus aucune famille ne vit en dessous du seuil de pauvreté.

**7. Autres points.** La protection sociale des familles doit être considérée comme un investissement et non comme un risque. Toutes les dimensions sont liées : famille / emploi-chômage / maladie...

**Atelier 5. L'emploi**

Jérôme, Guillaume, Charles, François Mendy

**1. Comment on le décrirait dans une phrase. « Paye emploi » (?)**

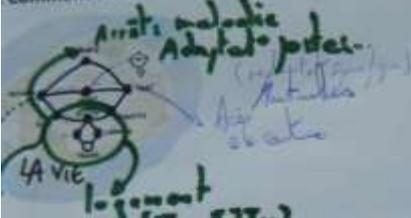
**POSSEDER / PROTÉGER** Premier détour  
Exploration par domaine de la protection sociale en France

**EN**  
**COMMUN** **PROPRE**

**Le domaine concerné : EMPLOI**

Comment on le décrirait dans une phrase.  
— Paye Emploi

Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi (phrase ou dessin).




ans ce domaine	En commun	En propre
Ce qui nous appartient	- Côté de travail - Assurance chômage - Salaire de protection - Droit de congés payés - Sécurité sociale	- Rémunération - Des temps libres / autres
Qui et ce qu'on protège par la protection sociale	- Affaire d'humanité - Droit à la santé - Droit à la sécurité - Droit à la dignité	- (Préciser à côté de la hauteur de la CEST) - Régime spécifique
Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.	- Côté de travail - Assurance chômage - Salaire de protection - Droit de congés payés - Sécurité sociale	- (Préciser à côté de la hauteur de la CEST) - Régime spécifique

6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.

Si on était cent personnes sur une île déserte...  
— on formerait une seule et même famille.

Si on est une personne réfugiée qui arrive en France...  
— j'aimerais offrir une vie digne à ma famille, en sécurité, en paix, avec une éducation pour mes enfants, un toit...

En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde...  
— plus aucune famille ne vit en dessous du seuil de pauvreté.

**2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e.** [image] On a mis la ligne de l'occupation au centre et parce qu'il y avait un impact sur la ligne de l'union (accès à la cantine) ou sur la ligne du handicap, de la maladie.

**3. Ce qui nous appartient.**

- **En commun.** Code du travail. Assurance chômage. Fonds de formation. Dispositifs d'accompagnement et d'insertion.
- **En propre.** Notre capacité d'avoir autour de nous un réseau pour avoir des contacts dans le monde de l'emploi. Le choix de notre parcours, des secteurs d'activité et du temps de travail.

**4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale.**

- **En commun.** Actifs demandeurs d'emplois (depuis 12 mois) avec assurance proportionnée. L'accompagnement vers l'emploi. L'accès à une mutuelle.
- **En propre.** Ressources liées au statut de personne handicapées. Régimes spéciaux : RSI, agricole, intermittents du spectacle avec une proportionnalité différente.

**5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.** Ceux qui n'ont pas d'autorisation de travail (migrants). Les personnes sans expériences (notamment les jeunes). Les salariés du secteur public. Les travailleurs pauvres (ont un emploi sans pour autant que les revenus du travail couvrent les besoins essentiels).

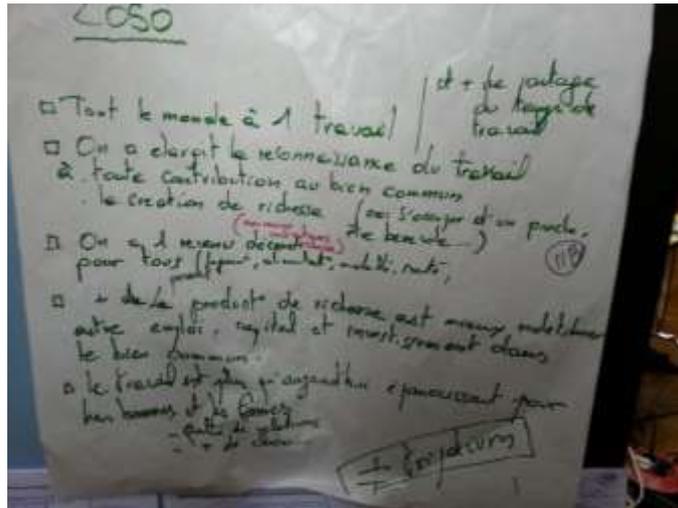
**6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.**

- **Si on était cent personnes sur une île déserte...** on pourrait pas faire de régimes spéciaux et on verrait bien les inégalités de revenu. On partagerait le travail. Il faudrait répartir en fonction des besoins et pas d'un marché comme dans les premières communautés chrétiennes.

**Si on est une personne réfugiée qui arrive en France...** on galère pour trouver de l'emploi à cause de la langue. On est écarté de certains boulots dont la fonction publique. Les diplômés ne sont pas forcément reconnus.

- **En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde...** Tout le monde a un travail et il est plus partagé. On a élargi la reconnaissance du travail à d'autres formes d'activité contribuant au bien commun et à la création de richesse (ex : s'occuper d'un proche, être bénévole) sur la base de nouveaux indicateurs de richesse. On a un revenu décent pour tous (permet le logement, l'alimentation...). La production de richesse est mieux redistribuée entre emploi, capital et investissement dans le bien commun. Le travail est plus qu'aujourd'hui épanouissant pour les hommes et les femmes : qualité de relation, plus de choix... Le contre-modèle : Tripalium, la série d'Arte où 20% des gens ont un emploi et 80% sont exclus derrière un mur.

**7. Autres points.**



### Atelier 6. Le logement

Laurent, Manu, Fulbert, Jeanne

1. Comment on le décrirait dans une phrase. Avoir un lieu d'existence pour soi et ses proches.

**POSSEDER / PROTÉGER** Premier détour  
Exploration par domaine de la protection sociale en France

**EN**  
**COMMON PROPRE**

**Le domaine concerné : LE LOGEMENT**

1. Comment on le décrirait dans une phrase.  
**AVOIR UN LIEU D'EXISTENCE POUR SOI ET SES PROCHES**

2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e (phrase ou dessin)

LA VIE

LA PROTECTION LA PROTECTOR

Dans ce domaine	En commun	En propre
3. Ce qui nous appartient	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le logement</li> <li>- le terrain</li> <li>- le jardin</li> <li>- le garage</li> <li>- le parking</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le logement</li> <li>- le terrain</li> <li>- le jardin</li> <li>- le garage</li> <li>- le parking</li> </ul>
4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le logement</li> <li>- le terrain</li> <li>- le jardin</li> <li>- le garage</li> <li>- le parking</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le logement</li> <li>- le terrain</li> <li>- le jardin</li> <li>- le garage</li> <li>- le parking</li> </ul>

5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine

6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.

7. Autres points.

2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e. [image]

3. Ce qui nous appartient.

- **En commun.** Dispositifs législatifs et réglementaires (loi sur le DALO, SRU...). Le logement social. L'aspiration à un chez soi. Être un habitant.
- **En propre.** Des réalités très inégales de patrimoine. L'occupation de son logement. De la solidarité aussi.

#### **4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale.**

- **En commun.** On protège la capacité à payer son logement (APL, ALS...).
- **En propre.**
- **Par ailleurs.** Une offre d'hébergement d'urgence gratuit et d'hébergeant d'insertion pas cher. Une offre de logement social. Le droit à la domiciliation

#### **5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.**

L'hébergement. Les loyers abusifs. Les personnes sans titre de séjour.

#### **6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.**

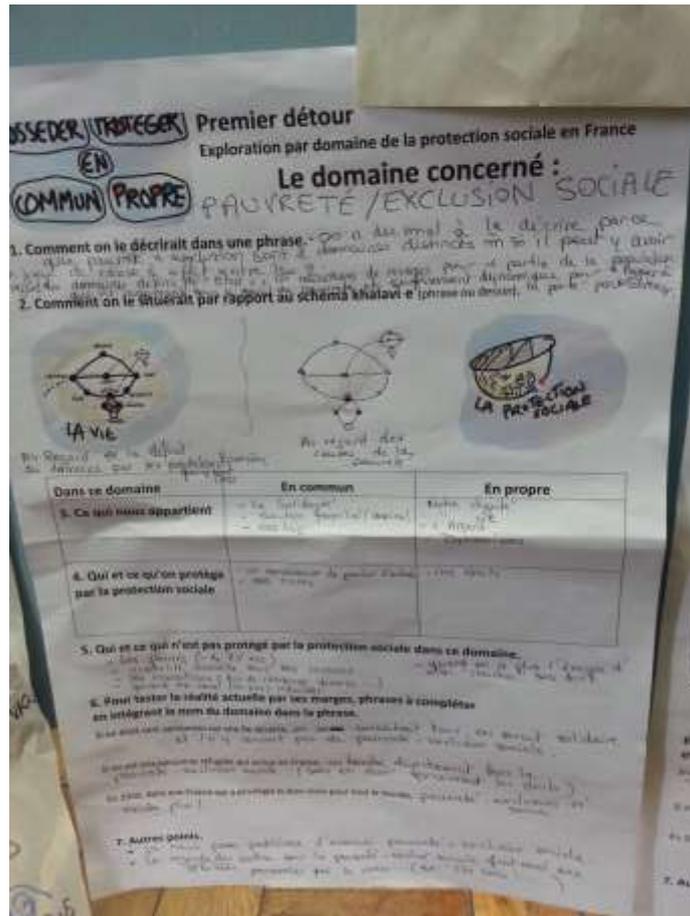
- **Si on était cent personnes sur une île déserte... on construit des espaces communs (pour les personnes fragiles) et ensuite, on organise la construction de logements pour tous.**
- **Si on est une personne réfugiée qui arrive en France... on se voit proposer un logement à 1€ dans une zone où il y a perte de population (ex : Roubaix, Limoges...).**
- **En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde... Le logement n'est plus le premier facteurs d'inégalités. Une carte vitale du logement ouvre des droits minimums et une capacité à se loger, à échanger son logement...**

#### **7. Autres points.**

##### **Atelier 7. La pauvreté et l'exclusion**

Françoise, Séverine, Fabrice

**1. Comment on le décrirait dans une phrase.** On a du mal à le décrire parce que pauvreté et exclusion sont deux domaines distincts même s'il peut y avoir un jeu de cause à effet entre les deux. Au regard des domaines définis par l'Etat : un minimum de revenus pour une partie de la population qui vit largement sous le seuil de pauvreté et suffisamment dynamique pour « taper à la porte » pour l'obtenir.



**2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e.** [image] On a tous les petits liens qui vont vers la maladie... au regard des causes de la pauvreté, on l'a mis au milieu. **À cause de la maladie, on va à la pauvreté.**

**3. Ce qui nous appartient.**

- **En commun.** La solidarité. Le soutien familial et amical. Nos lois.
- **En propre.** Notre dignité. Notre vie. L'argent. Le dynamisme.

**4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale.**

- **En commun.** Un minimum de pouvoir d'achat. Nos cases.
- **En propre.** Nos droits.

**5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.** Les jeunes de moins de 25 ans. La visibilité annuelle sur les revenus. Les transitions chômage divorce. Quand on est pas ou mal informé. Quand on n'a plus d'énergie pour aller «chercher» les droits.

**6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.**

- **Si on était cent personnes sur une île déserte...** on se connaîtrait tous, on serait solidaire, il n'y aurait pas de pauvreté, d'exclusion sociale.
- **Si on est une personne réfugiée qui arrive en France...** on tombe directement dans la pauvreté et l'exclusion sociale sans en avoir forcément les droits.

- **En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde...** la pauvreté et l'exclusion sociale n'existent plus.

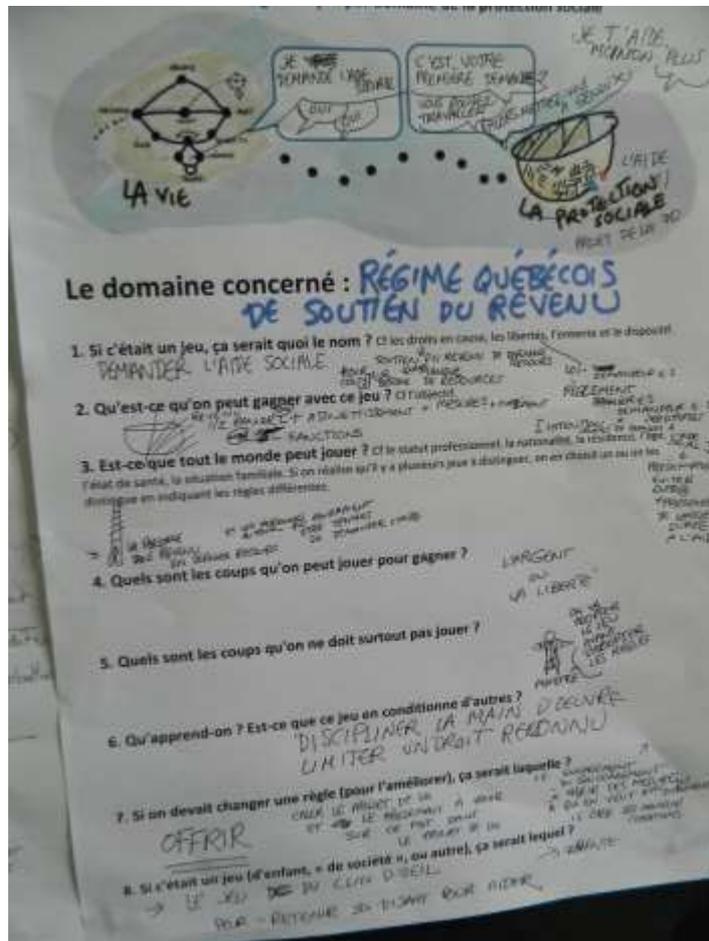
**7. Autres points.** Ca nous pose problème d'associer pauvreté et exclusion sociale. Le regard et les mots des autres sur la pauvreté et l'exclusion sociale fait mal aux personnes qui la vivent (ex : cas sociaux).

Pendant que les ateliers travaillaient, Vivian a essayé de profiter de sa situation de «marginale sécante» pour réfléchir à un morceau correspondant à certains enjeux relatifs à la pauvreté et aux inégalités au Québec.

### Atelier 8. En marge sécante : Le régime québécois de protection du revenu

Vivian

**1. Comment on le décrirait dans une phrase.** C'est un régime calculé en fonction du panier de consommation : on est entre l'école et la retraite et entre 18 et 64 ans. Il y a un [document budgétaire](#) qui le présente en fonction de différents âges et endroits dans la vie : allocation familiale, retraite...



**2. Comment on le situerait par rapport au schéma khalavi-e.** [image] J'ai entouré un endroit névralgique de Pierre qui se dessinait pas capable d'atteindre le premier barreau cassé de l'échelle sociale.

**3. Ce qui nous appartient.**

- **En commun.** Les finances publiques. Le ministère des finances, du revenu, de l'emploi et de la solidarité.

- **En propre.** Le revenu après impôt et transfert.

#### 4. Qui et ce qu'on protège par la protection sociale.

- **En commun.** Tout le monde pour une base minimale en fonction de l'échelle par rapport au panier de consommation (un demi panier qui pourrait encore diminué à un tiers en perdant l'inconditionnel). Idée que le revenu nécessaire au panier de base soit considéré comme un panier.
- **En propre.** Idée : le revenu net au-dessus d'un panier.

**5. Qui et ce qui n'est pas protégé par la protection sociale dans ce domaine.** Moins protégés, les personnes seules et les couples sans enfant. 3 milliards de dollars qui manquent en 2011 affectant surtout le dixième le plus pauvre des ménages

#### 6. Pour tester la réalité actuelle par ses marges, phrases à compléter en intégrant le nom du domaine dans la phrase.

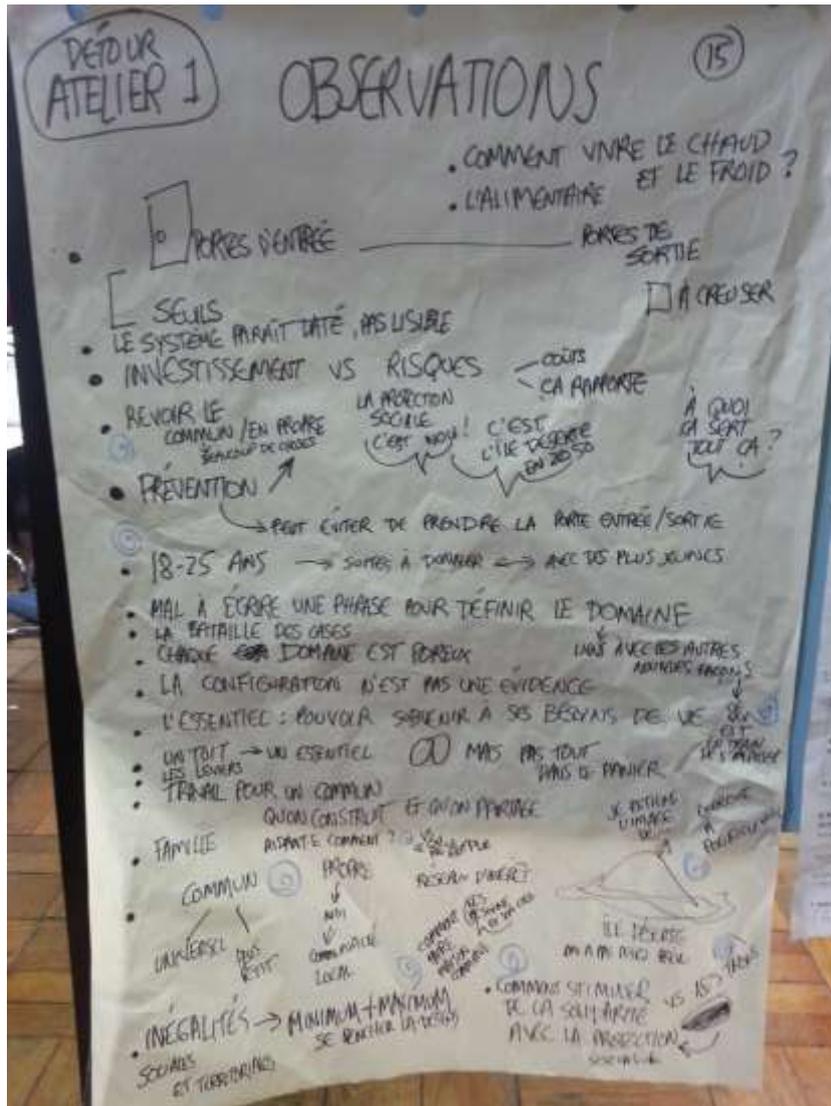
- **Si on était cent personnes sur une île déserte...** il faudrait bien se soutenir. Combien de temps ça prendrait avant que l'échelle se reconstitue ?
- **Si on est une personne réfugiée qui arrive en France...** on a rapidement accès au revenu de base mais on a de la misère à monter dans l'échelle.
- **En 2050, dans une France qui a privilégié le bien vivre pour tout le monde...** Le soutien du revenu assure la base au niveau du panier de consommation (MPC) et les médecins (dans le 1% le plus riches) gagnent proportionnellement moins que maintenant, ne cherchent plus à augmenter leur niveau de vie indûment et cherchent plutôt à améliorer leurs conditions de travail.

**7. Autres points.** Bernard demande quel est le tarif d'une consultation auprès d'un médecin généraliste ? Vivian explique qu'on ne sait pas parce que les visites ne sont pas tarifées aux personnes, mais au système via la carte d'assurance maladie. Ce qu'on sait, c'est que la rémunération moyenne est d'environ 200 000€ [70 000€ pour les moins bien payés en France] et les médecins spécialistes beaucoup plus.



#### Observations

On prend une minute de réflexion personnelle pour éviter que les plus rapides prennent la parole tout de suite. Puis on commence l'échange sur ce qu'on observe du travail des ateliers en lien avec les exercices qui ont précédé.



**Claude** retient l'histoire des portes d'entrée ou des seuils qui permettent d'être protégé e-s : sur l'invalidité, il faut une ALD ; pour la famille, il faut deux enfants ; pour le logement, il faut être reconnu prioritaire.

Il a aussi aimé l'approche par l'investissement plutôt que par les risques. On voit tous ces domaines comme un coût et pas comme quelque chose qui rapporte. Dans le handicap, les gens sont perçus comme des coûts alors qu'ils amènent énormément de choses.

**Bernard Thibaud** note que la dimension prévention, c'est plutôt le parent pauvre. Ça permet d'éviter de prendre la porte d'entrée et la porte de sortie.

Il retient aussi la question des 18-25 ans. C'est quelque chose dont on ne parle pas assez. C'est peut-être quelque chose qui mériterait son temps dans le carrefour de savoirs.

**Françoise** remarque qu'on a tous eut du mal à écrire une phrase pour décrire le domaine. Avec notre regard de la vie des causes, des effets, il y a quelque chose qui semble pas ajusté. Dans tous les domaines, on a fait des liens avec les autres.

Pour **Vanessa**, chaque ligne est poreuse.

**Vivian** relève que ce qu'on prend pour acquis ne l'est pas nécessairement si on le compare à d'autres pays.

Pour **Guillaume**, ça paraît difficile de réfléchir à partir des systèmes. Ce qui serait pertinent, ce serait de pouvoir subvenir à ses besoins de vie.

Pour l'avoir vécu, **Vanessa** est d'accord avec le fait que c'est très dur de pouvoir s'en sortir sans logement, pour trouver un emploi.

**Vivian** a été frappée par le fait que le toit soit un premier vecteur d'inégalités. Si c'est si essentiel, est-ce que c'est logique que ce soit séparé dedans, dehors du panier. C'est un marginal sécant, le logement !

Pour **Bernard Schricke**, il y a 7 branches de la protection sociale, mais on ne trouve finalement pas le tronc. Tout n'est pas construit en même temps. Tout est construit sur le fait qu'au moins un des adultes est au travail.

Pour **Vanessa**, il y a beaucoup de familles recomposées qui ne rentrent pas dans les cases

**Jérôme** a des difficultés avec le commun et le propre coupés en deux. Il y a un commun plus petit avec des catégories de population (ex : un régime spécial). Il y a aussi ce qui est «propre à moi» et «propre à la communauté locale». Il y a une catégorie plus petite qui n'est pas universelle.

**Charles** propose de faire l'exercice avec des plus jeunes. Selon lui, ils compteraient peut être moins sur le « commun ». Ils inventent peut être d'autres formes collectives, alternatives...

**Fulbert** retient l'image de l'île déserte. On a fait preuve d'imagination : si on repartait à zéro... La protection sociale n'a peut-être pas assez envisagé les changements à venir.

**Jérôme** aimerait qu'on précise l'exercice sur 100 personnes pour voir combien ça ferait de personnes au chômage dans notre société d'aujourd'hui.

**Daniel** trouve que les questions d'inégalités ressortent beaucoup (ex : logement), mais aussi pas beaucoup car notre protection sociale actuelle s'est plus organisée pour un minimum que pour un maximum. Dans une île déserte où les inégalités ne sont pas aussi grandes, il y a des choses à travailler. À partir de la réflexion sur la dépendance, on peut se poser la question de comment on stimule la solidarité avec la protection sociale. On peut la stimuler ou l'endormir en fonction de son organisation.

Pour **Laurent**, la protection sociale fonde de la solidarité. Or on note qu'il y a beaucoup de solidarité qui vient se créer dans les trous de la protection sociale. L'acception «sociale» peut être comprise dans un sens étroit ou large (au sens de «sociétal»).

Pour lui, cette question des inégalités (ex : médecins) devrait s'ancrer dans un discours sur la manière de faire une maison commune sur l'île, de tracer un horizon enviable pour tous... pas seulement sur ceux qui gagnent trop et pas assez. Dans les besoins essentiels, il y a une question de sens. On gère cette question de manière trop techno... Ce sont : «Des besoins et son ciel».

**Jeanne** a du mal avec le « en propre ». Il n'y quasiment rien qui y va pour elle. Elle a du mal à croire qu'il y a du «en propre en propre».

Pour **Luc**, le système paraît daté : l'indigence des retraités, le choc démographique, la qualité de vie des retraités. C'est pas clair, c'est pas lisible. C'est poreux. Il y a un angle mort. Les chiffres sur les risques logement, ça ne correspond pas à la réalité du logement en France. Et puis il se demande « à quoi ça sert tout ça ? Est-ce qu'on cherche à diminuer les inégalités sociales et territoriales ? » Dans chacun des risques, ce n'est pas la même chose si on vit à Limoges, à Roubaix ou à Paris...

Pour **Manu**, il y a la question de la recherche, de la forme du système pour qu'il soit contributif (comme pour wikipedia, mais porté par les politiques publiques mêmes, afin qu'elles soient étendues à quasiment toute la population) et la question du minimum.

Pour **Vanessa**, il n'y a pas de prise en compte de la personne aidante. On peut être puni pour accueillir des personnes chez soi...

**Jérôme** raconte l'histoire d'une personne membre d'un des collectifs de chômeurs qu'il accompagne. Une des personnes accompagne sa mère en fin de vie mais Pôle Emploi lui fait des misères pour l'obliger à chercher un emploi. « C'est d'une violence dingue. »

Pour **Claudie**, il y a des choses qui viennent compenser. Sur l'entraide, il y a des choses qui s'inventent dans tous les domaines. Qui invente des nouvelles formes ? Comment c'est pris en compte ?

Pour **Séverine**, la protection sociale nous met dans des cases. Il faut se battre pour [...] C'est la bataille des cases.

Pour **Bernard Schricke**, ça vaudrait le coup de relire ce qu'on a fait à l'aune de quelques grandes missions qu'on a essayé de définir pour la protection sociale. Donner un cadran à la boussole (pas un cap), on risque d'observer, de critiquer mais pas d'aller plus loin si on n'a pas cette boussole... On est face à un système daté, à une conception du lien au travail. Il faut qu'on arrive à reposer à nouveau des missions. Si on pense qu'il doit lutter contre les inégalités, il faut le regarder avec cette lunette.

Pour **Claude**, il faut faire vivre le chaud et le froid dans la solidarité ; qui s'occupe du chaud aujourd'hui ? Qui en a la responsabilité ? Je m'occupe de l'alimentation. C'est protégé nulle part. On a juste de l'aide alimentaire à offrir.

**Vivian** se pose la question de « comment penser globalement les communs ? » Protéger la nature fait aussi partie de notre responsabilité collective. Le panier pourrait aussi être imaginé « personne et environnement ». Il faudrait creuser l'idée du bien vivre en Equateur.

**Charles** aurait bien aimé faire l'exercice « protéger/posséder/en propre/en commun » en positif et en négatif.

Pour **Vivian**, un exercice d'exploration, ça donne envie de faire des suites.

Elle pose la question d'un mot pour la fin de la journée ?

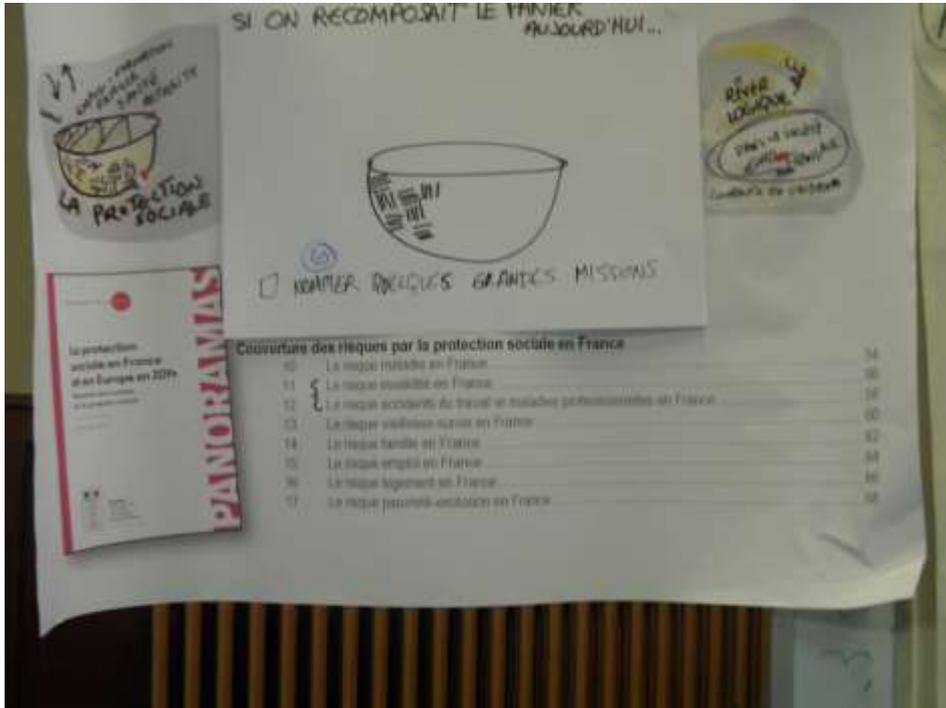
Quelqu'un lui répond : « En avant toute ! »

## Ajustements

Si cette journée a permis une nouvelle exploration, et ouvert des nouvelles pistes, indiquées par une petite spirale sur l'affiche des observations, une partie de l'équipage se demande aussi quelle place on va donner à la dimension stratégique de ce séminaire... « stratégique ». En soirée, un petit groupe ajuste le programme en conséquence.

On ne fera que deux des trois détours prévus pour laisser un après-midi de plus pour commencer à aller vers des principes de refondation et commencer à nommer quelques grandes missions d'une protection sociale recomposée. La journée a rappelé à l'évidence qu'on est devant un système daté. Comment travailler à faire évoluer tout ça ? Et quels sont les pas à accomplir pour y arriver ?

Go, on s'ajuste.



## 7 juillet 2016. Second détour par les règles du jeu suivi du chemin pour rêver logique

*On a remodelé le programme. On fera le second détour prévu sur les règles du jeu par domaine de la protection sociale. Ce sera le matin.*

*Et l'après-midi on va prendre du temps pour réfléchir à des principes qui pourraient contribuer à refonder une protection sociale qui apparaît datée.*

*Ça va se terminer sur un apéro et un match de foot.*

### **Ce qui s'est déposé de la veille et plan de match pour la journée**

Ce matin, il y a Luc qui est parti alors que Madely et François Vercoutère, de la Fédération des centres sociaux, arrivent. Manu fait un résumé de la journée de la veille. Dans les ajustements à prévoir, comme on est beaucoup, on va continuer de travailler en petits groupes, ce qui est apprécié, et on va porter attention aux temps en grand groupe et notamment aux façons de dire. Hier certaines personnes ont dit que la restitution était un peu lourde. Certains mots n'étaient pas évidents pour tout le monde, ce qui a pu faire perdre le fil, par exemple quand on a dit que c'est poreux entre la vieillesse et la maladie. Ce qui veut dire que ça circule entre les deux domaines.

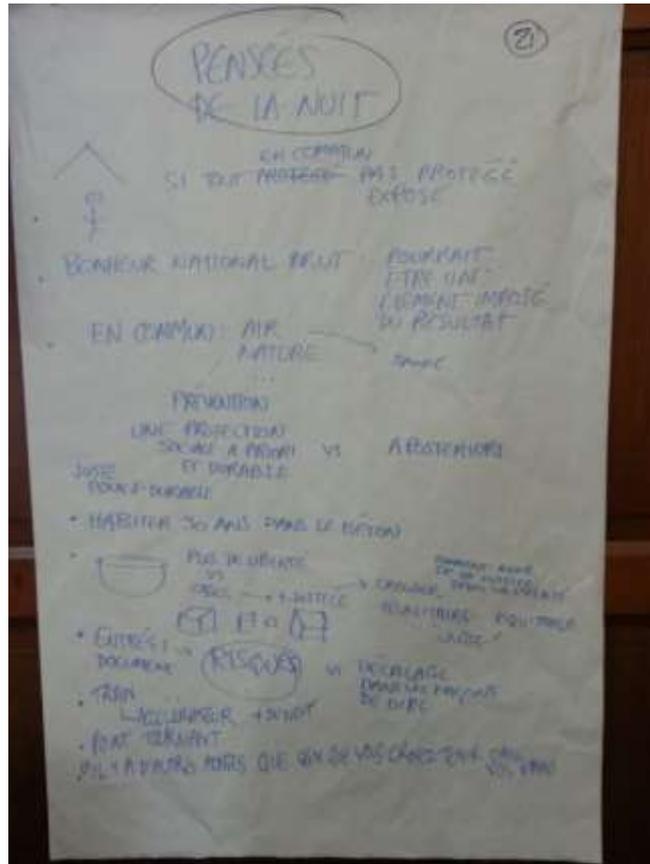
On va se parler du programme du jour, qui a bougé un peu, mais avant, Manu propose un petit jeu. Hier, on a jeté la schnoute. Ce matin, on va s'éveiller à la liberté. Ce qui sera bien car aujourd'hui on doit prendre des petits risques. Alors on va le vivre dans le jeu avant de le vivre dans la pensée.



Dans le jeu, on se met en rond, en équipes de deux, une devant, une derrière. Si le meneur du jeu lui fait un clin d'œil, la personne devant tente d'aller au centre et prendre la place du meneur de jeu qui va aller derrière la personne derrière. Par contre, la personne derrière peut tenter de la retenir par peur de la liberté de la personne devant. Si elle réussit, la personne devant reste là. Et le meneur de jeu continue sa tournée de clins d'œil. Intéressant ! Comme si la peur des un·e·s pour les autres pouvait empêcher ces autres de bouger. Comme si, quand il n'y a plus de peur, il n'y a plus de jeu.

On essaie ça.

Ensuite on fait le point. Est ce qu'il y a des pensées de la nuit ?



**Fabrice** a rêvé que pour se sentir protégé, il fallait un logement et être protégé du regard des autres. «J'avais un toit, mais je n'étais pas protégé car les autres me voiyaent.»

**Manu** : Si tout était en commun on ne serait pas protégé.

**Daniel** a regardé la BD amenée par Celina sur le Bonheur national brut, avec un roi magnifique et une Celina dessinée. Est-ce que la protection sociale contribue à notre bonheur de façon collective ? Ce pourrait être un bon critère d'analyse de nos actions politiques. En quoi cela contribue-t-il à du bonheur collectif ? Cela pourrait être un des éléments à poser comme un résultat que l'on recherche.

**Manu** : Hier on a fini sur posséder en commun, avec la dimension de l'environnement. L'air et la nature. Par exemple sur la santé, si on avait la prévention sur l'air, on aurait moins de problèmes. On peut imaginer une protection sociale à priori et une protection sociale à posteriori. Si on la pensait à priori, on la penserait plus liée à la nature et dans une logique d'investissement : bosser sur alimentation, sur l'air. Sans quitter le sujet de la protection sociale, il y a un endroit où écologie et protection sociale se croisent. On peut penser social et durable. Juste, doux et durable.

**Raymonde** : Quand on habite longtemps dans une tour, cela y fait énormément, car on habite dans le béton. À un moment on n'en peut plus.

**Charles** : Hier on a exploré sur le panier, on pourrait projeter quelque chose avec plus de liberté dans la façon de répartir. On nous a dit que l'intérêt des cases, c'est parce que c'est plus juste, mais est ce qu'on ne peut pas creuser un peu plus sur la justice et l'équité, sur une autre façon de redistribuer qui ne soit pas égalitaire, mais équitable ? Ce n'est pas tant sur comment on répartit, mais sur la façon dont on discerne la répartition.

**Manu** : Ce n'est pas incompatible avec les cases. Les cases peuvent être plus ou moins justes. Si c'est trop rond, on risque l'arbitraire, mais des cases peuvent amener une violence pour les gens.

**Denis** est très marqué par les entrées du document de la DREES sur la protection sociale, avec à chaque fois le mot risque. Il y a un décalage. C'est risque et pas investissement, ou au moins du positif. Il y a une vraie bascule à faire.

**Vivian** : Hier, on était dans un accélérateur. On a fait du neuf. Cela a ouvert sur un plus, mais un plus nécessaire pour penser plus loin. En même temps, il y a des gens qui prennent le temps en marche. Alors ce serait bien de savoir comment nouvelles personnes se sentent. Elles entrent dans un train qui marche mais qui en plus prend de l'accélération.

De mon côté, j'ai pensé à une phrase qu'on avait mise à l'entrée d'un endroit où je travaillais : «Il y a d'autres mondes que ceux que vous croyez avoir dans vos mains.» Plus on avance, plus j'ai l'impression qu'il faut trouver les moyens de voir ce qui est fondamental et ce qu'il faudrait bouger, et aller chercher des idées ailleurs. Comment sonder ce qui peut ou pas bouger dans l'édifice ? C'était intéressant hier de voir que le groupe a apprécié l'idée de l'île déserte. C'est aussi possible d'aller voir ce que font les voisins dans d'autres pays sur la planète.

**Véronique** répond à la question sur les nouvelles personnes : Hier cela a été un peu vite, un sujet nouveau et des groupes de travail sur un sujet assez précis. Ce n'était pas simple, mais ça a bien rempli la journée, avec les personnes, le contexte.

Charles avait une petite sensibilisation à la démarche : C'est donc ok pour moi.

Manu raconte que hier soir, Séverine a compilé les post it sur les mots posséder/protéger/propre/commun. Elle a bossé pendant une heure pour les compter. On va afficher les panneaux.

Quant au programme de la journée, pour ce matin on reste sur les groupes de travail, et on va essayer de creuser d'un cran ce qui se passe effectivement aujourd'hui sur chacune de ces thématiques, en prenant la métaphore du jeu : quelle sont les règles du jeu qu'on donne implicitement et explicitement aux personnes ?

- Par exemple, le RSA est explicitement pour les plus de 25 ans. L'implicite est qu'il faut le demander, et qu'il faut avoir un compte bancaire.

Avec le jeu, ensuite on peut jouer avec les règles ou changer les règles. Et il y a un contrat au jeu : ce que nous propose la société, et ce que les bénéficiaires ou usagers doivent rendre ou pas comme contrepartie.

Cet après midi, on avait imaginé de rentrer plus dans les questions de financements, mais c'est peut être plus technique. Et Bernard Schricke a amené l'idée qu'on devrait se poser pour réfléchir où on veut aller, quelles sont les missions de protection sociale qu'on veut mettre de l'avant, sinon on risque de tourner en rond, sans boussole. Alors on va parler des missions et des principes, à partir de là où on en est dans la démarche, à partir de nos vies, et des séminaires précédents, et des réponses faites sur le pourquoi de la protection sociale. On travaillera en petits groupes pour avancer d'un cran sur les missions qu'on aimerait pour la protection sociale à l'avenir, en sachant que la protection sociale aujourd'hui est datée comme on l'a dit hier.

Cela viendra aussi en logique après avoir travaillé sur les règles du jeu le matin.

Et demain, on ira sur les pas qu'on veut continuer à faire ensemble pour avancer sur ce chantier.

Sur ce, on passe au sujet du matin.

## Second détour. Les règles du jeu de la protection sociale

### Ateliers par domaine de la protection sociale

Vivian a un petit déclencheur à proposer pour lancer le sujet. C'est [un extrait d'une entrevue](#) avec Ken Loach, sur son film, *Moi, Daniel Blake*, qui a reçu la palme d'or à Cannes cette année.

Elle explique pourquoi. Le Festival de Cannes s'est passé à un moment où, au Québec, il y avait des discussions sur comment on va changer les règles du jeu à l'aide sociale. C'est un changement important car il introduit d'un coup une perte de liberté pour les demandeur·e·s d'aide sociale, avec une obligation de soumettre à l'un ou l'autre de trois chemins prédéterminés pour avoir l'aide sociale. Un chroniqueur au Journal de Montréal, Camil Bouchard, [a invité ses lecteur·e·s](#) à aller voir cet extrait de l'entrevue de Ken Loach, qui montre l'effet d'accablant des plus pauvres qui s'étend dans divers pays d'Europe pour donner du contexte à ce qui se passe au Québec.

On regarde cet extrait qui évoque des règles du jeu explicites et implicites. Un autre film a joué dans ces eaux-là aussi en France : *Loi du marché*, avec Vincent Lindon.



Cela éveille des commentaires.

**Manu** fait le lien avec une histoire racontée par Jérôme lors du carrefour de savoirs à Die, où on fait croire que le système est rationnel, alors qu'il est irrationnel, comme l'a dit Pierre Mazey. Il y a de l'injustice.

**Jérôme** : C'est plus que de l'injustice, il y a une cruauté.

**Manu** : On sait que sans cadre, on a l'arbitraire et pas de possibilité de recours. Le défi est : quelles seraient des cases plus justes ? Sinon, on fait que de l'anti-institution.

**Vivian** : Il y a des milliers d'histoires comme cela. D'où l'intérêt de produire un recueil de ces histoires. Il pourrait être possible à chaque année, de sortir 100 histoires de protection sociale recueillies parmi les gens qui fréquentent les associations. Cela peut être assez simple de produire ça et ça permettrait de marquer le coup.

**Claudie** : Quand on va jusqu'à dire c'est de la cruauté, on peut se demander quelles sont les marges que les agent·e·s ont pour ne pas le faire. C'est cruel et c'est aussi leur job. Ils sont dans une situation intenable car ils voient ce qu'ils font.

**Séverine** : Il faut des cases mais plus souples, plus écartées.

**Manu** : Cela fait penser à ce qu'on a vécu en théâtre image selon les niveaux d'échelle sociale. On arrivait très facilement à changer le chef de Léo Bureau et la

personne qui demande, mais on n'avait pas d'idée sur comment changer le comportement de Léo Bureau. Cette personne est prise en étau.

**Jérôme** : La cruauté est celle du système, pas des gens. Ensuite il peut y avoir des réactions différentes : se rebeller ou se conformer.

**Charles** : Il y a une situation de violence car il y a une galère. Quel espace y a-t-il pour prendre en compte la violence du réel. Dans la transaction administrative, il n'y a pas d'espace pour accueillir et consoler en tant qu'être humain face à cette violence du réel.

**Vivian** indique qu'au Québec, le syndicat de la fonction publique est souvent intervenu pour dénoncer les pratiques inacceptables à l'aide sociale.

Manu lance le travail de groupe. On va reprendre les mêmes groupes par domaine de la protection sociale que la veille, en invitant les nouvelles personnes à se joindre aux groupes où il y avait moins de monde.

On a identifié huit questions pour s'intéresser aux règles du jeu des divers domaines de la protection sociale, mais «les cases sont souples».

- 1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ?**
- 2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ?**
- 3. Est-ce que tout le monde peut jouer ?**
- 4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?**
- 5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?**
- 6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?**
- 7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?**
- 8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ?**

C'est une trame pour aider à réfléchir. On va regarder dans notre expérience ce qui a pu être vécu ou ce qui est vécu qui vient alimenter notre réflexion. On ne va pas parler en théorie, on va aller chercher dans l'expérience ce qui a été vécu «dans ce jeu-là».

Une question est en recoupement avec ce qu'on a fait hier : qui n'est pas protégé vs qui peut jouer et qui ne peut pas jouer. Pour le reste, ça s'ajoute plutôt.

Les objectifs de l'exercice :

- Explorer un ensemble d'aspects qui se fondent dans les règles du jeu de la protection sociale : droits, libertés, conditions, contreparties.
- Découvrir quels sont les critères implicites et explicites qui rendent effectifs les droits et les libertés dans les différents domaines de la protection sociale.
- Trouver ce qu'on devrait changer pour un système plus juste et plus doux.

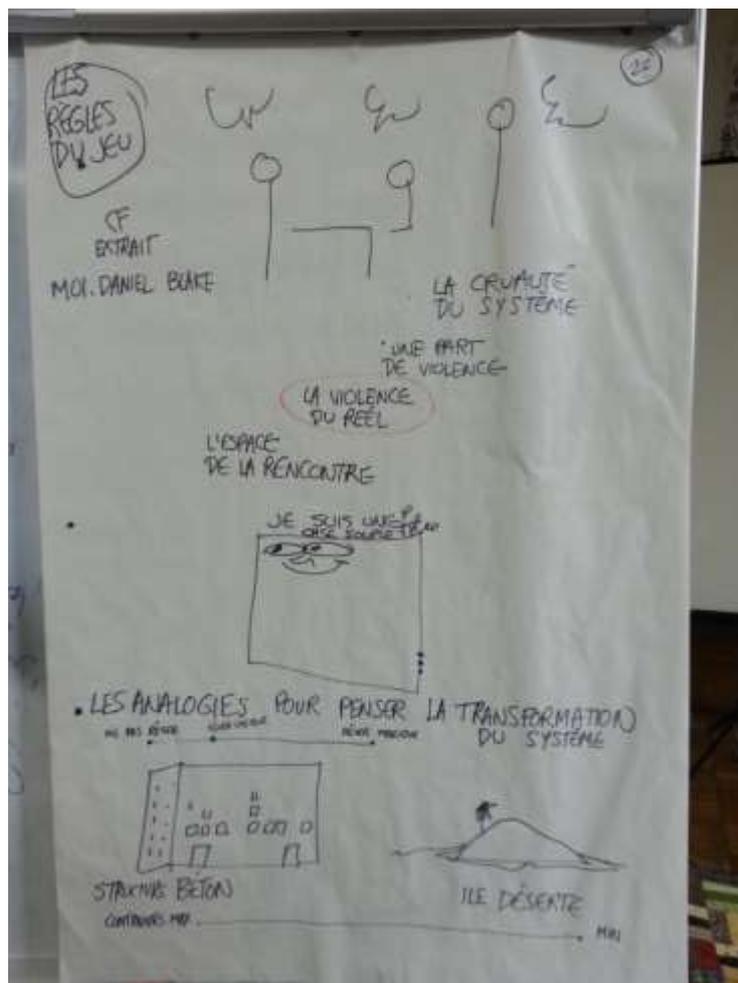
Allez ouste. Tout le monde s'en va réfléchir dehors.



Au retour, on a des rapports d'ateliers bien précis, toujours en cinq minutes.



Avant de partir à l'atelier Jérôme a amené une idée. Il a repris l'image de la structure de béton, ce qu'on peut bouger ou pas, et le lien avec l'île déserte. Pour transformer le système il y a plus ou moins de contraintes. Si le système est une structure de béton, quels seraient les murs porteurs, ce qu'on peut enlever, ce qui est de la tapisserie facile à changer... et jusqu'à des fois il faut mettre à bas le béton. L'île déserte totalement libre. C'est comme des curseurs entre contrainte max et contrainte min. Un autre curseur pourrait être placé entre ne pas rêver et rêver magique : où, dans ce continuum, placer le curseur à la position «rêver logique» ?

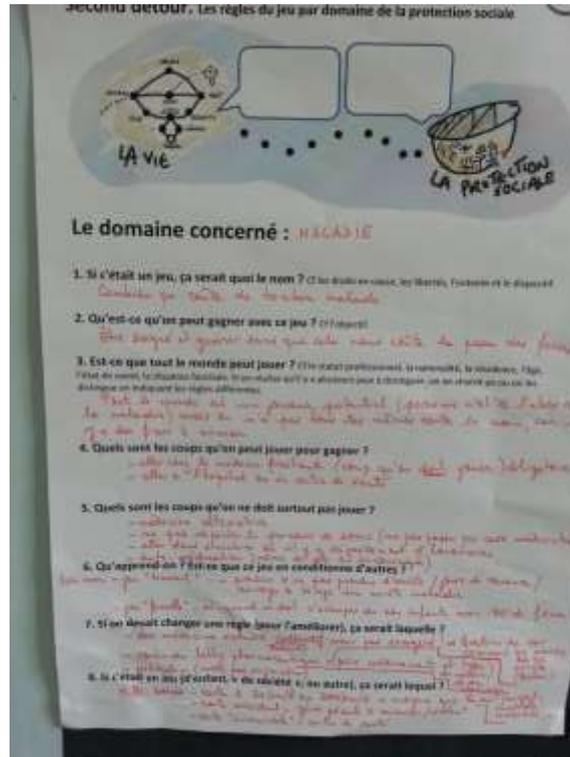


Intéressant, cette histoire de curseurs.

On passe maintenant aux rapports des ateliers.

## Atelier 1. La maladie

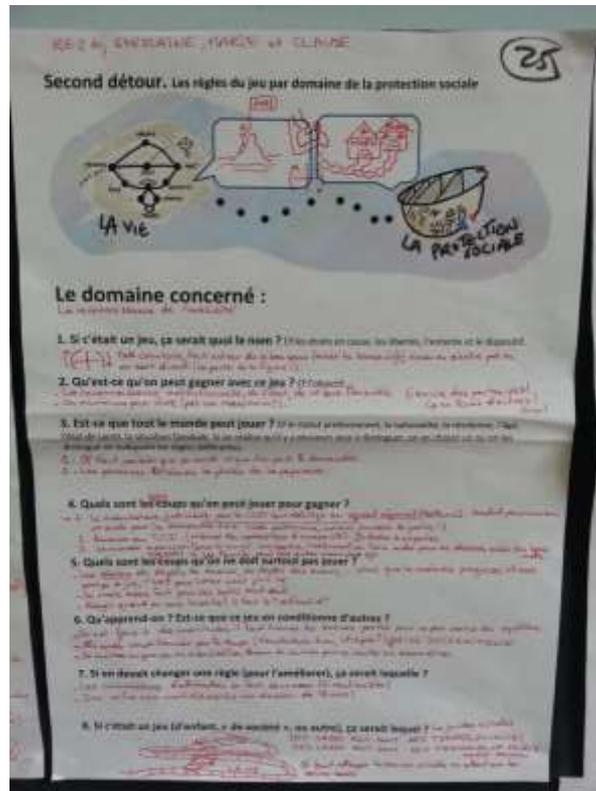
Celina, Vanessa, Raymonde, Claudie



- 1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ? Combien ça coûte de tomber malade ?**
- 2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ? Être soigné et guérir sans que cela nous coûte la peau des fesses.**
- 3. Est-ce que tout le monde peut jouer ?** Tout le monde est un joueur potentiel (personne n'est à l'abri de la maladie), mais on n'a pas tous les mêmes cartes en main, il y a des frais à avancer.
- 4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?** Aller chez le médecin traitant (coup qu'on doit jouer, obligatoire). Aller à l'hôpital ou en centre de santé.
- 5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?** Médecine alternative. Ne pas respecter le parcours de soin (ne pas passer par la case médecin traitant). Aller dans des structures où il y a dépassement d'honoraires. Auto-médication (même si elle est encouragée).
- 6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?** Lien avec le jeu « travail » : ne pas prendre d'arrêt de travail car il y a des jours de carences ; à envoyer à temps son arrêt maladie. Lien avec le jeu « famille » : quand on doit s'occuper de ses enfants avec 40° de fièvre.
- 7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?** Des médecins salariés, au salaire attractif mais pas exagéré, comment ça marche où ça existe ? Sortir du lobby pharmaceutique = prix des médicaments et type de médic et du copinage. Prévention (mais pas injonction).
- 8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ?** Le mille-bornes : des cartes à 20km/h ou à 200km/h en fonction des moyens que tu as : argent, mutuelle, mobilité. Des cartes accident : zéro pécule à avancer / isolement. Des cartes « increvable » : le centre de santé.

## Atelier 2. L'invalidité, les accidents de travail et les maladies professionnelles

Claude, Reza, Ghislaine et Marie



**1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ?** La situation choisie : « la reconnaissance de l'invalidité » La porte circulaire : il faut entrer dans le bon sens (avoir la bonne info) sinon on n'entre pas ou on sort directement (la porte dans la figure).

**2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ?** La reconnaissance institutionnelle de l'état de ce que l'on subit. Un minimum pour vivre (pas un maximum). Ça ouvre des portes yes ! Ça en ferme d'autres ! Grrr !

**3. Est-ce que tout le monde peut jouer ?** Il faut savoir que ça existe et que l'on peut le demander. [Ne peuvent y jouer] les personnes illettrées ou la phobie de la paperasse.

**4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?** Le mandataire judiciaire par le CCAS (ou le Conseil Régional du Nord?) qui aide pour les démarches. Gratuit pendant un an et il gère le patrimoine, le notaire, les huissiers... Le recours au TCI (tribunal du contentieux d'incapacité). Attention il y a des dates à respecter. Le monde associatif pour le moral, combattre l'isolement, se faire aider pour les dossiers, avoir les bons mots. La famille peut beaucoup aider mais pas toujours.

**5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?** Les dates de dépôts de dossiers, de dépôts des recours... alors que la maladie progresse et nous pompe le jus, l'énergie pour lutter n'est plus là. Se croire assez fort pour s'en sortir tout seul. Réagir quand on nous humilie ! Il faut le self-control.

**6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?** On est face à des incertitudes, il faut trouver les bonnes portes pour ne pas sortir du système. Les aides conditionnées par le temps (mandataire un an, et après?) : l'aide

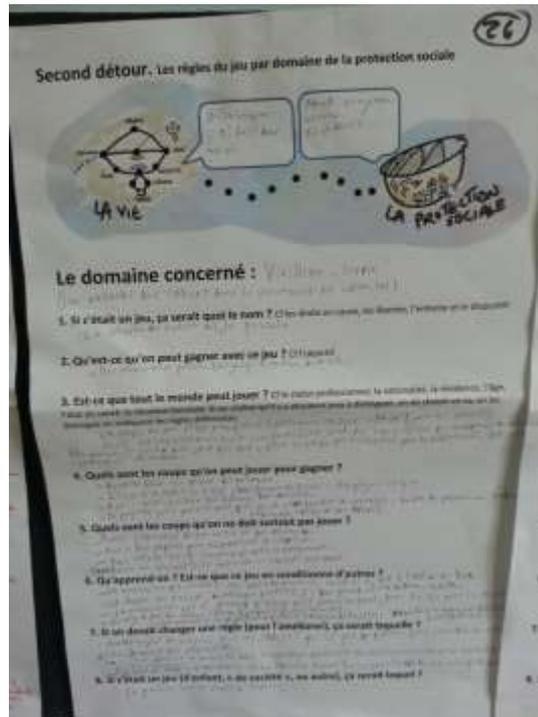
intermittente. Se mettre en groupe, en association. Besoin de soutien pour se monter en association.

**7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?** Les commissions d'attribution se font sans nous. On veut en être ! Des refus non motivés après un dossier de 18 mois.

**8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ?** Le jeu des échelles. Des cases qui sont des trappes, on chute. Des cases qui sont des ascenseurs, on s'élève et on est reconnu. Il faut attraper les bonnes échelles en allant sur les bonnes cases.

### Atelier 3. La vieillesse et la survie

Bernard Schricke, Daniel, Véronique



Khalavi-e : «Voilà ce que j'ai fait dans ma vie»

Le panier : «Attends ! Le système tourne, tu as droit à...»

**1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ?** La situation choisie : « le retard des CARSAT dans le versement des retraites ». La chasse au trésor ou le puzzle. «Chercher la pièce qui manque.»

**2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ?** Des ressources prévisibles jusqu'à la fin de sa vie.

**3. Est-ce que tout le monde peut jouer ?** La règle du jeu s'est simplifiée (opérateur unique : la CARSAT pour les salariés). Mais les carrières se sont complexifiées avec des trous (pièces qui manquent dans le puzzle). Ne peuvent jouer que ceux qui ont cotisé en France et ont eu des trimestres pour la maternité.

**4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?** Rassembler les pièces du puzzle. Être à la SNCF ou à EDF ou à la Banque de France : employeur unique [et régime spécial]. Anticiper : suivre ses « relevés » de carrière. Se projeter pour prévoir avec quoi on va vivre pendant la retraite : baisse de ressources, retard à

l'allumage (délai de la CARSAT), «il peut être grand comme dans Nord». «S'il y a beaucoup de petites pièces, c'est compliqué.»

**5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?** Avoir l'essentiel de son activité pas déclarée. «Ne pas avoir les papiers nécessaires» : avoir des papiers pour régulariser la situation. Pas être trop longtemps auto-entrepreneur. Ne pas avoir eu une activité salariée ou liberté reconnue.

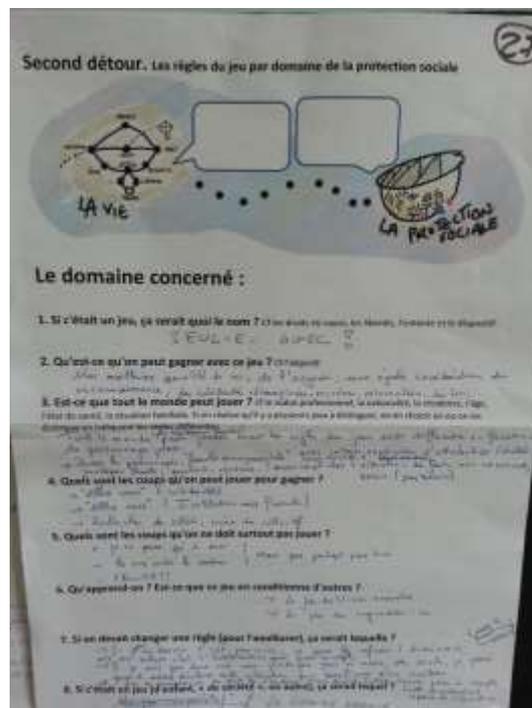
**6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?** La retraite est souvent une baisse de revenus, sauf si on est à l'ASS ou au RSA. La chasse au trésor, montre que parfois il y a pas grand chose dedans (ASPA). La réversion est au pro rata du temps passé marié donc faible pour les unions multiples «et pacsé cela ne marche pas». Il n'y a pas de rééquilibrage (inégalités maintenues). La retraite oblige parfois à quitter le logement de fonction, parfois le logement devient difficile à entretenir.

**7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?** Mettre plus de moyens dans les CARSAT qui ont plus de dossiers pour résoudre les retards de déclenchement des retraites. La société valorise la mobilité mais le système dévalorise les carrières éclatées et le travail dans des petites structures. La prime de départ à la retraite et les retraites figent les inégalités mais ne les corrige pas.

**8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ?** La chasse au trésor ou le puzzle

#### Atelier 4. La famille

Emmanuelle, Denis, Bernard Thibaud et Madely



**1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ?** Seul-e avec ! «Situation particulière de famille, famille monoparentale.»

**2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ?** Une meilleure qualité de vie, de l'argent, une égale considération et reconnaissance, des solidarités ré-imaginées, recréées, réinventées, du lien.

**3. Est-ce que tout le monde peut jouer ?** «Oui, car on ne veut pas considérer la famille comme une cellule toute seule mais une famille dans un réseau.» Tout le monde peut jouer, «y compris les célibataires», mais les règles du jeu sont différentes en fonction du personnage à jouer (pas seulement les familles). Parmi les personnages, «famille monoparentale» avec critères explicites d'attribution (statut juridique de la famille, quotient, revenus...) mais implicites sans avoir à être demandeur (une situation de fait non reconnue dans le besoin). «Dans les explicites, on ne peut pas refuser une alloc qui nous est versée dans ce cadre-là.»

**4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?** «Aller vers» (solidarités). «Aller vers» (institution vers famille), «on n'a pas besoin de faire de démarche active dès que la situation est reconnue on touche les droits». Rechercher des alliés, créer du collectif.

**5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?** Je ne pense qu'à moi. Les uns contre les autres [mais pas partagé par tous]. L'honnêteté : «dans des situations fragiles on risque se de faire couper des aides alors que la situation reste fragile».

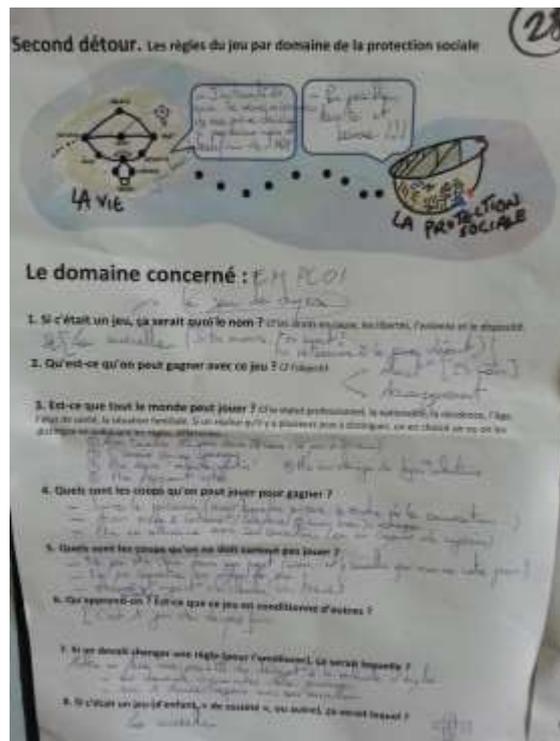
**6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?** Le jeu du vivre ensemble. Le jeu du négociateur-trice.

**7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?** Si j'ai besoin d'une ressource, je peux la refuser, la diminuer (mais le ferait-on vraiment?). Ou alors c'est l'institution qui pose la règle. Si je suis pas dans une case juridique qui m'ouvre des droits, je peux quand même déclarer cette situation pour bénéficier d'un soutien. Que la connaissance des agents des institutions soient prises en compte (rôle de médiation, de négociation).

**8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ?** La grande famille.

## Atelier 5. L'emploi

Jérôme, Guillaume, Charles, François Mendy



Khalavi-e : «J'ai travaillé 20 ans. Je veux m'occuper de ma mère dans les 6 prochains mois et bénéficier de l'ARE (allocation de retour à l'emploi)»

Le panier : «Pas possible. Tais toi et bosse !!!»

**1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ?** Le jeu de dupes. «Je vais voir Pôle emploi car entre deux périodes d'activité, j'ai besoin d'un peu d'argent, mais ce qu'on me demande c'est de dire que je suis hyper motivé, et les deux parties jouent ce jeu de l'hypocrisie.»

**2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ?** L'allocation de retour à l'emploi pendant 23 mois. De l'accompagnement.

**3. Est-ce que tout le monde peut jouer ?** Avoir travaillé 122 jours sur 28 mois (sur 36 mois pour les plus de 50 ans). S'inscrire comme joueur. Être dans une «recherche effective». Être physiquement apte. Être au chômage de façon involontaire, «ce qui écarte la question de la démission».

**4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?** Suivre le parcours (avoir tous les papiers, se rendre aux convocations...). Avoir accès à internet, au téléphone, savoir lire, «avoir une maîtrise suffisante de la langue française», avoir une adresse. Être en alliance avec son conseiller (ou en capacité de négociateur).

**5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?** Ne pas être clair dans son projet (sinon c'est le conseiller qui avance votre pion). Ne pas connaître les règles du jeu. Être rebelle à l'injonction de chercher du travail.

**6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?** C'est un jeu de dupes. «Nous sommes dans le besoin, il faut s'adapter au système, faire ce qu'il nous demande de faire, sinon, on va se retrouver dans d'autres cases.»

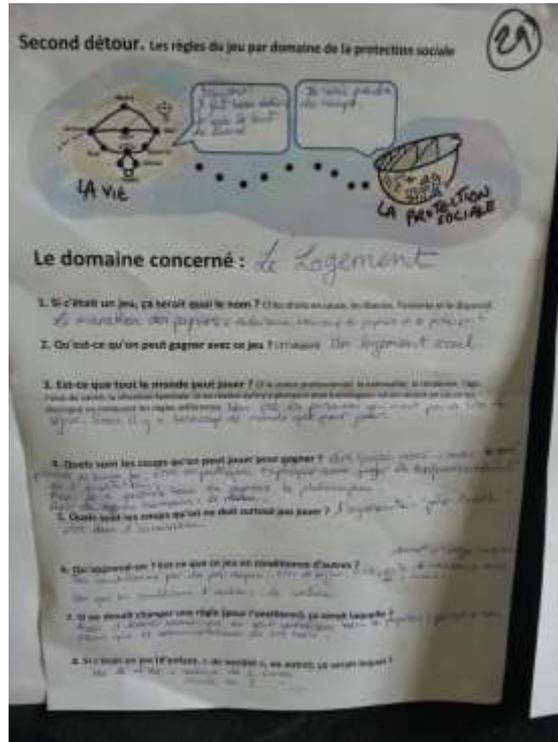
**7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?** Mettre en place une possibilité de dérogation à la recherche d'emploi, sur demande argumentée de la personne, sur une durée négociée avec son conseiller. «Une façon d'assouplir les cases.»

**8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ?** La marelle. Si tu mords, t'es mort ! Tu retournes à la case départ.



## Atelier 6. Le logement

Manu, Laurent, Fulbert, Jeanne



Khalavi-e : «Bonjour ! Il fait beau dehors. Je vois le bout du tunnel...»

Le panier : «Je vais prendre du temps»

**1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ?** La situation : demander un logement social. Le marathon des papiers : endurance, beaucoup de papiers et de participants.

**2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ?** Un logement social.

**3. Est-ce que tout le monde peut jouer ?** Non. Pas les personnes qui n'ont pas de titre de séjour. En plus, il y a beaucoup de monde qui peut jouer.

**4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?** Dire bonjour, merci... avec les agents. Prouver sa bonne foi, être empathique. Expliquer sans juger les dysfonctionnements de l'institution, «mais en responsabilisant l'institution». Avoir le plus possible tous les papiers sous la main. Faire des photocopies. Avoir des appuis humain (le réseau).

**5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?** L'agressivité. Péter un câble. Être dans l'accusation.

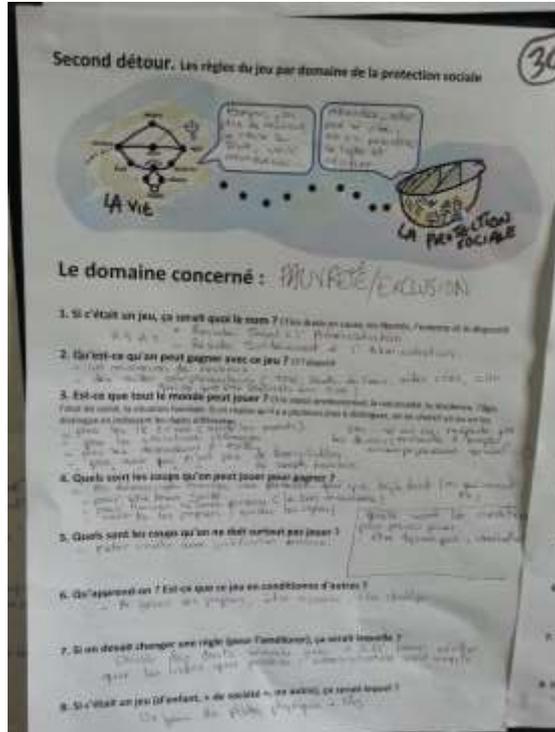
**6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?** Jeu conditionné par des pré-requis : titre de séjour, RSA, acte de naissance de moins de trois mois [une absurdité administrative], attestation d'hébergement conforme. Jeu qui en conditionne d'autres : ex : la cantine des enfants. «Le lieu où on vit conditionne beaucoup de choses.»

**7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?** Avoir un dossier numérique où sont centralisés tous les papiers : permet d'être assuré que les administrations les ont tous.

**8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ?** Jeu de l'oie : on avance de deux cases, on recule de trois... «Une absurdité : demander un acte de naissance de moins de trois mois.»

### Atelier 7. La pauvreté et l'exclusion

Françoise, Séverine, Fabrice et François Vercoutère



Khalavi-e : «Bonjour, j'ai plus de revenus. Je veux le RSA. Voilà mon dossier...»

Le panier : «Attendez, allez pas si vite. On va prendre la liste et vérifier»

**1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ?** RSA = Résiste Seul à l'Administration. RSA = Résiste Solidairement à l'Administration.

**2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ?** Un minimum de revenus. Des aides complémentaires (TPN, restos du cœur, aides CCAS, CMU...) qui ne sont pas réservées aux allocataires du RSA.

**3. Est-ce que tout le monde peut jouer ?** Pas les 18-25 ans (sauf ceux qui sont parents). Pas les allocataires chômage. Pas les demandeurs d'asile. Pas ceux qui n'ont pas de domiciliation. Pas ceux qui n'ont pas de compte bancaire. Pas si on ne respecte pas les devoirs (recherche d'emploi, accompagnement social...). Dans les conditions pour pouvoir jouer : être dynamique, combattant.

**4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?** Au démarrage, trouver une personne qui y a déjà droit (ou qui connaît bien). Pour être bien guidé. Pour trouver la bonne personne (le bon organisme). Avoir tous les papiers (garder les copies). «Être dynamique et être combattant-e.»

**5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?** Rater un rendez-vous sans justification reconnue.

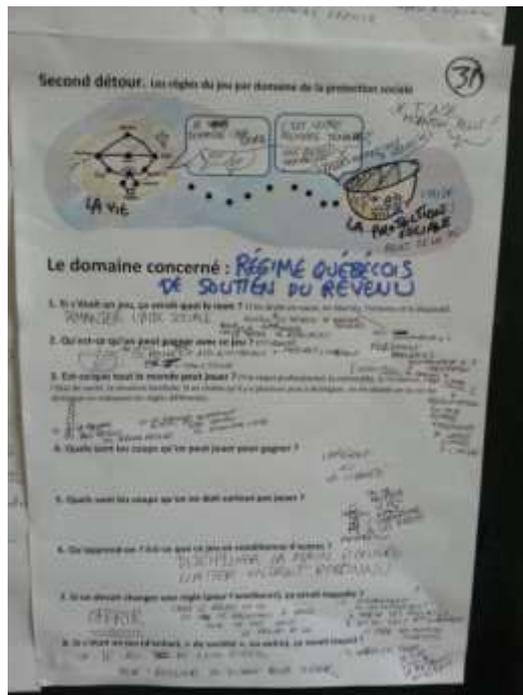
**6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?** À gérer ses papiers. À être organisé. À être stratégique.

**7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?** Ouvrir des droits annuels avec un rendez-vous pour vérifier que les infos que possède l'administration sont exacts. «Sinon c'est tous les trois mois. Inverser les rôles par rapport à la confiance (non pas faire la preuve, mais venir vérifier si l'administration ne se trompe pas dans le dossier).»

**8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ?** Un jeu de piste physique et long.

### Atelier 8. Bonus en marge sécante : Le régime québécois de protection du revenu

Vivian



Khalavi-e : «Je demande de l'aide sociale.»

Le panier : «C'est votre première demande ?»

Khalavi-e : «Oui.»

Le panier : «Vous pouvez travailler ?»

Khalavi-e : «Oui.»

Le panier : «Alors mettez-vous à genoux.»

**1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ?** Situation : l'aide selon le projet de loi 70. Je t'aide moi non plus. Demander l'aide sociale. Droits en cause : le soutien du revenu en dernier recours pour couvrir les besoins quand on manque de ressources. Les libertés : la loi, demandeur-e-s. Le règlement : Premier-e-s demandeur-e-s jugées aptes (intention des jeunes de familles à l'aide sociale), présomption, éviter entrée et présence de longue durée à l'aide.

**2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ?** Si on dit oui, le revenu d'un demi panier de consommation + l'assujettissement + des mesures + du supplément. Si on dit non, des sanctions.

3. Est-ce que tout le monde peut jouer ? La personne sans revenu en dernier recours. Et les personnes qui pourraient être tentées de demander l'aide.
4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ? L'argent ou la liberté.
5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ? Le ministre : «On va adopter le jeu avant d'adopter les règles».
6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ? Discipliner la main d'oeuvre. Limiter un droit reconnu.
7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ? OFFRIR. «Se concentrer sur le mot OFFRIR (plutôt que sur les obligations).» Caler le projet de loi et le règlement à venir sur ce mot dans le projet de loi, i.e. engagement du gouvernement à offrir des mesures à qui en veut avec des suppléments, i.e. ôter les nouvelles conditions.
8. Si c'était un jeu (d'enfant, de « société », ou autre), ça serait lequel ? Le jeu du clin d'oeil. La peur. Retenir soi-disant pour aider. Cruauté de faire un clin d'oeil à la personne qui est tenue, «le projet de loi étant d'essayer de retenir la personne quand elle veut aller autre part, ou faire le clin d'oeil à la personne qui est totalement accrochée».

## Observations



Que retenons-nous de ces rapports présentés avec vraiment beaucoup de brio ?

**Vanessa** : Dans tous les domaines il y a de la paperasse, alors que ce sont des situations où on est en manque d'énergie.

**Bernard** : La soumission voire la servilité est une compétence nécessaire.

**Denis** : La bataille. Il faut tout le temps batailler pour avoir droit.

**Claudie** fait un plaidoyer pour l'administration : Je suis toute nouvelle retraitée, j'ai eu 22 employeurs, et ce sont eux qui se sont occupés de tout, de faire la carrière, ils s'en sont très bien occupé avec beaucoup d'empathie sur mes droits.

**Manu** : On pourrait faire ce jeu sur les moments où ça a été facile.

**Jeanne** : Mais on est plutôt étonné-e-s quand cela se passe bien, souvent c'est le contraire.

**Manu** : Par exemple une fois qu'on a la carte vitale et qu'on n'est pas trop malade, c'est facile.

**Claude** : C'est un jeu dans lequel on entre, mais on ne connaît pas les règles au départ, et on a besoin de connaître ces règles, mais on n'y a pas toujours accès.

**Emmanuelle** mentionne qu'en plus de la nécessité de connaître les règles, celles-ci sont indépendantes les unes des autres. Selon le jeu, ce ne sont pas les mêmes papiers. Il y a donc une complexité. «Il y a une notion de stratégie pour voir comment je me positionne et comment je peux en bénéficier.»

**Manu** parle du livre «50 droits contre les exclusions», qui a «seulement les explicites» et des erreurs.

**Charles** : C'est fonction de la compétence et de la bonne volonté de l'agent, et de sa connaissance des règles.

**Emmanuelle** : Les règles sont complexes y compris pour les gens de l'administration.

**Jérôme** a une impression de marche forcée, «un rythme qui est prescrit et tu es dans l'obligation de le suivre, si tu décroches, c'est la vraie dégringolade».

**Laurent** dit que la protection devrait générer de la confiance, «alors que dans ce qu'on dit, c'est plutôt de la défiance». Qu'est-ce qui «pourrait être mis en place qui génère de la confiance entre les acteurs». Par exemple, un système informatique pour tous les papiers, tous les documents, cela sert à tout le monde.

Pour **Jérôme**, y a aussi la question du pouvoir. Pour la personne ? Pour le conseiller ? En fait, pour les deux. «Aujourd'hui, le pouvoir est avec ceux qui créent les règles.»

**Bernard Thibaud** voit qu'on pourrait utiliser le jeu à partir d'histoires de vie, pour produire de nouvelles histoires de vie, avec une recherche de nouvelles règles à inventer. Et utiliser le jeu comme outil pédagogique.

**Guillaume** parle d'une attente forte de ce lien et de cette interaction entre administrations et usagers.

**Jeanne** : Même chez nous, on aide tellement sur les papiers, que plus le temps de l'accompagnement social, l'écoute, l'attention. Ce serait plus simple que l'accompagnement papiers soit fait par les administrations.

**Claude** constate que dans ces démarches, on est dans un face à face et pas dans un jeu. Devant beaucoup de paperasses, on pourrait dire on va y faire face ensemble (et pas tu te débrouilles)

**Bernard** y voit la différence entre une loi et son préambule. Dans le préambule, il y a de l'humanisme et de la confiance, et ça s'atténue avec loi, puis le décret, puis la

circulaire. «Et à la fin chaque entité s'invente son règlement qui va servir non plus à servir la loi mais à gérer la file d'attente et l'emploi du temps des agents.»

**Charles** sur le face à face : En fait, il y a un tiers qui l'ordinateur, qui est le réceptacle, la part de la machine qui décide.

**Daniel**, pour que le système s'allège, verrait qu'un principe d'automatisme prévale, ce qui permet d'accélérer beaucoup de choses, par exemple pour la réforme des minima sociaux, d'autant plus que beaucoup de choses déjà connues. En même temps, des choses s'avèrent non possibles. Par exemple la poste ! «Elle est automatisée à 98 %, mais les lettres qui se déchirent, qu'on ne peut lire l'adresse, cela est beaucoup moins bien géré.» L'automatisme peut améliorer pour 98 pour cent, mais pour les autres, ça prend un système permettant de le gérer, avec du temps, de la relation.

**Fabrice**, sur les préambule des lois et l'exposé des motifs. Aujourd'hui les projets de loi ont des libellés contradictoires : lutter contre le non recours, prôner l'accès aux droits, et en même temps lutter contre la fraude. «Pour justifier qu'on veut lutter contre la fraude (qu'on fantasme) , dans le même temps on dit qu'on lutte contre le non recours. On nous emballe tout cela.»

**Manu** : On travaille entre la vie, la transaction administrative et aider/être aidé. C'est le jeu, mais les règles du jeu sont liées à l'échelle sociale et aux ressources disponibles. Dans le panier global, par exemple, il n'y a pas assez de logement social. Les organisations du monde déterminent une partie de la règle et l'échelle sociale détermine aussi des règles du jeu.

**Denis** sur le panier, mentionne la question de la gestion des politiques publiques évoquée au carrefour de savoirs de Die : mettre «des règles contraignantes, c'est une façon de gérer le panier».

**Vivian** note l'idée d'aller voir quelqu'un qui l'a déjà fait, quelqu'un qui est déjà en train de jouer au jeu, au-delà de l'information officielle, mais dans l'outillage stratégique. Elle réalise à force de dessiner que le thème des cases est un morceau en soi, qui mériterait une exploration comme tel. Sur la partie numérique, on perd la possibilité de mettre des choses entre les cases. Dès que c'est sur un écran ,tu perds cette possibilité. Le numérique contraint davantage les informations, il ferme d'avantage.

Fulbert donne l'exemple d'être logé dans un presbytère rattaché à une paroisse qui est dans une commune, alors que la paroisse est à Drancy. «Cela ne colle pas avec les cases, et donc toujours cela pose question. »

On s'arrête là : c'est l'heure du repas du midi.

De retour en après-midi du côté des principes d'un système à rêver logique.



## Les grands principes d'une nouvelle protection sociale et le chemin pour s'y rendre



Pendant que les groupes de jeunes de la maison préparent un visionnement adultes-jeunes du match de foot du soir, notre petit groupe se retrouve après le repas pour une nouvelle étape tout aussi sportive.

Vivian explique le programme pour cet après-midi.

Dans le programme initial, on avait imaginé de rentrer plus dans la partie de l'argent, des coûts du système, et de voir comment l'argent entre et sort dans chacune des branches. C'est une exploration qui resterait à faire, et qui a quand même des impacts en milliards d'euros.

Ceci dit, ce séminaire est aussi un moment de tournant, et après ça, les organisations qui supportent le projet ont à réfléchir sur comment orienter la suite, comment se mobiliser, à quoi pourrait ressembler la prochaine année. Hier, Bernard a amené l'idée que l'on devrait se poser pour réfléchir où on veut aller, quelles seraient les grandes missions d'une nouvelle protection sociale, compte tenu de ce qu'on a appris depuis un an, et du fait qu'est devant un système «daté», qui ne convient plus aujourd'hui. Sinon on risque de tourner en rond, sans boussole.

Une petite équipe s'est réunie hier soir pour réfléchir sur comment aborder tout cela. La proposition est de découper le temps de cet après-midi en trois moments :

- D'abord, on propose d'aller explorer ce que pourraient être ces nouvelles missions d'un système qui nous conviendrait plus. On a pensé que pour cet exercice cela irait bien de continuer de travailler en ateliers, chacun avec la même tâche et la même consigne. Chaque atelier fera son cheminement indépendant et ensuite on va voir si on dit la même chose. Au retour, on fera des rapports d'ateliers avec l'idée de porter attention à ce qui se recoupe et ce qui est différent, pour voir un peu, à vue de nous, où on en est dans imaginer les grandes missions d'un système qui serait plus ajusté à ce à quoi on aspire.

On a ajusté le programme, et on est un peu dans l'expérimentation. On va donc s'adapter à mesure, mais si on a un peu de temps, on propose ensuite deux petits moments, pas trop longs.

- D’abord, pour à entrer un peu dans les objectifs d'une prochaine année, se demander entre maintenant et «refonder», quels seraient les objectifs qu'on pourrait mettre entre ?
- Ensuite se permettre d’aller un peu sur des idées de fou-e-s, juste pour se donner de l'inspiration.

On est dans un moment de tournant, les organisations ont à réfléchir sur comment continuer le projet, penser la suite. Hier, un point est remonté : quelles pourraient être les nouvelles missions du système, compte tenu qu'il est daté ? Compte tenu des évolutions, quels seraient les principes ?

### Ateliers. Un système à rêver logique

Pour cet exercice, on a comme guide, le cahier (10 pages) remis par Celina et Manu mercredi matin, et qui donne comme un résumé des comptes rendus précédents.

Hier, pendant que Manu présentait ce résumé, Vivian a pris des notes sur le paper board, et cela donne comme un résumé du résumé...

### Les grands principes d’une nouvelle protection sociale

Système actuel daté	parce que...	Un système à rêver logique
<p>Système construit sur...  <b>le travail rémunéré de longue durée d'un homme et ses « dépendant-e-s »</b>    <b>dans une histoire de vie qui bouge peu en sécurisant «les risques» par des cotisations employé/employeur sur des situations types, des cases et des papiers qui se cumulent à mesure et se superposent pour donner le panier tel qu'il est.</b></p>	<p>Transitions. Diversité des situations. Vies imbriquées. Inégalités. Échelle sociale. Trous : jeunes, étrangers, parcours atypiques. La honte. Revenus. Patrimoine. Plus inégalitaires. Pas pris en bas sauf en bas de l'échelle. «Vous n'existez pas». Distinction actifs-inactifs. Les cases et la vie ronde. Arbitraire. Numérique. Il faut demander. Non recours. Implicites non questionnés. Ce qui est valorisé ou pas. La manière dont on présente le système. Inégalités territoriales. Le toit. Soi et les autres. Évasion fiscale. Décalages d'une année à l'autre. Regard porté sur. Catégorisation. Stigmatisation. Chômage. Logiques à l'oeuvre. Chaque bout a son histoire. Y a du commun.</p>	<p>Système construit sur...</p>

Ce résumé est une base pour le travail de groupe. Grâce à Bernard et à l'imprimante, on a une feuille de travail qui reprend ces idées .

#### Le système actuel est daté, qui a été construit sur....

le travail rémunéré  
 de longue durée  
 d’un homme et ses «dépendant-e-s»  
 dans une histoire de vie qui bouge peu  
 avec l'idée de sécuriser ce qui a été appelé «les risques» (les risques étant les domaines dans lesquels on a joué depuis hier)  
 par des cotisations employés / entreprises  
 sur des situations types  
 avec des cases et des papiers qui s'accroissent et des dispositifs qui se superposent  
 pour donner le panier tel qu’il est.

On pourrait dire que c'est notre immeuble de béton actuel.

**Le système est à repenser, refonder.... parce que....**

Ce système, qui a été pensé en 1945 et suites, demande à être adapté. Les animations dans les groupes précédents ont montré tout un tas de choses qui nous disent qu'il faut changer le système.

Le système aujourd'hui ne tient pas assez compte...

des transitions,

de la diversité de situations,

que nos vies sont imbriquées.

Qu'il y a des inégalités, le système n'a pas forcément été prévu pour réduire les inégalités, on est pris dans une échelle sociale.

Il y a des trous : jeunes, étrangers, parcours atypiques.

Au bas de l'échelle il y a la honte.

Il y a la question des revenus, mais aussi celle du patrimoine qui encore plus inégalitaire et qui n'est pas pris en compte, sauf en bas de l'échelle.

Se faire dire «Vous n'existez pas», la distinction actifs-inactifs.

Les cases et la vie ronde. L'arbitraire.

L'arrivée du numérique. L'idée qu'il faut demander, qu'il y a des situations de non recours. Qu'il y a des implicites non questionnés.

Il y a ce qui est valorisé ou pas.

La manière dont on présente le système. Inégalités territoriales. L'importance du toit.

Le soi et les autres. Évasion fiscale. Décalages d'une année à l'autre.

Le regard porté sur l'autre. Les catégorisations, la stigmatisation. Le chômage.

Il y a des logiques à l'œuvre, il pourrait y en avoir d'autres. Chaque bout a son histoire. Y a du commun.

La feuille est distribuée à chacun, avec ce résumé, en deux colonnes, et une troisième colonne à remplir : «un système à rêver logique».

La commande pour le travail en atelier est :

- Qu'est-ce qu'on mettrait dans la colonne du «système à rêver logique» ? Le système à construire, serait à construire sur quoi ? Si on veut mettre des mots pour le dire, lesquels ils seraient ?

Avant de partir en atelier, on prend un temps pour préciser la consigne.

**Bernard Thibaud** distingue les missions et les principes de la protection sociale. Pour lui, les missions seraient comme la raison d'être de la protection sociale, ce qu'elle vise, et les principes seraient ce qui guide, la façon comment on met en œuvre ces missions.

**Vivian** suggère que ce n'est pas si simple de faire la part des principes et des missions, avant d'avoir fait l'exercice. Elle reformule alors la question aux groupes : «Si on devait caractériser le système à faire naître, il serait caractérisé comment, en réponse au constat qu'on fait sur le système actuel ?»

**Manu** propose que, dans les groupes, on prenne chacun 5 minutes pour y réfléchir personnellement, pour pouvoir répondre à la question par rapport à sa situation personnelle : dans quel système je me sentirais à l'aise, je me sentirais protégé ?

Pour aider au «rêver logique», **Vivian** dit que les termes à mettre dans la colonne de droite peuvent aussi être «en réaction, en opposition» aux termes qui sont dans la colonne de gauche, et qui définissent le système actuel qui ne fonctionne pas bien. Par exemple face aux cases rigides on aura des cases souples ou des cases avec

dérogations. On pourra éventuellement tirer des lignes entre les mots des colonnes de gauche et de droite.

**Charles** souhaite que l'on dépasse l'approche par risques, qu'on réfléchisse aussi en logiques d'investissement.

**Vivian** répond que oui, c'est bien, cela, l'exercice est plus large que l'approche par risques. C'est de ce demander sur quoi le système devrait être fondé. Comme par exemple aujourd'hui, le système est fondé sur le travail d'une seule personne dans la famille qui travaille. On sait que cela ne marche plus, alors, il devrait être fondé sur quoi maintenant ?

On constitue les groupes avec des volontaires pour l'animation, et en changeant les compositions de groupe par rapport aux temps d'ateliers précédents. En demandant des volontaires pour animer les petits groupes. Les volontaires : Laurent, Claude, Celina, Manu, Françoise, Séverine. Go !



Au retour, on aura une belle moisson. Chaque groupe présente ses trouvailles, toujours en cinq minutes.

Avant de commencer, on se rappelle ensemble l'attention à avoir avec les mots qu'on utilise. On a travaillé sur des idées, et parfois on a chacun des «mots codés» pour exprimer nos idées, qui ne sont pas les mêmes selon les personnes. Il faut penser à expliquer les mots qu'on utilise, et que chacun se sente confortable pour demander des explications sur des mots qui ne sont pas clairs pour nous.

On écoute ce qui est amené par chaque groupe, et on essaye de remarquer ce qui se recoupe entre les groupes, et ce qui nous frappe.

---

<sup>8</sup> Vous cherchez l'atelier de Bernard ? Il était dans un jardin secret qui a échappé aux photographes !

## Atelier 1. Qui ? Quoi ? Comment ?

Manu, Marie, Bernard Schricke, Guillaume



Le groupe a écrit sur un carton, il n'avait plus la feuille distribuée

**Qui ?** Un système construit sur la personne. Avec des droits universels et inaliénables (on ne peut pas te les enlever) liés à la résidence (comme un « droit du sol », cela efface la différence entre les français et les étrangers). Et puis aussi des droits différenciés pour les personnes vulnérables ou des situations particulières.

**Quoi ?** Couvrir des besoins essentiels et raisonnables, pour vivre décemment avec du revenu et des services publics (santé, logement formation)

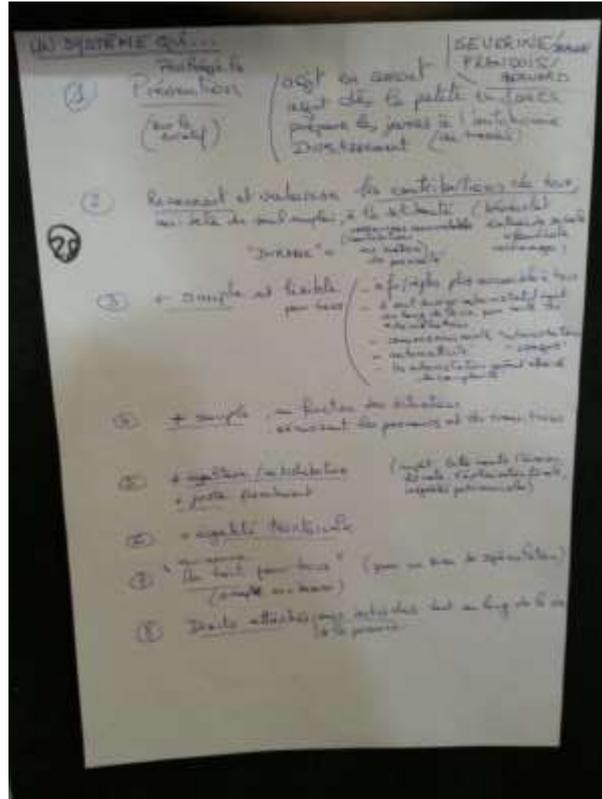
**Comment ?** Tout le monde doit avoir le sentiment, tout le monde contribue au stock de bien commun. Se dire qu'il y a un stock à la fois d'argent et de temps disponible et tout le monde contribue à ce stock. Dans le panier, il ne devrait pas y avoir seulement de l'argent, mais aussi du temps. Du temps qui soit obligatoire et du temps facultatif potentiellement, cela peut être du temps pour aider son entourage, du temps pour s'occuper de la nature, du temps politique local. Du côté de l'argent, avoir un impôt progressif sur tous les revenus, quitte à ce que les minima augmentent, mais que tout le monde aie le sentiment de contribuer, et des impôts liés au patrimoine

**Comment sur la transaction administrative ?** Des dossiers plus faciles, limités, numérisés, mais avec bouton reset qui permet de rebasculer dans l'humain si le numérique fait problème. Avec des cases élastiques et reposant sur des droits supposés, donc avec une logique de confiance ce qui n'enlève pas les contrôles. Et dans espaces de proximité, qu'on a appelé des maisons des droits et des citoyens, où on pourrait être accueilli, informé, et le dossier traité. Avec des espaces collectifs d'entraide où les gens peuvent échanger des expériences localement gouvernées de manière transparente et avec des critères de type «est ce que le système est efficace pour lutter contre la pauvreté», avec de la communication sur les résultats de long terme, pour être fiers des produits du système et parler du positif et pas seulement du trou de la sécu. Dans un contexte où la société partage le temps de travail, les richesses, respecte la nature et favorise la prévention.

**Vivian** demande des explications sur le «droit du sol». **Manu** explique : le droit du sol est ce qui est appliqué en France, tu es automatiquement français si tu nais en France, même de parents étrangers, et si tu as vécu un certain nombre d'années en France avant tes 18 ans (tu dois en faire la demande à tes 18 ans). Le droit du sang, c'est quand tu prends la nationalité de tes parents.

## Atelier 2. En huit points

Séverine, Bernard Thibaut, Jeanne, François Mendly



Un système....

1. qui privilégie la prévention : le fait d'agir en amont, dès la petite enfance, et un système qui prépare les jeunes au travail et à l'autonomie. C'est l'idée de prévention, d'investissement, d'éviter que les gens tombent dans les «risques».

2. qui reconnaît et valorise les contributions de tous à la solidarité au-delà du seul travail salarié, c'est à dire la reconnaissance de tout ce qui est bénévolat, entraide sociale, familiale, de proximité, tout ce qui est contribution en nature au-delà de l'argent.

On a fait le parallèle sur la durabilité en disant qu'il y a des ressources financières finies, et des ressources de proximité qui sont plus durables, renouvelables, comme l'air, le vent, l'énergie de chacun dans la solidarité de proximité.

3. qui est plus simple et plus lisible pour tous avec des informations et des règles plus accessibles à tous, l'idée d'avoir un seul dossier administratif pour toutes les administrations et tout au long de sa vie. C'est aussi l'idée d'avoir des commissions mixtes entre les administrations et les personnes pour mieux se comprendre, et la notion d'automaticité. Un système où c'est à l'administration, et pas à la personne, de gérer la complexité.

4. qui est plus souple, en fonction des situations et qui sécurise les notions de parcours et de transition dans le parcours.
5. qui est plus juste en termes d'égalité et de redistribution. On a parlé de fiscalité : évasion fiscale, optimisation fiscale, inégalités patrimoniales, avec un système qui corrige ces inégalités.
6. plus égalitaire en termes territorial .
7. qui assure un toit pour tous, et que le toit ne soit pas un bien de spéculation.
8. un droit attaché aux individus ou à la personne tout au long de la vie.

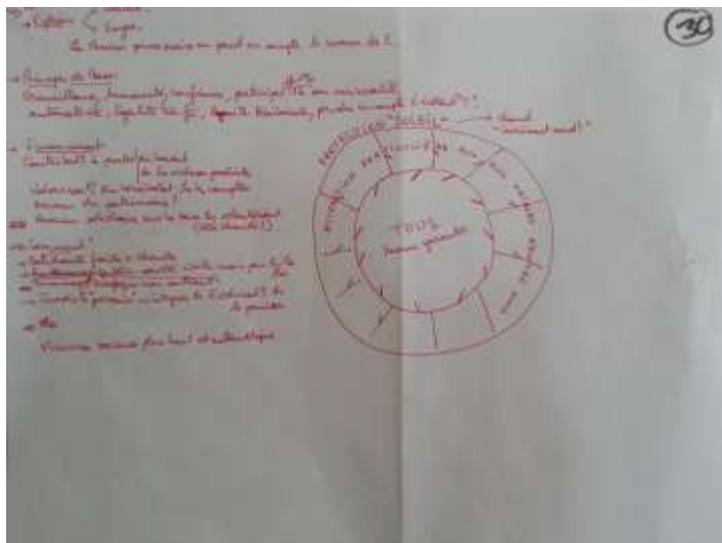
**Bernard Schricke** demande des précisions sur la question de l'égalité entre territoires.

**Jeanne** explique qu'il s'agit de péréquation et de subsidiarité. On explique le mot péréquation, c'est à dire l'idée que les régions où il y a plus d'argent en donnent aux régions où il y a des besoins, et moins d'argent. On se rappelle de l'histoire des hôpitaux du Nord, que Bernard a racontée : il y a des hôpitaux qui ont été reconstruits ici après la guerre, et qui ont été payés par d'autres villes, des villes du sud de la France qui n'ont pas été détruites et qui ont financé ces reconstructions dans les zones où il y a eu la guerre. L'hôpital d'Hazebrouck a été financé par La Rochelle.

**Guillaume** nous informe qu'il y a des études là-dessus, comme le Haut Conseil à la sécurité sociale, qui a fait une étude pour identifier comment par exemple pour une région comme l'île de France, la contribution peut être importante et la consommation potentiellement moins grande que dans d'autres territoires.

### Atelier 3. La protection soleil

Claude, Jérôme, Daniel, Vanessa



Le groupe a fait un dessin, avec une «protection soleil». **Claude** nous explique le dessin. Le soleil c'est chaud et avec un soleil, on peut faire du carré-ment rond. Dans le soleil, au milieu, il y a le tous, avec un revenu garanti, et ensuite des salles interconnectées qui sont l'attention particulière aux plus faibles d'entre nous.

**Qui ?** Le chacun et le foyer : le chacun prime, il arrive en premier, mais on prend en compte le revenu des deux. Si on est deux au RSA on touche les deux le RSA en plein, mais quand on regarde le foyer, on se dit qu'il y a deux RSA (et pas 1,5 personnes).

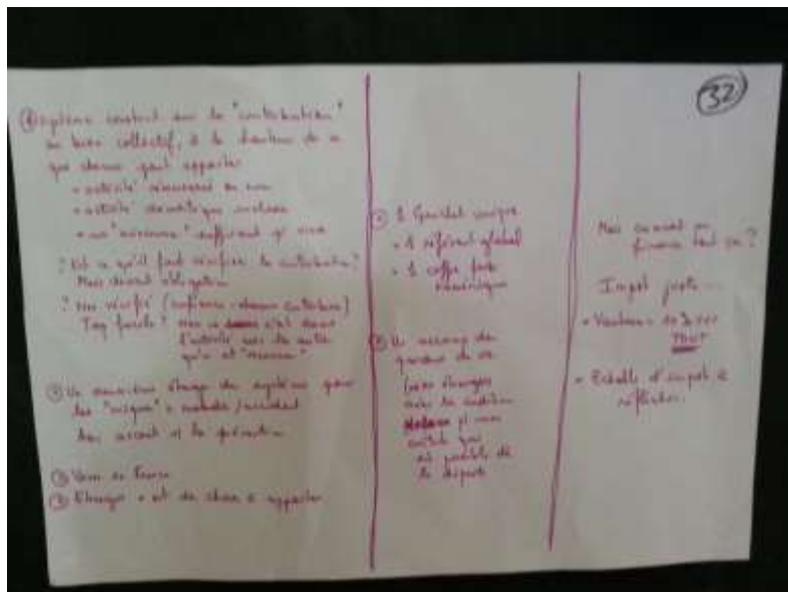
**Quels principes de base ?** 1. la bienveillance. 2. l'humanité. 3. la confiance. 4. l'automatisme. 5. l'égalité homme/femme. 6. équité territoriale. 7. prendre en compte l'instant t (on n'attend pas 6 mois pour être pris en compte). 8. participation de 1 % à son universalité. On inscrit dans les principes que la protection sociale française participe à la protection universelle : si le budget de la protection sociale c'est 100, on donne 1 à l'univers, pour sa protection sociale. On fait une péréquation mondiale, on doit aussi penser au-delà de nos frontières.

**Financement ?** La contribution à partir du travail, c'est quand même pas mal, alors on le garde. Mais imagine aussi une contribution à partir de la richesse produite. La valorisation du bénévolat dans les comptes. On s'est posé la question du revenu du patrimoine : est-ce qu'on le met dans la fiscalité, dans la protection sociale ? Dans ce financement, on propose aussi un revenu solidaire sur la base du volontariat : chaque citoyen contribue à la protection sociale, mais il peut aussi donner plus sur la base du volontariat.

**Comment ?** Une solidarité froide et chaude, c'est à dire encourager le dialogue entre institutions publiques et la société civile. Il ne faut pas que ce soit un dialogue contraint, mais on sent qu'il faut que cela se cause beaucoup plus. Investir le prévenir, intégrer l'éducation dans le panier de la protection sociale. Une attention aux plus faibles, et pour cela, que les minima sociaux plus hauts et fassent partie des principes automatiques.

#### Atelier 4. La contribution

Celina, Raymonde, Ghislaine, Fulbert et Emmanuelle. Véronique qui est partie se reposer suite à une migraine rejoint le groupe.



**Les grands principes.** Un système construit sur la «contribution» de chacun au bien collectif, à la hauteur de ce que chacun peut apporter, sous la forme d'une activité rémunérée ou non rémunérée, avec l'activité domestique incluse pour l'éducation des enfants et le soin de la maison, essentiels pour vivre. Une contribution qui n'est pas seulement financière, mais le fait de participer, de contribuer au bien collectif. Chacun ayant alors droit à un minimum suffisant pour vivre, versé à tout le monde.

On s'est alors posé la question de savoir s'il faut vérifier cette contribution, mais si on le fait, cela n'est plus une contribution mais une obligation. À l'inverse, est ce

qu'il faut ne pas vérifier et partir sur la confiance et un «investissement sur la vie» ? Est-ce que ce serait trop facile ? Finalement, on a conclu qu'il fallait penser à 10 ans ou à 15 ans. Peut-être dans les premières années, il y aurait des «profiteurs», qui ne contribueraient en rien, mais au bout d'un moment, c'est bien dans la relation avec les autres qu'on vit, qu'on est reconnu·e en tant que personne, donc il y aurait un rééquilibrage et chacun serait dans une logique de contribution.

Mais il faut quand même un deuxième étage du système, pour ce qu'on a appelé des «vrais risques» : la maladie, l'accident, des vrais pépins qui arrivent. Avec un accent sur la prévention.

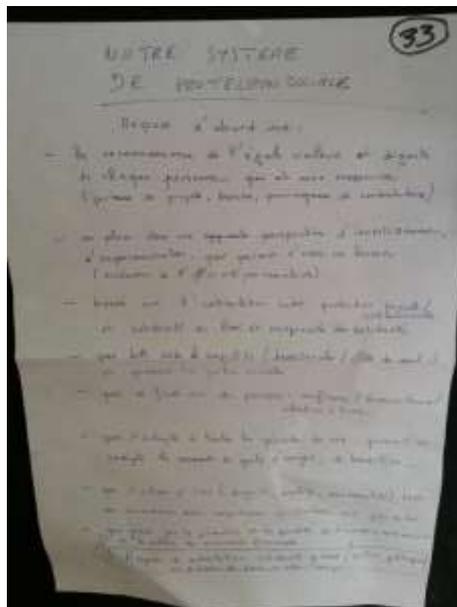
**Qui ? Comment on entre dans le système ?** Vivre en France. Dans ce système, les étrangers ont, dès qu'ils arrivent, des connaissances, des talents et de la volonté pour être contributeur·e-s. Ce système permettrait d'aller vers les migrant·e-s pour leur proposer de contribuer, pour valoriser ce qu'ils peuvent apporter.

**Comment ?** Un guichet unique, avec un référent qui prenne en compte la personne dans sa globalité, et un «coffre-fort numérique» c'est à dire un dossier partagé entre toutes les administrations pour éviter la paperasserie. Et un accompagnement des parcours de vie, pour accompagner et faire émerger les contributions des uns et des autres.

Financement ? Réfléchir à un impôt juste : on a parlé de Vauban (qui proposait un impôt de 10 % sur tout), et d'une échelle d'impôt à réfléchir.

## Atelier 5. Égale valeur et dignité

Françoise, Charles, Fabrice, Denis



**Les grands principes du système.** La reconnaissance de l'égale valeur et de l'égale dignité de chaque personne qui est considéré comme une ressource, porteuse de projet, de besoin et aussi pourvoyeuse de contributions

Notre système de protection sociale se place dans une perspective d'investissement, d'expérimentation, qui permet à chacun d'oser, de se lancer, ce qui suppose de sortir des logiques d'efficacité immédiate, et qui permet à chacun de prendre le temps d'élaboration dont il a besoin pour mieux se projeter.

Notre système se base sur une articulation entre la protection sociale institutionnelle et la solidarité devient la réciprocité et l'échange de compétences.

C'est un système qui lutte contre inégalités territoriales, les effets de seuil, et qui promeut la justice sociale.

Le système se fonde sur les principes, de confiance, bienveillance, attention à tous.

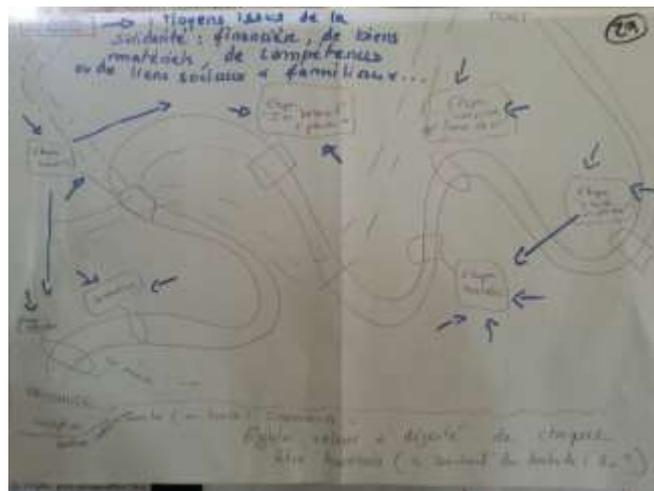
Il s'adapte à toutes les périodes de la vie, prend en compte les différents moments de perte d'énergie, de transition, d'évolution.

C'est un système qui s'adresse à tous, dans l'égalité, la dignité et l'universalité, avec une attention particulière aux plus exclus.

C'est un système qui génère aussi des économies financières, par la prévention et la qualité de l'accompagnement.

Avec un point d'attention sur le risque de substitution de la solidarité, des liens et de l'action publique, c'est à dire de la responsabilité de l'État, par la solidarité personnelle et associative.

Le groupe a fait un dessin. **Françoise** nous l'explique.



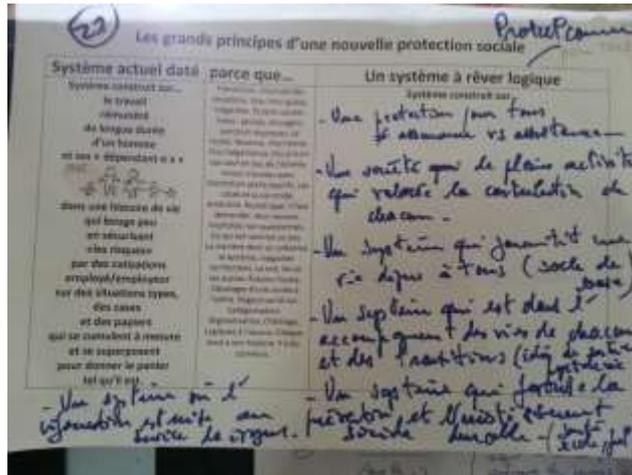
Le système est construit sur un socle d'égale valeur de chaque être humain, au regard de la déclaration universelle des droits de l'homme

De là, on a dessiné des chemins de vie qui peuvent être très différents et qui viennent se croiser ou qui peuvent s'éloigner. Sur ces chemins, il y a plein d'étapes, dont les étapes «j'ai besoin d'une pause», «j'ose vivre quelque chose de nouveau», «j'aide un proche»

Les flèches symbolisent comment on trouve les moyens pour répondre aux besoins dans les différentes étapes de vie : par solidarité financière, et l'état entre en jeu par la redistribution, ou par la solidarité en biens matériels/compétences/liens sociaux. Il n'y a pas un moyen qui prime sur l'autre, tous sont à égale valeur et sont à mobiliser selon les situations et les étapes de vie.

## Atelier 6. Six points

Laurent, Madly, Reza, François Vercoutère



Le groupe a essayé de poser les principes d'une nouvelle protection pour tous, en 6 points :

1. Un système construit sur une protection pour tous et qui se distingue du système avec assistance et assurance.
2. Une société de pleine activité, qui valorise la contribution de chacun·e, mais qui ne soit pas un critère d'attribution des droits.
3. Un système qui garantit une vie digne à tous, avec un socle de base.
4. Un système qui est dans l'accompagnement des vies de chacun·e et des transitions, des projets de vie, et pas d'attendre les ruptures.
5. Un système qui soutient la prévention et l'investissement social.
6. Et où l'information est mise au service du citoyen·ne.

**Observations**



On remarque qu'on a avancé, tout cela n'existait pas hier ! **Vanessa** confirme. On est prêts pour les élections de 2027 ! On se présente, on a un beau programme.

On remarque aussi qu'il y a des mots et des idées qui reviennent. On s'essaye à faire cet exercice de synthèse collective, en se donnant comme consigne de ne pas refaire les débats mais juste de pointer ce qu'il y a de commun, et de différent, dans les apports de chaque groupe.

**Bernard Schricke** remarque que plusieurs groupes mettent un revenu universel, revenu de base, dans le système.

**Vanessa** remarque qu'il doit aller de pair avec attention à ce que cela n'efface pas les autres aides.

**Manu** pointe les idées de contribution en temps et en activité. Cette idée paraît aussi liée au fait que si chacun·e se sent contributeur·e, ou si le système organise la contribution, on sera moins dans la dissociation qui existe aujourd'hui entre les «assisté·es» et «les gens qui payent pour». Tous les groupes ont mis en avant la valorisation des contributions bénévoles, d'entraide, de solidarité.

**Bernard Thibaud** souligne le thème de la prévention.

**Daniel** pointe l'idée de simplifier avec un endroit, une maison, un référent, un dossier unique.

**Bernard Thibaud** reprend la phrase du groupe 2 : « La complexité à l'administration, la simplicité à la personne ».

**Claude** rajoute l'information au service du citoyen

**Vanessa** rappelle l'idée des cases amovibles, ré-ajustables, élastiques.

**Claude** remarque que tous les groupes ont parlé du financement, et que tous les groupes étaient d'accord pour se dire que le financement doit être plus large que ce qu'il est aujourd'hui, avec des pistes différentes selon les groupes.

**Celina** pointe le «droit du sol» : c'est le fait de résider dans le pays qui ouvre les droits.

**Claude** souligne le caractère «pour tou·te·s» qui ressort dans plusieurs groupes, et qui va aussi avec une attention aux plus vulnérables. Les deux sont articulés.

**Denis** remarque que plusieurs groupes ont parlé de prévention, mais en faisant le lien avec la notion d'investissement. On change de regard, par exemple un groupe a proposé de mettre l'éducation dans la protection sociale. Quelque chose qui n'est pas sur les effets immédiats mais des effets décalés dans le temps, mais tout aussi essentiels.

**Manu** remarque que plusieurs groupes ont utilisé le mot «plus juste». Il pense que cela mériterait d'être creusé : il peut y avoir des contradictions, par exemple entre un système plus juste pour les personnes en fonction de leur position dans l'échelle sociale, ou un système plus juste pour qu'il soit mieux réparti dans le territoire. C'est le débat sur les services publics, les hôpitaux, les crèches, et ainsi de suite. Est-ce qu'on les concentre là où il y a beaucoup de monde ou est-ce qu'on les répartit sur tout le territoire ? C'est un débat compliqué.

**Vivian** demande confirmation : dans cette idée de « plus juste », il y a toute la partie inégalités/égalités, mais aussi l'idée de savoir si l'égalité quelque part produit de l'inégalité ailleurs ?

**Manu** remarque que dans le document de la DREES sur la protection sociale, il y a une page sur l'impact du système sur les revenus, mais rien sur les différences homme/femme, par âge, territoire. C'est très limité, on voit que les grilles d'analyse correspondent au système daté.

**Vivian** entend aussi une attention au genre, même si cela n'a pas été dit, est ce que ce n'est pas un point de consensus implicite ?

Pour **Françoise**, il y a le pour tou·te·s mais aussi et par tou·te·s, en intégrant l'idée que ce n'est pas seulement une contribution financière, qu'il y a d'autres formes de contribution. Dans son groupe, on a parlé aussi de réciprocité dans le système.

**Daniel** revient sur l'idée que plus on développe une protection sociale pour tou·te·s sur le territoire, plus cela augmente l'importance d'avoir une attention sur une protection sociale universelle, sinon on développe une inégalité internationale. On a une responsabilité, universelle, une attention à ne pas renforcer les inégalités mondiales en cherchant plus de justice chez nous. Cela concerne l'égalité entre les pays.

Pour **Manu**, cela renvoie à la question de la société «euro-française». On est très imbriqués au niveau européen, mais pas pour la protection sociale. Le budget est contrôlé par la Commission européenne, y compris le budget de la protection sociale, mais il n'y a pas, par exemple, l'idée d'une assurance chômage européenne, ce qui permettrait des effets de redistribution entre les pays. On continue à penser la protection sociale dans le cadre français. Il faut le questionner.

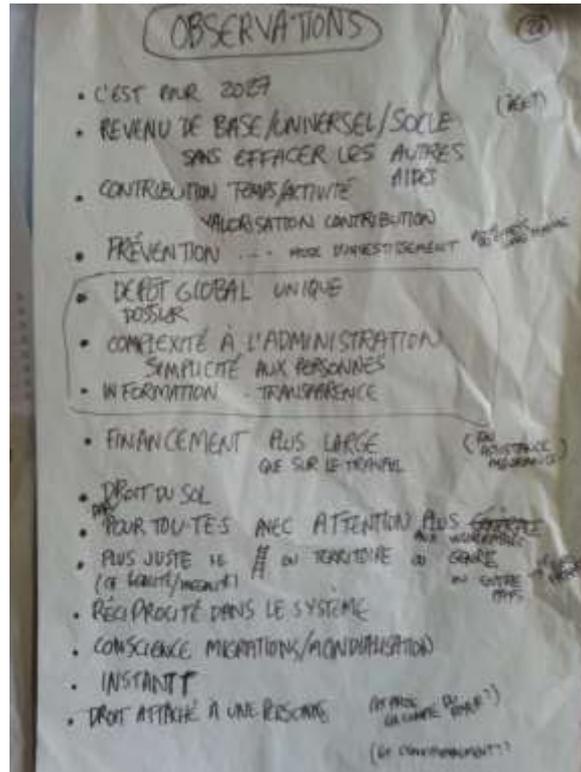
Pour **Guillaume**, cela renvoie aussi au parcours des personnes plus internationales, des personnes qui circulent.

**Vivian** suggère de synthétiser tout cela sous le terme « conscience de la mondialisation et des migrations ».

Pour **Guillaume**, cela rejoint aussi la question de l'environnement, de la planète, de l'air.

Pour **Bernard Thibaud**, on touche là la notion de socle de protection sociale mondiale, porté par exemple par le Bureau international du travail (BIT). Il note qu'il y a encore un point qui a été dit par plusieurs groupes : la notion de notion de droit attaché à une personne (un groupe a parlé du foyer, mais où chacun·e prime).

Pendant la restitution des groupes, Vivian a pris des notes sur le paper board. Cela fait une belle synthèse.



- Revenu de base / universel / socle, sans effacer les autres aides
- Contribution temps / activité à valoriser différemment
- Prévention, et l'investissement plus à long terme
- La manière de faire la relation entre les personnes et l'administration : dépôt global unique, information, transparence, la complexité à l'administration
- Financement plus large que sur le travail
- Avec la fin de l'idée de différence entre assistance et assurance
- Le droit du sol
- Un système par et pour tou-te-s, avec attention aux plus vulnérables
- Plus juste, par rapport à l'échelle sociale, les inégalités entre territoires, genres, et pays (cf euro-france)
- La réciprocité dans le système
- La conscience des migrations et mondialisations
- Approche de la personne à l'instant T
- Notion de droit attaché à une personne

On a repéré les points qui font consensus pour construire un autre système.

Il y a aussi des points à creuser, ou qui font débat. Mais ce n'est peut-être pas le temps d'aller voir de ce côté-là. Manu propose qu'on laisse reposer tout cela, et qu'on prenne un temps pour un brainstorming sur les prochains pas à faire.

On fait quand même un dernier tour sur les idées à garder, à creuser.

Sur l'idée de prise en compte de la personne ou du foyer, **Daniel** explique l'idée du groupe : si dans un ménage, il y a un très gros revenu, cela paraît logique, dans la répartition des besoins, de voir que le foyer a un revenu important, même si l'un a très peu de revenu à un instant t.

**Vanessa** attire l'attention sur les femmes qui sont battues, mais dont le mari est riche, et ne peut pas s'en aller car elle n'a pas de revenus.



Cela donne une belle liste que l'on essaye de placer dans le temps :

- rechercher (en amont de tout cela) des choses qui restent à approfondir avant de se lancer sur tout cela
- conscientiser
- confronter (la protection sociale telle qu'elle est à nos vécus) (on est dedans)
- recueillir des témoignages
- rencontrer des Léo bureau pour mieux comprendre leurs contraintes, et car certains souffrent aussi de leur situation et de ce qu'ils doivent imposer aux gens
- sérier des sujets, prioriser sur lesquels il y a du travail à faire, comme la valorisation des contributions, la question des jeunes
- identifier les points de tensions
- identifier les marges de manœuvre
- contrer les reculs (malheureusement)
- s'informer auprès d'experts
- documenter
- comparer (avec autres systèmes)
- expérimenter
- modéliser (scénariser)
- se structurer (pour mobiliser)
- avoir une vision claire
- inclure (inclure dans la démarche d'autres personnes)
- s'inviter (s'impliquer, s'infiltrer) à des espaces où il y a d'autres acteurs qui réfléchissent à ces questions : exemple les groupes qui travaillent sur le CPA, ne pas laisser les partenaires sociaux seuls discuter, alors qu'ils sont pris dans des jeux d'acteurs qui ne favorisent pas l'intelligence collective)
- chiffrer
- argumenter
- simplifier (ce qui existe)
- valoriser la contribution de chacun
- aborder les sujets qui fâchent (par exemple sur la vision des gens par rapport à cette question de la contribution et des personnes qui ne feraient que du bénévolat et qui seraient mal vues)
- mobiliser (être plus nombreux, associer des jeunes, d'autres catégories de personnes)
- nouer des alliances (syndicats par exemple)
- médiatiser
- se rapprocher des lieux de décision
- se confronter (avec autres tenants, autres approches, autres savoirs, autres stratégies)
- bousculer (**Jérôme** nous dit qu'il y a du conflit à assumer, dans la non violence... et la diaconie !)
- écrire une loi
- voter une loi
- fêter
- assurer sa mise en œuvre

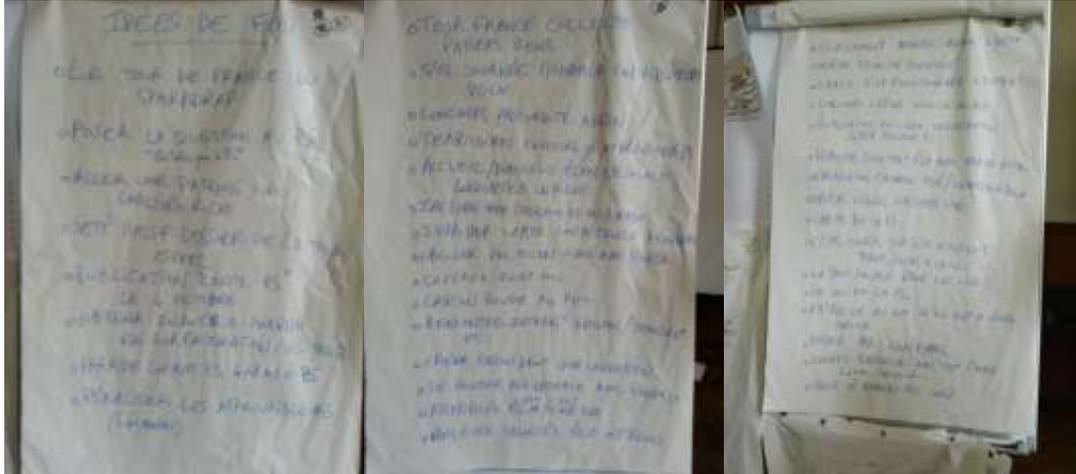
Il s'est ajouté une idée périodique :

- le rendez-vous annuel de la protection sociale (la journée de la protection sociale), et le faire au moment du vote des finances de la protection sociale.

Cela donne une idée. On arrête par là, mais on pourra aller remettre les nouvelles idées qui nous viennent, en prenant le soin de les mettre d'une autre couleur pour pouvoir les repérer. Et puis on reprendra tout cela demain pour nommer les pas à faire pour l'année qui vient.

On a encore une demi-heure de travail, avant l'apéro, puis la soirée. Et le match de foot à regarder avec les enfants et jeunes présents dans la maison...

### Des idées de fou pour donner le goût d'avancer dans cette direction



Pour l'instant, on a été très raisonnables et efficaces. Mais Des fois on fait des chose qui ont pas de bon sens, mais qui, parce qu'elles ont du «tork» comme on dit au Québec (de la gueule, des idées qui flashent, qui accrochent), donnent le goût, et cela peut aider à mobiliser.

On propose de faire un brainstorming sur des idées qui n'ont pas l'air d'être raisonnables, en les disant quand même. On n'explique pas, et la consigne est de ne pas juger. Voici ce que ça donne :

- le tour de France du sparadrap
- aller poser la question au président de la république «qu'est ce que c'est la protection sociale»
- aller trouver des alliés riches
- faire un jeté massif de dossiers administratifs du haut de la tour Eiffel pour favoriser la simplification
- publier Les contes de la protection sociale
- une parade des géants de la protection sociale réalisés dans le garage de Bernard
- pénaliser les appauvrisseurs
- obtenir des industries pharmaceutiques la fin de la surfacturation
- le tour de France de la collecte à vélo des papiers des gens
- la journée mondiale des contributeurs doux et chauds de la protection sociale
- lancer un concours de l'absurdité administrative
- choisir des territoires zéro chômeur·e·s de longue durée qui mettent en principe les autres principes de la protection sociale
- proposer aux plus riches un accueil dans des familles en difficulté pour mieux – comprendre ce que c'est (adopter un riche)
- des politiciens un an au minimum social
- inclure l'AME dans l'assurance maladie
- imprimer des cartes de compétences hénaurmes

- chiffrer l'investissement social
- donner un carton rouge au président qui ne respecte pas
- faire une rencontre internationale de groupes intéressés à transformer la protection sociale
- créer une maison du droit et du citoyen en un jour dans une ville, dans un beau bâtiment, sans rien demander aux autorités
- construire une loi et se pointer à l'Assemblée nationale avec
- avoir une assemblée mêlée pour la moitié d'élus, pour la moitié de tirés au sort
- enlever les immunités aux élus qui n'ont pas respecté la loi
- classement annuel de l'administration la plus bête, avec un beau festival et des cartes d'or aux fonctionnaires plus humains, attentifs aux personnes
- concours lépine sur les inventions sociales
- unifier la fiscalité mondiale
- mettre en place un outil qui permette d'évaluer la protection sociale, le trip advisor de la protection sociale
- publier les montants RSA si on avait eu l'argent de la fraude fiscale
- fabrication d'un macaron RSA (résiste seul....)
- des kaplas géants sur le champ de mars
- des macarons «contributeurs doux»
- une carte de protection sociale
- une vidéo de type «bref» sur le thème «j'étais à la sécu»
- (<https://www.youtube.com/user/bref>)
- la protection sociale pour les nul-le-s
- créer le jeu de la protection sociale
- rappeler au gouvernement qu'ils sont à notre service
- faire une manif à l'ÉNA pour rappeler le principe du serviteur de l'État
- faire un énorme barbecue avec tout le monde (avec les dossiers administratifs)
- faire une manif devant l'Assemblée nationale avec des échelles dont le premier barreau est cassé et les macarons

On déclare la troisième mi-temps ouverte, rendez-vous demain matin pour la suite, place à la soirée.

### Apéro et fan zone



## 8 juillet 2016. Conjonctures, stratégie et actions pour la suite

*Apercevoir la conjoncture France/Europe/monde à prendre en compte pour notre projet et aussi celle des organisations porteuses. Ceci étant, identifier des actions à considérer pour l'année à venir. Ce sera l'essentiel du matin.*

*Développer un peu les actions prioritaires le matin et évaluer le séminaire. Ce sera pour l'après-midi.*

### Apports de la nuit



Alors que le groupe se retrouve pour une troisième journée, il nous arrive une livraison de mugs offerts par la maison à qui en voudra. La caisse se vide.



**Manu** explique comment se passera cette journée :

- d'abord une analyse conjoncture, pour placer nos idées de fou·e·s et nos actions dans le contexte dans lequel on vit, ce qui nous amènera à porter attention
  - à ce qui se passe dans le monde,
  - à ce qui se passe dans nos organisations,
- puis un vote indicatif pour prioriser les verbes d'action et les idées de fou·e·s de la veille,
- puis, au vu de ce qui ressortira, des groupes de travail pour préciser le plus possible, ce qu'on pourrait faire dans l'année.

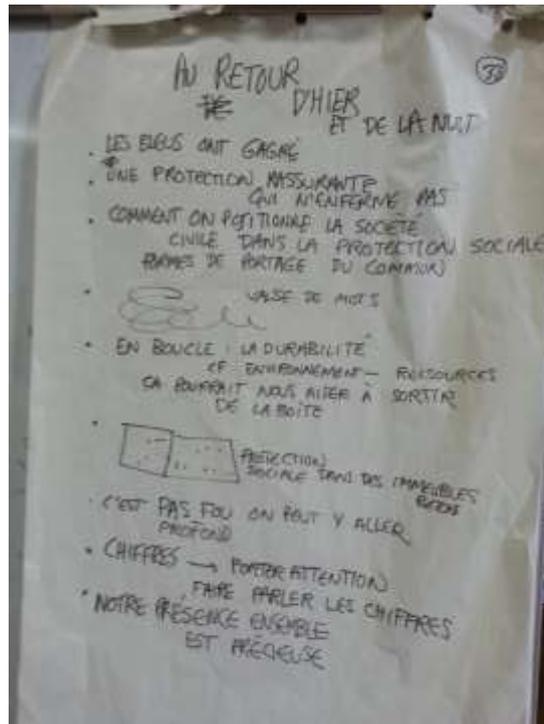
Notre travail collectif est un travail de proposition et pas un travail de décision. Cet aspect relève des organisations porteuses. Le comité de pilotage définira ce qui pourra se faire en fonction des idées qui seront ressorties, mais aussi du temps disponible et des autres chantiers des organisations. Ceci dit, l'équipe d'animation s'engage à renvoyer au groupe l'information sur ce qui aura été arbitré par le comité.

Vu qu'on est dans différents niveaux organisationnels et régions, c'est bien d'avoir une journée pour élaborer des propositions et que ce ne soit pas seulement le comité de pilotage qui le fasse.

- Ensuite, en après-midi, on aura un temps de bilan personnel et collectif.

Comme la fatigue est là après deux journées intenses, **Vivian** revient avec des exercices de Qi Gong. On refait l'exercice du premier jour pour «jeter la schnoute» et on ajoute quelques exercices de nettoyage énergétique et d'ancrage pour se connecter à la terre qui nous porte.

Comme la veille, on se partage les pensées de la nuit.



Tout d'abord, disons-le, comme le rappelle **Reza** : Les bleus ont gagné !

**Séverine** a retrouvé deux mots à ajouter aux actions à envisager. On y reviendra plus loin.

**Denis** se demande comment faire pour être «dans une protection qui n'enferme pas». Et qui soit rassurante pour le plus grand nombre, y compris dans le cadre national).

**Claude** : Dans les travaux hier, on a parlé aussi comment on positionne la société civile dans la protection sociale. On peut penser un protection sociale étatique et nous, on vient en complément derrière, ou réfléchir à comment la société civile est partie prenante de cette protection sociale. C'est peut-être comme ça qu'on peut faire le lien entre le chaud et le froid. Il faudrait aller creuse de ce côté.

**Manu** : Ce qui permet de distinguer deux formes de portage du commun, par l'État ou par les organisations de la société civile.

**Emmanuelle** a gardé une impression de vase de mots, avec un besoin de poser, de clarifier, d'organiser tout cela

Pour Bernard Thibaud, «il me revient pas mal en boucle la question de la durabilité. Je me dis que ça peut nous aider à nous déplacer par rapport aux 50 dernières années, aux modes de production, de consommation, de ressources possibles, finies.

On peut faire un parallèle avec tout l'environnement de la protection sociale». Depuis pas mal d'années, souvent il a fallu chercher des ressources d'une autre nature que celles qu'on pensait pouvoir être celles du travail, de l'argent. Il y a des notions de protection, de prévention, de simplicité, «de Terre, aussi, de protection beaucoup plus large que nous-mêmes». Les objectifs de développement durable aussi. Ça pourrait nous aider à sortir un peu de la boîte dans laquelle on est pour se déplacer sur un champ plus large.

**Manu** : Les immeubles de la sécurité sociale sont souvent les immeubles de béton construits dans les années 50, des cubes. Si on devait dessiner un immeuble de la protection sociale, une maison, comment ce serait ?

Madely : Sur les contenus et la démarche, cela me dit que c'est pas fou, on peut y aller...

Vivian : Même si on a des idées de fou·e·s.

Madely : Oui, justement.

Comme on se le dit c'est à la fois profond et pas fou.

### **Ce qui reste du troisième détour : kaplas et comptes autrement**

Dans la salle en soirée, une petite équipe a remonté, en kaplas fabriqués par Bernard, les montants associés aux différents domaines de la protection sociale. Devant, il y a des haricots, qui représentent les personnes qui perçoivent ces allocations, avec un haricot pour 100 000 personnes.

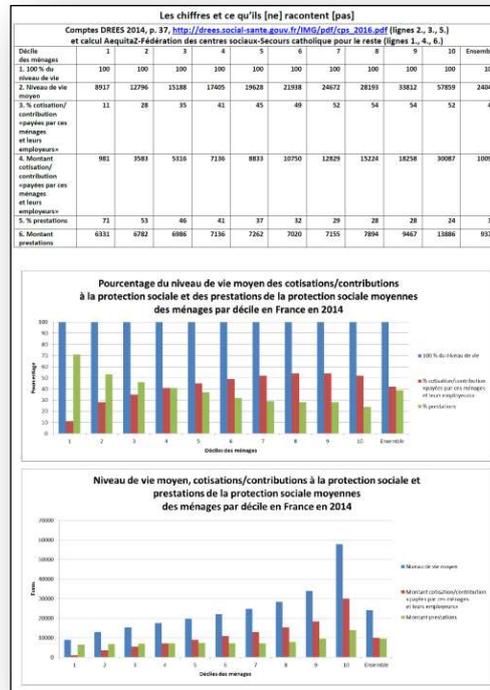


Dans le plan initial, on avait prévu un troisième détour sur la manière dont l'argent entre et sort dans chacun de ces domaines. À défaut de ce détour, qui restera à faire, et pour lequel nous avons maintenant le matériel, **Celina** présente une petite compilation que Vivian a réalisée à sa suggestion. Elle montre qu'on a tout avantage à s'intéresser aux chiffres et aux comptes. Et en fait, à ce qu'ils disent et ne disent pas.

Dans cette compilation, faite à partir des comptes de la DREES dont on a parlé pendant les trois jours de la protection sociale, reçoivent moins que les plus pauvres en prestations de la protection sociale. C'est vrai en pourcentage de leur revenu disponible, mais si on regarde plutôt en

termes de montants reçus, les plus riches reçoivent aussi plus que les plus pauvres de la protection sociale. Ce qui est, disons-le, une tout autre histoire<sup>9</sup>.

L'équipe d'animation dépose le document, qu'on retrouvera à l'annexe 3 de ce compte rendu.



Voir l'annexe 3, en fin du compte rendu.

**Vivian** : Derrière les comptes il y a les contes<sup>10</sup>. Avancer sur la protection sociale suppose de s'occuper de l'un et de l'autre. Quand les gens nous donnent des chiffres, ça vaut le coup de s'équiper pour leur poser des questions. On peut aussi travailler sur les chiffres. Cela vaudrait la peine de le faire une fois, pour rendre les chiffres parlants. Il y a matière à s'intéresser à cette partie-là. Apprendre à faire parler ces chiffres, pour nous.

**Manu** : Ça suppose de trouver la manière de les faire parler : les kaplas, par exemple.

Avant de passer à la suite, et à la suite des pensées de la nuit, il vient à Vivian une pensée du matin.

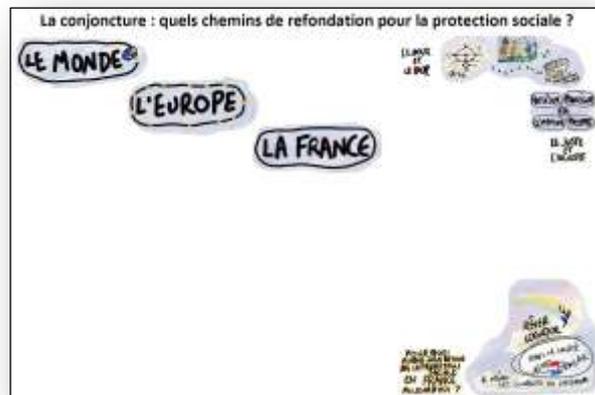
**Vivian** : Il m'est resté une phrase entendue de Laurent hier, qui me disait qu'il était rare qu'il y ait autant de gens de l'interne du Secours catholique pour une exploration de trois jours, y compris le secrétaire général, avec la présence de Bernard Thibaud. C'est vrai que c'est remarquable de pouvoir prendre trois jours ensemble comme ça. On est chanceux d'être ce groupe-là ensemble avec des gens qui viennent de différentes régions, qui vivent la protection sociale à divers niveaux,

<sup>9</sup> Peut-être qu'il y aurait un boulot là pour le carrefour de savoirs, une de ces bonnes fois, de prendre le temps d'appivoiser ces chiffres et de les interroger à la lumière des questions que le groupe se pose à partir de la vie.

<sup>10</sup> Ce que dit Patrick Viveret depuis plusieurs années.

et qui pour certain-e-s travaillent à divers niveaux des organisations qui s'intéressent à la question. Je sens comme un privilège d'être ensemble à se poser des questions citoyennes avec toute notre variété.

## La conjoncture France-Europe-monde



**Manu** présente l'exercice qu'on va faire. Des choses bougent autour de nous, dans nos organisations, dans la société française, en Europe et dans le monde. Dans ce premier temps, sur la conjoncture France-Europe-Monde, on parlera de ce qu'on vit comme citoyen-ne, de l'actualité dans laquelle on est.

Deux post-it sont distribués à chaque personne. La tâche est la suivante :

- aujourd'hui, en France, en Europe ou dans le monde, noter deux éléments qui nous marquent et qui seraient à prendre en compte quand on parle de protection sociale.

Ce peut être en positif ou en négatif, localement, ou plus large.

Ensuite on se le partage et ça vient se placer sur une affiche prévue à cet effet.



Voici ce qui émerge.

**Charles** : Développement des mouvements citoyens. Replis sur soi, stigmatisation.

**Claude** : Échéances électorales de 2017 en France, positif et négatif. Nouveaux Objectifs de développement durable au niveau mondial, mais aussi en France (cf un rapport fait chaque année).

**Séverine** : Élections présidentielles 2017. Écouter plus les citoyen-ne-s.

**Vanessa** : L'écart se creuse de plus en plus entre les très pauvres et les très riches dans le monde. Le nombre d'associations qui travaillent avec le pouvoir d'agir.

**Bernard Schricke** : Le vieillissement de la population. La lépénisation des esprits.

**Emmanuelle** : La fragilisation de l'Europe et de ses principes. Les migrations et l'incapacité à accueillir l'autre.

**Daniel** : Remise en cause des modèles sociaux européens, la commission européenne travaille sur cela. Les objectifs de développement durable voté en 2015 par l'ONU, il y a un qui est sur le travail et la protection sociale.

**Bernard Thibaud** : Fragilisation du modèle social européen. Objectifs de développement durable.

**Laurent** : L'argent hors contrôle, pas de prise sur l'argent, spéculation mais non plus sur celui qu'on arrive à répartir. Le poème de Boris Vian, «je voudrais pas crever», des forces dures, mais en même temps il y a de l'énergie et de la poésie à aller chercher pour vivre et résister.

**Marie** : Le trou de la sécu. La lenteur administrative. La médecine à deux vitesses. La prévention. Ça bouge mais trop lentement.

**Fabrice** : Une opinion publique qui pense que les allocataires du RSA n'en font pas assez pour s'en sortir par eux-mêmes. Les difficultés de santé qui augmentent dans certains domaines, exemple, par la pollution. L'habitant indigne. Le vieillissement et la dépendance.

**François Mendy** : La nécessité de s'allier avec d'autres organisations européennes. Inciter les autres organisations de la société civile dans d'autres pays où la protection sociale n'existe pas.

**Denis** : Le repli sur soi comme réponse à une société qui se fragilise du monde à ici. Des gens qui se bougent et se mobilisent collectivement pour construire une autre société, versus l'Europe, cf l'Espagne et la Grèce.

**Fulbert** : Un effort d'ouverture sur la connaissance des problèmes des autres, avec des gens qui prêtent attention à ce qui se passe. L'avenir (par exemple la mobilisation anti loi travail) : «les gens regardent plutôt devant».

**Françoise** : Le cloisonnement géographique par catégories d'âge et de situations sociales, avec des choses qu'on ne voit pas parce qu'on est dans une catégorie, alors que c'est poreux. Les nouvelles alternatives de vie : les nouvelles formes d'habitat.

**Jérôme** : La montée du populisme, le repli, la recherche du bouc émissaire. Le déficit d'imaginaire politique. Il y a des choses, mais on manque d'un projet qui nous ferait rêver, comme si il n'y avait plus d'alternative.

**Madely** : La défiance vis à vis d'une démocratie représentative, la montée des projets citoyens. L'individualisme, l'inattention, l'insouciance aux plus démunis.

**Reza** : Mondial, la dislocation des pensées, ne plus penser pour tous, chacun pense à soi. Repli sur soi.

**Jeanne** : Revoir ce qui est convention droit des étrangers, droits de l'homme, injustice que des personnes peuvent circuler comme elles veulent et d'autres qui sont cantonnées dans des camps, comme les migrations. Penser aux dimensions

économiques, écologiques et sociales. Comme pas de gaz de schiste plutôt que du gaz de schiste qui donne des emplois. Il y a d'autres façons pour donner du travail.

**Véronique** : La montée d'Internet et des difficultés que cela entraîne sur les personnes, besoin de prendre en compte les nouvelles technologies, besoin d'accompagnement sur le terrain. Écologie, air, prendre en compte ces choses plus globales.

**Ghislaine** : Santé dans les années 80, les maladies auto-immunes étaient très réservées, en 2000 on est mieux soigné avec les nouveaux protocoles progrès de la médecine. AAH qui est un peu bas, vraiment bas.

**Raymonde** : J'aimerais que l'endroit où j'habite cela s'améliore, que ce soit beau. Que les gens les jeunes fassent un effort et que cela vienne d'eux-mêmes

**Manu** : C'est l'aspiration à bien vivre près de chez soi.

**Raymonde** : Le rapport entre générations, la position des jeunes dans la société d'aujourd'hui, la place des jeunes dans la société d'aujourd'hui. Le monde on voit qu'il y a quelque chose qui se transforme, la circulation, le va et vient, le mélange. On vit à l'échelle de la planète. On vient tous d'horizons différents.

**Laurent** lit un extrait [ci-dessous au complet] du poème de Boris Vian, *Je voudrais pas crever*, pour en montrer aussi la partie positive.

<b>Je voudrais pas crever</b>	Si si si je savais	La fin de la douleur
Avant d'avoir connu	Que j'en aurai l'éternelle	Les journaux en couleur
Les chiens noirs du	Et il y a z aussi	Tous les enfants contents
Mexique	Tout ce que je connais	Et tant de trucs encore
Qui dorment sans rêver	Tout ce que j'apprécie	Qui dorment dans les
Les singes à cul nu	Que je sais qui me plaît	crânes
Dévoreurs de tropiques	Le fond vert de la mer	Des géniaux ingénieurs
Les araignées d'argent	Où valsent les brins	Des jardiniers joviaux
Au nid truffé de bulles	d'algues	Des soucieux socialistes
Je voudrais pas crever	Sur le sable ondulé	Des urbains urbanistes
Sans savoir si la lune	L'herbe grillée de juin	Et des pensifs penseurs
Sous son faux air de thune	La terre qui craquelle	Tant de choses à voir
A un côté pointu	L'odeur des conifères	A voir et à z-entendre
Si le soleil est froid	Et les baisers de celle	Tant de temps à attendre
Si les quatre saisons	Que ceci que cela	A chercher dans le noir
Ne sont vraiment que	La belle que voilà	Et moi je vois la fin
quatre	Mon Ourson, l'Ursula	Qui grouille et qui s'amène
Sans avoir essayé	Je voudrais pas crever	Avec sa gueule moche
De porter une robe	Avant d'avoir usé	Et qui m'ouvre ses bras
Sur les grands boulevards	Sa bouche avec ma bouche	De grenouille bancroche
Sans avoir regardé	Son corps avec mes mains	Je voudrais pas crever
Dans un regard d'égout	Le reste avec mes yeux	Non monsieur non madame
Sans avoir mis mon zobe	J'en dis pas plus faut bien	Avant d'avoir tâté
Dans des coinstots bizarres	Rester révérencieux	Le goût qui me tourmente
Je voudrais pas finir	Je voudrais pas mourir	Le goût qu'est le plus fort
Sans connaître la lèpre	Sans qu'on ait inventé	Je voudrais pas crever
Ou les sept maladies	Les roses éternelles	Avant d'avoir goûté
Qu'on attrape là-bas	La journée de deux heures	La saveur de la mort...
Le bon ni le mauvais	La mer à la montagne	
Ne me feraient de peine	La montagne à la mer	

**Raymonde** : Dans le monde, il y a quelque chose qui pousse, qui se transforme, je le vois de jour en jour, la circulation, c'est fort.

**Manu** : On vit à l'échelle de la planète. De mon côté, j'ai mis l'Internet coopératif. Effet 1984 : le langage se déstructure, on n'arrive plus à appréhender les choses,

contrôle maximal. Ça me fait bizarre du côté de la protection sociale, de penser une seule forme, par exemple avec la fusion des fichiers.

**Celina** : Des reculs sur les droits, avec l'exemple de la loi sur le travail. Même si on dit qu'il faut sortir du travail, c'est tout de même un gros recul. Ce sont des reculs qui sont imposés même quand les gens ne les veulent pas. Et un mot brésilien, *descarado* : on ne se cache plus, ça a à voir avec ce qui se passe au Brésil, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres augmente, et à côté, on voit un système qui continue à creuser ça et les gens n'ont plus aucune honte.

**Manu** : Sans vergogne.

**Vivian** : Inégalités et contrôle social, avec des retours en arrière, je le sens fort chez moi, mais j'ai compris que c'est partout. Document de Daniel Pennac «Eux c'est nous» à propos de l'arrivée des réfugiés en quantité, les mouvements de population, et les réactions que cela suggère, les «trumperies», et le fait que les mouvements de population, cela vient du climat et des guerres. On parle de protection sociale et c'est comme si des gens vivaient le mouvement inverse, un mouvement de dé-couverture.

**Guillaume** : On est beaucoup dans des choses négatives, c'est véhiculé dans les médias, or il y a la soif d'un monde plus vivable, cf le film *Demain* et comment il est accueilli, une envie très claire et partagée des gens à vivre dans un monde différent. Nous avons du mal à trouver les espaces collectifs pour dire nos attentes communes et nommer un avenir positif. Nous sommes pris entre la rapidité, le monde qui s'accélère à une vitesse folle, qui invite à prendre des décisions de plus en plus souvent, et la difficulté où notre folie franco française incapable d'être dans le consensus – donc de prendre des décisions partagées : cf la loi travail, qui pourrait être favorable sur certains points à une nouvelle protection sociale des actifs (cf CPA), mais qui n'a donné lieu qu'à des querelles et des conflits. Rapidation versus incapacitation.

**Manu** : Ce qui ressort et qu'on a déjà évoqué : migrations, écologie, numérique. En plus : un contexte où il y a potentiellement plus de recul, où ce qu'on pense est à contre-courant des mouvements d'opinion et du mouvement politiques. C'est à prendre en compte dans nos stratégies, pour savoir dans quelle mesure on résiste à ces reculs et dans quelle mesure on propose pour ne pas être seulement dans la critique.

**Bernard Thibaud** : On parle de courants contraires. On est à la fois contre-courant, c'est des courants assez profonds.

**Manu** : C'est vrai qu'il y a aussi des mouvements citoyens, sur l'aspiration à mieux vivre. C'est intéressant de les situer, car on n'est pas dans le film *Demain*. Il y a quelque chose là à positionner. Dans un des verbes qu'on a énoncés, il y a «trouver des alliances».

**Jérôme** : Dans la Drôme, les alternatives sont un peu des alternatives de repli. On a renoncé à changer des choses au niveau plus large. On va construire un monde meilleur, mais au niveau des familles, très localement. Ça peut aussi être bien, les prémisses d'autre chose.



**Vivian** a tenté de saisir les grandes lignes de tout ça sur une affiche. C'est comme si ça va «mal bien», pour ne pas dire «bien mal», qui a un autre sens. Comme si c'était un temps comme ça. Elle a placé sur un axe horizontal une tendance «devant», en quête d'horizons, avec des soifs, de la poésie, de l'imagination, représentée dans le film *Demain* et une tendance *1984* avec le contrôle, l'austérité, le repli sur soi, la grisaille, un seul monde possible, l'incapacitation, la découverte, le tout sans vergogne. Entre les deux, des écarts, des clivages, des murs versus des droits, des nouvelles technologies, certaines de nature coopératives, des choses qui vont vite et qui peuvent nous emmener dans un sens ou dans l'autre. Puis ce qui va du local, l'endroit où on habite, le désir de bien vivre, faire sens de la vie, les générations, au plus global, France/Europe/monde, dans le désir de faire quelque chose. C'est fort. Comme si on était entre le recul et l'alternative. Ça a des avantages et des inconvénients. Un des avantages est que dans une situation comme cela tu peux faire un poids dans la balance.

On complète le résumé visuel.

**Denis** aime l'idée des poids, le poids lourd du repli d'une conjoncture compliquée, le poids léger des mobilisations aux différentes échelles, du très local au mondial. On sent qu'elles ne font pas le même poids, le poids du repli est très lourd, alors que la dimension des mobilisations, des aspirations, de la transformation de ce qui est compliqué, comme les technologies qui ont une double face, comme Internet, qui peut faire fracture ou être un vrai outil de coopération, est encore trop poids plume dans l'histoire. D'où voir comment on peut faire en sorte de rééquilibrer cette balance et d'inverser le poids.

**Jérôme** aime bien cette histoire d'équilibre. Il y a aussi quelque chose entre l'inertie et le mouvement. Il se rappelle le livre *La fin du travail*, en 1986, on nous dit qu'on est à la fin d'un monde, d'une époque, mais on ne voit pas la suite. Il commence à s'impatienter de cette inertie.

**Françoise** voit un mouvement qui va dans un sens et qui tire dans l'autre, un jeu de tir à la corde, «mais la corde est tellement longue que les mouvements, on ne les sent pas tout de suite».

**Bernard Thibaud** pense à des tourbillons. Quand il y a des courants contraires, ça crée des tourbillons. Parfois, il ne faut pas s'épuiser à lutter contre le courant, mais prendre le courant, et on ressort ailleurs. Entre reculs et alternatives, il vaut mieux chercher les alternatives.



## La conjoncture des organisations porteuses

Nous passons à la conjoncture des organisations porteuses. Le groupe se divise cette fois par organisation pour un quinze minutes plus pause, pour se situer comme organisation pour la suite de ce projet. Ce qui nous aidera ensuite à dessiner la stratégie commune.



## AequitaZ



**Jérôme** fait le rapport pour les participant-e-s d'AequitaZ.

- Il y a un intérêt super grand sur le projet car c'est un levier de changement sur la question des inégalités, de l'écologie et du coup, ça donne un axe structurant, y compris pour les autres axes de travail de l'association. «Ça permet de rattacher le travail qu'on fait au quotidien avec les gens avec un travail sur les racines pour quoi ils vivent ces situations.»
- AequitaZ, c'est un peu comme si on était une île déserte. On est une petite barque. On peut embarquer facilement les gens. Cela rend facile l'embarquement sur le projet sur la base de l'envie et de la volonté. C'est facile de le décider, d'y aller.
- Le groupe se situe du côté de la construction du monde de demain et de la question de la poésie «qu'on a envie de porter dans le projet».
- On est ardemment attaché à continuer le travail dans une dynamique de croisement de savoirs, pour ancrer ce travail dans la vie des gens qui vivent la précarité.
- Avant d'ouvrir à d'autres mondes, il y a encore besoin d'avancer dans ce croisement, qui nous surprend toujours, qui peut nous déstabiliser, mais qui est essentiel.

### Centres sociaux

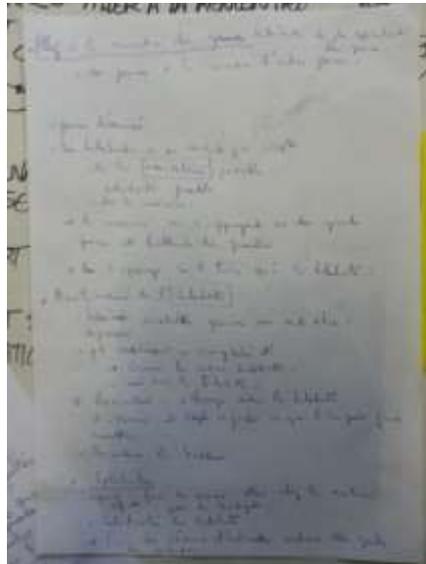


**Denis** fait le rapport pour les centres sociaux.

- Dans la réflexion, il y avait un habitant, une fédération départementale et une fédération nationale.
- Les centres sociaux, c'est un réseau de centres, de fédérations régionales, et une fédération nationale, mais ce n'est pas un réseau injonctif. Ce n'est pas parce que le national décide que c'est la priorité. Cela ne va pas suivre nécessairement. Les gens ont la liberté d'y aller ou pas.
- Du côté des centres sociaux, la protection sociale n'est pas abordée ou rarement en tant que telle, mais elle est abordée par des bouts spécifiques : accès aux droits, santé, insertion numérique.
- Une dynamique locale est essentielle car une fédération nationale ne s'occuperait pas de protection sociale si ces questions très concrètes et locales n'avaient pas été abordées. Elle est toutefois en capacité de fédérer des actions locales autour de points spécifiques pour mobiliser collectivement sur ces questions.
- Il y a un enjeu à trouver la façon de faire pour raccrocher la protection sociale à partir de ces entrées spécifiques.

- La protection sociale touche tout le monde, mais aussi des approches plus spécifiques dans le réseau : bien vieillir, les jeunes, les migrants, des entrées par public qui peuvent être intéressantes.
- On est dans un contexte qui se durcit, avec une fragilisation des centres sociaux sur les territoires. C'est compliqué, mais en même temps on porte des choses très fortes sur l'importance de la parole et de l'action des gens comme moteur pour comprendre et agir sur son quotidien, mais aussi sur les questions du monde.
- Dans la démarche, c'est ce qui nous intéresse : la place, la parole des gens autour de cette question sur comment repenser la protection sociale.
- Sur la question des alliances et des complémentarités, on peut travailler avec beaucoup de monde dans les centres et les fédérations. Parce qu'on est différents, il y a à trouver les points communs, mais aussi les écarts qui vont nous permettre d'être complémentaires.

### Secours catholique



Pour le Secours catholique, il y avait trois petits groupes : Yvelines, Île-de-France, Nord-Pas de Calais, équipe nationale.



C'est **Charles** qui fait le rapport pour le groupe Yvelines.

- Cette année, le projet est d'aller à la rencontre des habitants, et notamment des jeunes, pour leur faire prendre conscience qu'il sont une contribution possible, des solidarités possibles, en s'appuyant sur les habitants pour parler d'habitant à habitant.

- Dans notre contexte, dans ce qu'on repère et ce que pourrait être notre contribution, et en réfléchissant aux freins aussi, les habitants ne se rendent pas compte de la contribution qu'ils pourraient avoir. Il y a l'enjeu d'aller vers et de trouver des relais.
- Au service de cette réflexion, on peut explorer l'habitat sur des situations concrètes Île-de-France, rencontrer et échanger avec des habitants sur la problématique de l'habitat insalubre
- s'associer avec eux et regarder ce qu'on peut faire, rencontrer ensemble le bailleur, plutôt que chaque habitant.
- Sur l'aspect organisationnel de l'interpellation, il y a la solitude sur les problèmes de personnes isolées, monter des réseaux d'entraide pour que les gens puissent s'organiser sur les gestes du quotidien ou des démarches à faire pour explorer de l'entraide, des réseaux de solidarité qui pourraient faire partie de la protection sociale.



**Bernard Schricke** fait le rapport Hauts-de-France.

- On a été concrets.
- On est déjà beaucoup à avoir participé aux séminaires, et plusieurs réseaux.
- Il y a des ressources humaines disponibles pour le projet.
- Il y a plusieurs échéances devant : le séminaire à Noisy en septembre, la Journée mondiale du refus de la misère, et la journée en novembre du Secours catholique.
- On voudrait profiter de nos vacances pour essayer de parler avec les gens à partir d'une difficulté de la vie : comment ils s'en sont sortis et comment la protection sociale est intervenue ou pas.
- Puisqu'on est 13 à avoir participé, partir d'ici en ayant fixé une date pour se rencontrer à la rentrée, se voir et se dire comment on monte en puissance,
- Se servir des événements comme des étapes pour mobiliser, faire remonter du récit, de la proposition.
- Passer de 13 à 100.

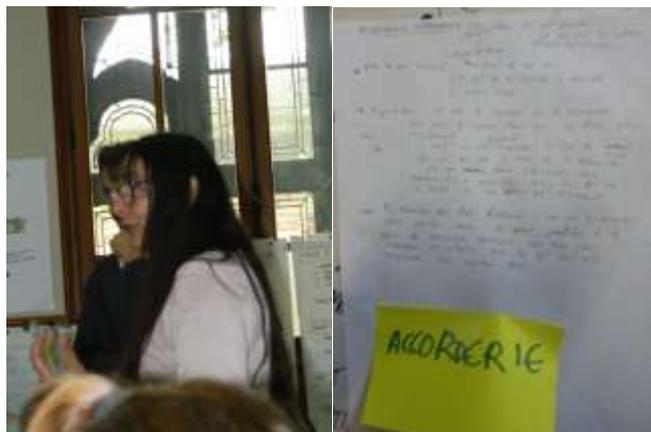
On voit ici qu'une région a une approche quartier et une autre une approche mixte, locale et délégation, en cherchant le moyen de créer un réseau et de se soutenir dans ce travail.



**Bernard Thibaud** fait le rapport pour l'équipe nationale.

- Ce projet a une très grande cohérence politique avec toute la réflexion sur le projet national pour les 10 ans à venir. Les changements visés touchent la reconnaissance des savoirs des personnes, l'accès aux droits, les inégalités territoriales et la question culturelle. Les moyens rencontrent le renforcement du pouvoir d'agir, l'expérimentation, la quête de sens.
- C'est porté politiquement au plus haut niveau, mais il faut aussi faire redescendre le projet en proximité, et l'incarner.
- L'approche khalavie s'avère le bon angle, plus que par public ou grande thématique. L'approche protection sociale peut être très technocrate, il faut l'incarner.
- Il y a une connexion entre ce qu'on vit au niveau national, mais aussi européen et mondial. Comment arriver à se connecter avec ces niveaux, Caritas Europe et monde, mais aussi français ? Comment faire que notre pensée locale soit le plus globale et mondiale possible. Ce n'est pas toujours facile. On aborde les questions France et international de façon très distincte. Il y a un enjeu à les rapprocher.
- Les migrations et la protection sociale sont des sujets très « lourds » au niveau du secours catholique. Ce serait bien de les faire se croiser.

### Accorderie

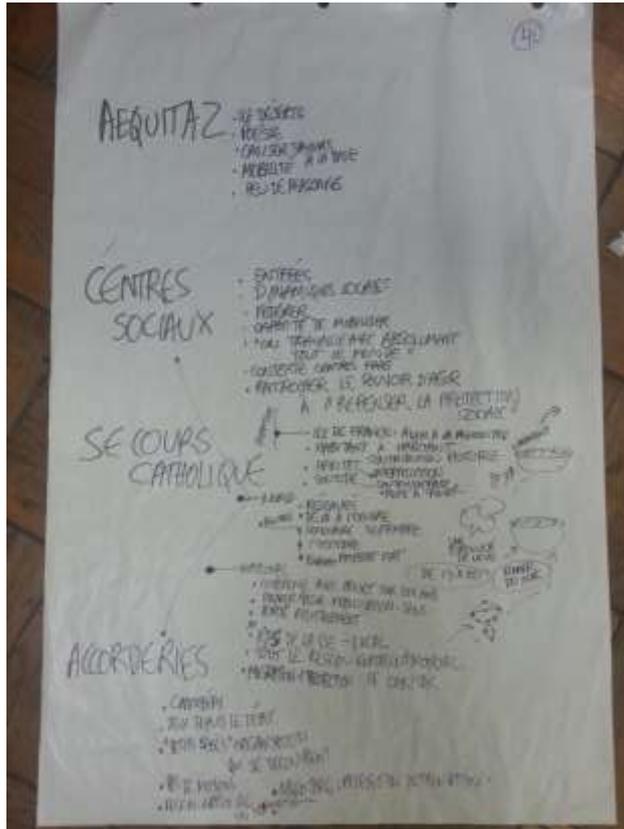


Comme les accorderies, dont celle de Chambéry, ont participé informellement au processus depuis le début, il a été proposé à Françoise et Vanessa de faire aussi un petit groupe. C'est Françoise qui fait le rapport.

- Ce n'est pas par hasard que les accorderies sont là.
- Nous ne sommes pas engagés comme structure car nous sommes très jeunes.

- En rentrant, on veut trouver le temps de faire le récit de ce qu'on vit, pour voir comment cela réagit au niveau des accordeur-e-s et de l'Accorderie.
- Il n'y a pas d'espace-temps formel pour être là-dessus, mais une vigilance à avoir.
- Idem pour le réseau national des accorderies, qui a deux événements annuels, dont un en novembre, avec une journée de proposition de thématiques, et on va proposer cette thématique.
- La présidente nationale du réseau a participé au premier séminaire à Die.

### Si on résume...



**Manu** mentionne certains traits communs aux différents groupes :

- l'attachement à partir de la vie des gens,
- le croisement des savoirs,
- partir de la vie des gens plutôt que du panier.

Nos différences de taille, de structure et d'ancienneté peuvent être vécues comme des contradictions ou comme des complémentarités.

**Vivian** relève un point qui pourrait être utile à ajouter à notre tableau des verbes d'action pour la suite. Dans sa présentation, Denis a parlé de «repenser la protection sociale». C'est moins ambitieux que «refonder», c'est quelque chose qui vient avant, un objectif intermédiaire moins exigeant à court terme. Commencer à repenser par là et par là, comporte moins d'exigence sur l'urgence d'être systématique que «refonder». On ajoute cette expression dans les verbes dans les verbes d'action, en position intermédiaire.

On voit aussi qu'il y a moyen d'aller se placer dans le schéma de référence, chacun quelque part. Entre organisations, on ne prend pas tous le schéma par le même bout, mais le terrain de jeu collectif est possible.

**Denis** ramène une remarque de Manu, en écho à ce qu'a dit Charles, entre histoires de vie et contributions. Il fait apparaître un nouveau curseur entre «quelles sont vos histoires de vie» et «quelles sont vos contributions». C'est un nœud possible pour la mobilisation.

**Bernard Thibaud** voit un autre point commun : repenser la protection sociale pour tous et avec tous.

Vivian suggère qu'un premier objectif pour la mobilisation pourrait être de relier la vie au panier. Dans une première étape, permettre aux gens de faire des liens entre un morceau du panier et des bouts de vie paraît comme un incontournable. C'est quelque chose qui pourrait se faire assez vite.

Pour Charles, collecter histoires de vie paraît incontournable. Et ça peut se compléter par l'angle de la contribution. On peut explorer comment au niveau local on y va, pour interroger d'autres aspects, en fonction des histoires de vie des gens, par exemple la relation avec Léo Bureau.



## Un vote indicatif

Dans les dernières minutes, Vivian a eu de l'aide pour distribuer à chacun·e trois petits auto-collants carrés et jaunes, et trois petits auto-collants ronds et rigolos. Manu explique.

On est dans l'exploration dans un sujet qu'on ne connaît pas totalement. On le fait et tient à le faire d'une autre manière que des gens qui le pensent seulement dans leur bureau. En 2016, on a décidé de produire une trousse d'animation, qui existe même si elle reste peu utilisée, et de tenir un carrefour des savoirs qui aurait lieu trois fois dans l'année. La suite est à inventer ensemble et si ce plan d'action on peut l'écrire à trente, ce sera mieux.

Les outils existants, on peut les laisser de côté ou les modifier pour les mettre au service du projet. On peut aussi accepter que le projet puisse partir dans une autre direction.

Pour aider le comité de pilotage, l'équipe d'animation propose de faire deux votes, un sur les verbes d'action, et un sur les idées de fou-e-s. Chacun·e dispose de trois voix pour chaque tableau, à appliquer soit sur une même action ou une même idée, soit sur des différentes. Même si choisir c'est renoncer, cela permettra d'avoir collectivement une représentation de là où on pense qu'il faut mettre de l'énergie et de où on veut que le projet aille, dans l'année qui vient.

Ce sont simplement des votes de sensibilité.



## Des morceaux qui se précisent pour l'action

Manu lance le dernier après-midi de travail. Il propose de terminer la partie du séminaire comme tel à 15h00, pour se donner ensuite un peu de temps ensemble pour une évaluation, avant les premiers départs qui devront se faire à 15h45.

Pendant l'heure qui nous reste, on reprend ce qui a été lancé en fin de matinée : explorer certaines des idées priorisées, pour faire des propositions au comité de pilotage qui réunit les organisations et qui devra tracer le chemin de l'année qui vient, et des prochaines. On va donc faire des «groupes d'idéation», pour étoffer les actions qui ressortent davantage.

La première tâche est de prioriser les votes que nous avons fait avant de partir au déjeuner. Jérôme a commencé l'exercice. On complète.

Du côté des idées de fou-e-s, les résultats du vote sont les suivants.

- Des kaplas géants sur le champ de mars, 13 points
- Publier *Les contes de la protection sociale*, 13 points
- *La protection sociale pour les nul* [on comprend qu'il s'agit d'une version de type «les aventurier-e s de la protection sociale» et non de type «les assisté-e-s de...», autrement un récit présentant notre aventure], 8 points
- Faire une rencontre internationale de groupes intéressés à transformer la protection sociale, 7 points
- Lancer un concours de l'absurdité administrative, 6 points
- Concours Lépine de l'innovation sociale [à intégrer dans une publication ?], 5 points

À côté de cela, on a les deux outils existants qui sont le carrefour de savoirs et la trousse d'animation, qu'on doit intégrer dans notre réflexion, pour savoir si on les garde ou pas, si on les modifie, et ainsi de suite.

Du coté des verbes d'action, les résultats du vote sont les suivants.

- Recueillir des témoignages, 10 points
- Rendez-vous annuel public de la protection sociale, 9 points
- Faire des liens entre la vie et le panier, 8 points
- Se structurer, 7 points
- Expérimenter, 6 points
- Nouer des alliances, 5 points
- Aborder les sujets qui fâchent, 5 points

On essaye alors de regrouper le résultats des votes, des idées de fou-e-s, les verbes, les outils existants, pour constituer les groupes. L'exercice est difficile pour s'y retrouver et ne pas perdre d'idées auxquelles on tient beaucoup dans le regroupement.

**Manu** s'essaye à un premier regroupement. Par exemple, regrouper la trousse d'animation, qui servait à essayer de faire remonter des choses de ce que les gens vivent, l'idée d'une publication, et l'idée de recueillir des témoignages. Cela peut être cohérent, mais cela ne veut pas dire que les témoignages ne servent qu'à une publication. Ils peuvent servir à autre chose, mais ce regroupement peut être cohérent. Un autre groupe pourrait se constituer autour de l'idée d'un événement annuel, qui peut aller ensemble avec l'idée des kaplas géants. La publication peut d'ailleurs être calée sur l'événement annuel, ou pas.... On peut les penser séparément et ensuite voir si c'est intéressant de les relier. Il y a aussi une dimension recherche, avec le carrefour des savoirs, qui est potentiellement à discuter, pour savoir si on le garde ou pas, qu'on pourrait regrouper avec «aborder les sujets qui fâchent», ou «faire les liens entre la vie et le panier». Manu demande à

ceux et celles qui ont voté sur ces idées de préciser ce qu'ils avaient derrière la tête, pour qu'on évite de mal interpréter les votes.

**Celina** précise qu'elle a voté pour «aborder les sujets qui fâchent» en pensant quand on parle de protection sociale, par exemple à la question de savoir s'il faut qu'on compte les contributions bénévoles.

**Reza** précise que lui, a pensé à comment la protection sociale est considérée.

**Vivian** se dit qu'il y a des idées qui peuvent se retrouver à plusieurs endroits, et avoir la préoccupation que ce n'est pas uniforme

**Françoise** pense qu'il y a quelque chose à jouer dans les carrefours de savoir sur l'idée de faire le lien entre la vie et le panier.

**Vivian** ajoute que cela peut aussi se faire dans une publication comme «les contes de la protection sociale». Elle a aussi voté pour l'idée de «la protection sociale pour les nul-le-s», et souhaite préciser ce à quoi elle pensait en faisant ce vote. Il y a quelque chose à raconter de l'expérience qu'on fait depuis plus d'un an, notamment présenter le schéma, avec une explication plus complète que les deux paragraphes d'explication qui sont dans la trousse, pour que d'autres gens puissent aller jouer dedans. Raconter et proposer à d'autres de venir embarquer : «en se mettant à cinquante personnes, on a trouvé ces choses-là, mais pour continuer à chercher, il faut être plus nombreux, cela vous tenterait de chercher ?», «voici les images, voici où on est rendu, avez-vous envie de raconter votre histoire, d'ajouter quelque chose ?». Cela vient accompagner l'idée des contes, comme un livret qui raconterait l'histoire.

Elle pense aussi que la question de l'international pourrait être le thème de l'un des groupes de travail, car c'est une idée qui est ressortie des votes, mais qui n'apparaît pas dans les premiers regroupements que l'on vient de faire, et elle mérite une réflexion particulière. De la même façon, «se structurer, nouer des alliances» mérite peut être aussi un groupe, dans l'idée d'aller parler à d'autres organisations.

**Manu** vérifie si les votes pour cette idée touchaient à la structuration et aux alliances entre nous, ou avec d'autres.

**Denis** répond que pour lui, il y a ces deux dimensions.

**Manu** ferait bien un groupe sur «expérimenter».

**Charles** a voté pour cette idée, et il la pensait pour l'articulation et le lien avec la vie. C'est à dire un groupe de réflexion, un groupe de collecte, une ouverture qui continue à explorer avec les personnes concernées. C'est un aspect qui peut nous emmener plus loin, ou ouvrir d'autres espaces de réflexion. Cela demande d'aller sur le terrain, d'aller voir avec les gens.

**Emmanuelle** ajoute que l'expérimentation est aussi un outil pour diffuser, mobiliser. Quand on a testé certains outils, on a ensuite envie de se mobiliser, entrer dans le projet. Alors que si on en entend seulement parler, cela peut faire peur. «Pour moi, l'expérimentation c'est autant nous, expérimenter ce que nous faisons, mais aussi expérimenter sur le terrain, avec les gens, voir ce que cela produit. »

**Jérôme** avait proposé le verbe expérimenter. Ce qui lui semble intéressant, dans expérimenter, c'est que cela donne un horizon plus proche, en se disant qu'avant de refonder, on va expérimenter des bouts dans le réel, sans pour autant tout engager.

**Emmanuelle** donne l'exemple de rejoindre l'expérimentation « territoires zéro chômeurs ».

**Vivian** demande si l'idée de «la maison des droits » serait une expérimentation ?

**Laurent** voit qu'on pourrait regrouper les idées en trois grands pôles : «dire communiquer sensibiliser, mobiliser», avec les témoignages, les événements, les kaplas, faire le récit de notre action, un autre groupe de l'ordre de la recherche/expérimentation, et un troisième groupe autour des idées de «prioriser, structurer, nouer des alliances, faire des réseaux. Ce sont trois pôles qu'on va devoir traiter.

**Manu** irait plutôt sur six petits groupes sur des idées plus précises, quitte à les regrouper après dans le comité de pilotage. Pour laisser émerger les idées, et voir ce qui sort, par exemple, du groupe «international».

C'est bon pour **Laurent**.

Après cet exercice de synthèse collective, six sujets font consensus. On désigne des animateur·e·s qui sont déjà dans le comité de pilotage pour les petits groupes :

- publications et trousse (Denis)
- **événement annuel (Laurent)**
- dimension internationale (Daniel)
- carrefour des savoirs et dimension recherche (Celina)
- se structurer et nouer des alliances (Bernard Schricke)
- expérimenter (Manu)

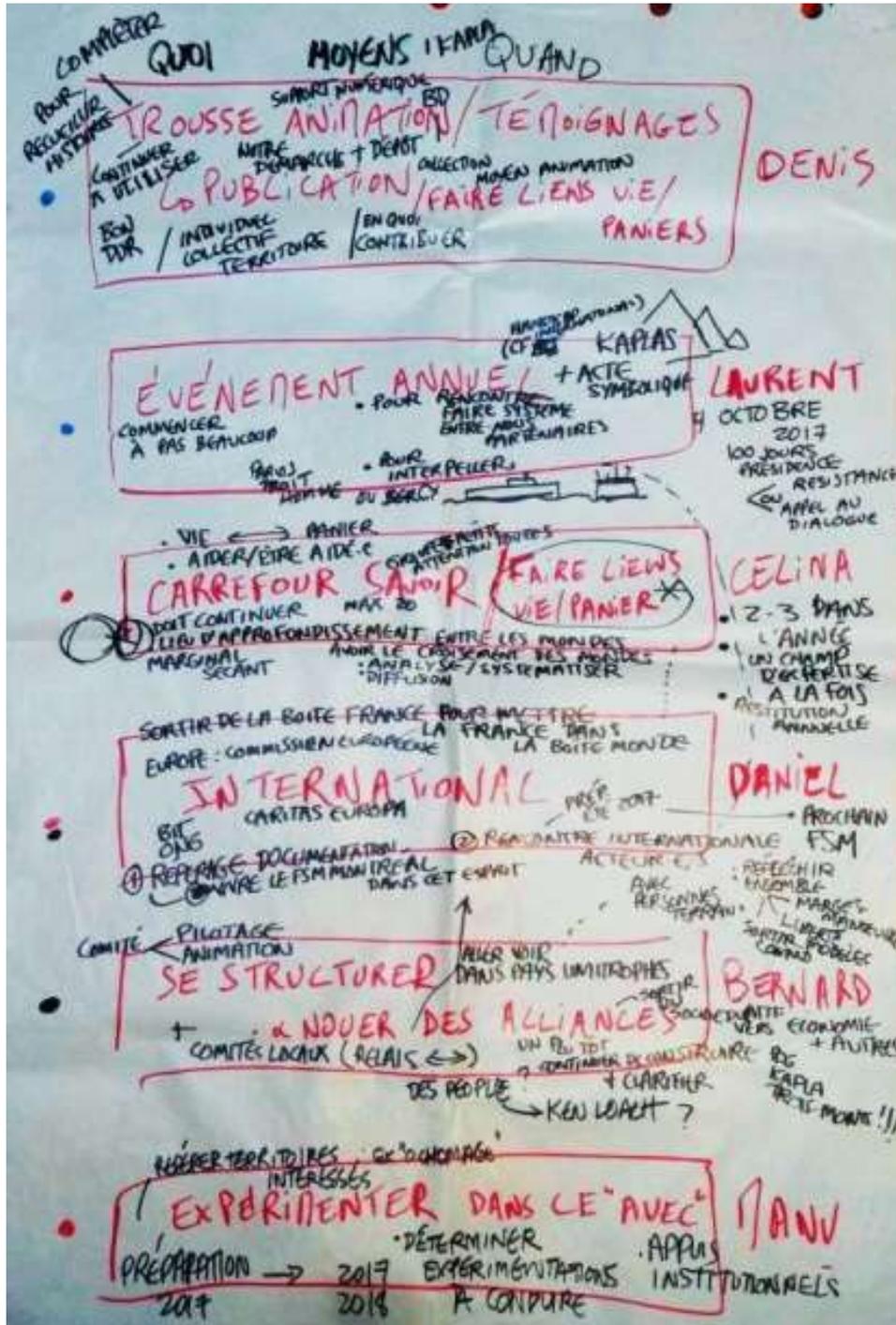
La consigne pour les groupes : dans le quart d'heure qui suit, répondre au quoi et au comment. Autrement dit préciser :

- ce qu'on voudrait faire (un quoi plus précis),
- quels seraient les moyens dont on aurait besoin, en temps, compétences, calendrier, et ainsi de suite, soit une indication en fonction de ce qu'on veut faire (si on prend l'idée de la publication, on n'aura pas besoin des mêmes types de moyens, si on veut faire du recueil de témoignages ou raconter le chemin déjà parcouru).

**Vivian** précise : «Sachant qu'on n'est pas un groupe qui prend des décisions, mais qui va alimenter des personnes qui vont prendre des décisions, et qui sont d'ailleurs en partie ici, qu'est-ce qu'on aimerait leur dire, par rapport à ces propositions d'action pour la prochaine année ?»

Go.

Après un quart d'heure, on se retrouve pour la restitution des groupes. On se donne deux minutes par groupe, juste pour se dire comment on a «habillé» les points qu'on avait à traiter.



**Les contes de la protection sociale/la protection sociale pour les nul-le-s/trousse d'animation**

Denis fait rapport.

Quoi ? Trois choses ont paru importantes.

- Des récits de vie individuels qui racontent la vie des gens, le rapport à la protection sociale dans ce qu'elle a de dur, d'injuste mais aussi dans ce qui fonctionne bien. C'est important que les témoignages ne soient pas que sur du négatif.
- Avoir aussi la dimension collective, on vit dans un territoire, et c'est intéressant d'accrocher les histoires au territoire dans lequel on vit, ou aux

collectifs auxquels on appartient. Important de montrer, valoriser ces dynamiques-là.

- Témoigner aussi de en quoi cela paraît important de contribuer à la repensée, la refondation de notre protection sociale.

**Comment ?** On a imaginé deux types de supports.

- Un support numérique (site Internet) pour rendre visible, sous forme de vidéos ou d'autres supports, des récits et témoignages captés de façon organisée dans notre démarche, mais permettant aussi à des gens qui ne sont pas dans notre démarche de pouvoir venir déposer des choses sur leur histoire. Le site Internet permet aussi de ne pas se donner de limites, dans le nombre de témoignages.
- Des bandes dessinées : imaginer une collection de BD, avec par exemple une BD par année, avec des entrées différentes. C'est une entrée ludique, intergénérationnelle, et cela peut être un moyen d'animation pour nos réseaux.
- La mallette dans la forme actuelle a toute sa validité, il faut continuer à l'utiliser pour identifier des situations. Par contre, elle n'aide pas à recueillir des récits structurés, il y aurait intérêt à la compléter par des outils qui aideraient à structurer les restitutions de récits.

**Moyens.** «Un petit kapla nous suffit. Un petit milliard et on fait tout cela.»

## **Un événement annuel le 4 octobre**

Laurent fait rapport.

**Quoi et pour quoi ?** Plusieurs objectifs.

- Un premier objectif de rencontre de réunion, pour «faire système» avec toutes les personnes concernées, un point de rendez-vous entre nous, avec tous ceux qui sont impliqué mais aussi des partenaires, un lieu de construction ou de rendez-vous d'alliances.
- Un deuxième objectif serait d'interpeller, dire des choses sur la protection sociale.
- On s'est aussi posé la question si, au-delà d'une rencontre, ce ne serait pas important de poser un acte symbolique, pour qu'on ne reste pas que sur une rencontre-débat. On aime bien l'idée des kaplas, et l'idée d'organiser la présentation des kaplas d'année en année, et l'évolution du budget de la protection sociale avec des kaplas qui bougent selon des critères à définir. Un peu comme Handicap International et sa pyramide des chaussures.

## **Sur les moyens et opportunités**

- Comme c'est très chronophage d'organiser ce type événements, on s'est dit qu'on peut commencer à peu, avec une alternative : si on doit faire quelque chose en octobre 2017, comme on serait dans les 100 jours de la présidence de la république, on pourrait penser à quelque chose pour ce moment-là. Selon le prochain président et ce qu'il aurait mis en œuvre, si les destructions annoncées se réalisent, cela peut être un acte de résistance, et si ce n'est pas si catastrophique, cela peut être comme un appel au dialogue. Donc déjà se retrouver pour faire cela ensemble

**Vivian** mentionne que le lieu peut ajouter du piquant à l'événement, par exemple «au Québec on avait loué une salle à la Bourse pour parler de notre proposition de loi citoyenne sur la pauvreté». Avec un lieu inattendu, on peut faire un événement où on n'est pas très nombreux mais dans un endroit remarquable, qui attire l'attention.

**Jérôme** mentionne le parvis des droits de l'homme ou devant Bercy.

### **Carrefour de savoirs**

Celina fait rapport.

#### **Sur quoi et avec qui ?**

- On s'est d'abord dit qu'il faut que les carrefours de savoirs continuent, surtout car c'est le lieu d'approfondissement entre les mondes. Le carrefour des savoirs est un marginal sécant. Il faut donc des personnes de tous les mondes : des personnes vivant des situations diverses et en particulier des personnes vivant des situations de pauvreté, des experts pédagogues, des Léo bureau.
- Sur les thématiques, deux grandes thématiques qui nous paraissent importantes. D'une part, le lien entre la vie et le panier et puis la thématique autour de «Aider et être aidé·e», c'est à dire valoriser les solidarités, les aides, le bénévolat. Ce sont des questions qui pourraient être traitées.

#### **Comment ?**

- Il faut des groupes petits (maximum 20) avec une attention à la parole de tous. Pour cela, il y a à réfléchir bien les animations, le parcours jusqu'au carrefour, quitte à prévoir les préparations, pour que chacun puisse arriver préparé au carrefour et que le croisement entre les mondes puisse se faire au mieux possible.
- On s'est dit qu'il fallait aussi réfléchir à l'analyse du contenu, la documentation, la systématisation et le partage du contenu à d'autres.
- Sur la régularité, ce serait bien d'avoir plusieurs réunions : 2 ou 3 dans l'année, avec un champ d'expertise à la fois. Lors du Carrefour de Die, on avait deux champs, avec Pierre Mazey qui nous apporté du contenu sur la question du non-recours, et Alain qui apportait son expérience d' élu sur la gouvernance, du système, mais c'est trop. Il vaut mieux prendre un champ à la fois. On propose une restitution bilan à la fin de chaque année, sur ce qui s'est fait dans l'année, et en invitant tous les participant·e·s à la démarche d'ensemble. Cela permettrait à tout le monde d'accompagner ce qui se fait même si on n'a pas participé aux carrefours.

### **International**

Daniel fait rapport.

#### **Quoi**

- On s'est d'abord dit qu'il était important de sortir de la boîte France pour mettre la France dans la boîte monde et relier les deux.
- Il y a beaucoup de groupes qui travaillent sur le sujet de la protection sociale, ici et ailleurs, par exemple on a évoqué, au niveau mondial, les objectifs de développement durable, le Bureau International du Travail,

beaucoup d'ONG petites ou grandes, des regroupements de syndicats, les mutuelles. Et puis au niveau européen, on a évoqué la crise des modèles sociaux européens, mais aussi la Commission Européenne qui travaille sur ces questions, ainsi que Caritas Europa

- Une première étape de repérage, documentation. Le FSM 2016 à Montréal serait à vivre dans cet esprit : prendre des contacts, repérer des acteurs, des mobilisations intéressantes. On fait un tour de la salle : Celina, Vivian seront à Montréal, ainsi que Daniel et une délégation du Secours Catholique.
- La deuxième étape serait une rencontre internationale d'acteurs de la protection sociale, avec une rencontre préparatoire à quelques-un·e·s un groupe de 30 ou 50 personnes), pour être dans la production avec des acteurs divers, pour réfléchir ensemble et discerner les «murs porteurs» de la protection sociale, ceux qu'on peut garder pour refonder. On imagine cette rencontre à l'été 2017. La rencontre internationale en elle-même, plus importante, pourrait être imaginée pour le prochain FSM, pour aller plus loin et avec plus de monde.
- Les buts de ces rencontres sont de réfléchir ensemble, repérer les marges de manœuvre, les innovations, se donner la liberté de repenser la protection sociale, et se permettre de sortir des modèles connus.

**Bernard Thibaud** ajoute que la délégation du Secours Catholique au FSM regroupe aussi des personnes de terrain, qui vivent en situation de pauvreté. Dans la perspective d'organiser quelque chose pour le FSM 2018, certains acteurs du carrefour des savoirs pourront aussi porter là l'expérience qu'ils vivent.

**Daniel** pense que ce qu'on fait là est bien dans l'esprit du FSM.

## **Se structurer/alliances**

**Bernard Schricke** fait rapport.

- On a déjà dans la structuration actuelle deux comités de pilotage («copil») nationaux : un copil politique et un copil animation-recherche. Aujourd'hui, ils se recoupent quelques fois un peu, mais ils trouveront leurs rôles avec la montée en charge du projet.
- Le groupe propose de réfléchir à la possibilité de copil locaux, dont la maille territoriale est à réfléchir : le bassin de vie, ou la région. Ils auraient pour objectifs de coordonner les acteurs actuels et éventuellement ceux qui nous rejoindraient, d'alimenter les copil nationaux, de partager les expériences et les ressources. Ils pourraient, le moment venu, être des relais de communication et de plaidoyer de ce qu'on aurait à proposer.
- Pour faire le lien avec le groupe «international», on a imaginé que les copil situés dans des régions frontalières pourraient avoir comme prérogative d'aller auditionner ce qui se joue en matière de protection sociale dans les pays limitrophes (ce qui est doux et ce qui est dur, ce qui marche bien et ce qui ne fonctionne pas).
- Sur le thème «nouer des alliances», on pense qu'il est peut-être un peu tôt pour élargir. Il nous faut encore construire, argumenter, définir plus clairement ce que serait notre proposition, pour nouer nos alliances à partir d'une plateforme qu'on propose et pas dans l'absolu. En même temps, on s'est dit qu'il fallait qu'on élargisse, qu'on sorte du monde du social et socio-éducatif pour aller chercher des acteurs d'autres mondes : de la recherche, de l'économie (dans des réseaux comme Entrepreneurs et Dirigeants

Chrétiens, mais aussi des personnes comme Emmanuel Faber, le PDG de Danone).

- Enfin, dernière proposition, on s'est demandé si ce n'était pas intéressant de trouver des «people» qui pourraient porter notre parole et qui auraient l'avantage d'être connus.

Quelques-uns-e· proposent Ken Loach.

**Bernard** ajoute que dans les acteurs économiques, on pourrait aller chercher le PDG de Kapla et le PDG de Trois Monts, avec qui on a déjà des partenariats «de fait» !

## Expérimenter

**Emmanuelle** fait rapport.

On a défini trois types d'action qui seraient une préparation sur 2017, pour ensuite engager l'action en septembre 2017 ou en 2018. Ces trois actions seraient à mener en parallèle et à croiser.

- Repérer les territoires potentiellement intéressés par une expérimentation, en faisant attention à ce qu'il y ait une diversité des territoires d'expérimentation, pour que ce soit représentatif des situations de la protection sociale en France.
- Repérer, définir et créer les idées concrètes qu'on souhaiterait expérimenter, à partir d'expérimentations qui existent déjà ailleurs ou à partir de ce qu'on a pu réfléchir ou imaginer.
- Solliciter et nouer des appuis institutionnels, pour garantir la viabilité de ces expérimentations, et que ça puisse se faire à différents niveaux.

**Manu** ajoute l'idée de prendre appui sur la liste des territoires candidats à l'expérimentation «zéro chômeurs» : comme il y a une centaine de territoires candidats mais seulement 10 qui seront financés, on a une base de territoires potentiellement intéressés. D'autant plus que le Secours Catholique est très en ligne sur cette expérimentation.

L'avantage d'expérimenter est aussi de s'assurer qu'on n'est pas dans une injonction bureaucratique qui continue de fonctionner dans l'immeuble en béton, mais qu'on crée la possibilité d'essayer aussi d'autres formes de protection sociale, tout en ne restant pas uniquement dans l'entraide de proximité.

**Vivian** pointe le travail fait sur les trois jours qui nous fait arriver à toutes sortes de propositions, des choses qui pourront être faites et qui sont en cohérence avec ce qui a déjà été fait.

On arrive à 15h00. C'est maintenant le temps de passer au bilan du séminaire.

## Évaluation

On va faire ce bilan en deux temps.

Tout d'abord, puisque un des verbes d'action ressortis hier touchait à avoir une vision claire, on va essayer de se donner une idée de ce qui en est de ce côté.

Nous n'avons plus de feuille de paper board. On retourne alors le tableau, pour écrire sur la partie blanche à l'arrière. Il y a une barre au milieu qui rend quelques fois l'exercice difficile.

**Vivian** rappelle les objectifs du séminaire : voir le chemin parcouru, explorer quelques nouveaux points qui étaient des implicites, et déterminer le chemin à parcourir. L'objectif

était aussi de faire tout cela dans une rencontre entre le carrefour des savoirs et les organisations qui soutiennent le projet.

La démarche proposée, pour évaluer, est que chacun·e se demande, à cette heure-ci, ce qu'il ou elle a l'impression de voir plus clairement, et/ou, inversement, de ne pas voir [encore] clairement.

On se gardera ensuite un quinze minutes pour aller sur la vie du groupe, du point de vue des impressions, dans le dur ou dans le doux de ce qu'on a vécu comme personne

### Clair/pas [encore] clair



En raison des termes utilisés, voir clair et pas clair, Manu et Vivian se rappellent du conte du roi qui a mal aux yeux, et qui s'en va chercher une eau pour guérir de tout mal ses yeux pour qu'il puisse voir clair. Dans ce conte, il y a l'histoire du monstre qui dort les yeux ouverts, et qui veille les yeux fermés. Il a les yeux fermés une heure par jour, qui est le moment où il voit clair !

	<b>Pas [encore] clair</b>	<b>Plus clair</b>
<b>Vanessa</b>	Les financements	Le chemin à parcourir avec les étapes clé
<b>Emmanuelle</b>		Partenaires, institutions présentes
<b>Denis</b>	J'ai l'impression qu'on a parcouru plusieurs chemins sur les trois derniers jours, et les points de croisement entre ces chemins ne sont pas tout à fait clairs.	Le chemin à parcourir et les étapes clé
<b>Véronique</b>		Depuis qu'on est passé de refonder à repenser la protection sociale, cela paraît moins ambitieux et plus accessible.
<b>Madely</b>		Le terme repenser permet de s'approprier la démarche.
<b>Jérôme</b>	sSur les opportunités du contexte et sur qui pourraient être nos alliés dans cette histoire-là, parce qu'on n'a pas travaillé sur cette question, mais aussi parce qu'il y a des choses qui changent très vite.	
<b>Daniel</b>	On est au début du chemin de la décantation des résultats, et cela intéresse. qu'on continue ce chemin là aussi, celui du dévoilement des résultats.	Sur les premiers résultats et sur le chemin
<b>Vivian</b>		Ce matin, lors de notre travail sur la conjoncture, j'ai eu une image d'un un film québécois, <i>La turbulence des fluides</i> , où la marée s'arrête, où tout est suspendu, il y a un drôle d'équilibre entre la tension vers l'avant et la tentation du repli sur soi. Aujourd'hui, j'ai comme vu plus clair ce moment-là. Je ne sais pas trop où cela conduit, mais cela m'explique aussi ce que j'ai vécu au Québec en ce moment avec le projet de loi sur l'aide sociale. L'incertitude des temps avec leurs potentiels.
<b>Bernard Thibaud</b>	Sur la place des experts <sup>11</sup>	
<b>Laurent</b>	J'ai l'impatience des synthèses. Même si il y a quand même des grandes indications, il faut encore qu'on avance sur le concret de ce qu'on va faire dans l'année à venir, il faudra qu'on reprenne tout cela, et il y aura des choix à faire.	Sur notre capacité à fonctionner ensemble

<sup>11</sup> En complément à ce que dit Bernard, Vivian partage son sentiment de confirmation que le cadre inhabituel dans lequel on a travaillé nous permet quand même de faire quelque chose ensemble. Notre cadre marginal nous permet de travailler.

<b>Claude</b>	Comment cela va trouver sa place dans l'agenda, le sien et celui du Secours catholique	
<b>Daniel</b>		C'est très clair de voir que c'est rajouter des choses là où il n'y a pas de place, dans les «cases ajustables» du calendrier
<b>Vivian</b>		Pour avoir dessiné beaucoup de cases, il y a une théorie des cases qui se construit.
<b>Fulbert</b>		Comment ce rêve peut devenir une réalité
<b>Guillaume</b>	Le lien entre ce commun, qui sont des intentions convergentes, et comment toucher à la machine qui est très compliquée et très fragile. Avec bonnes intentions on peut aussi faire des bêtises : si on reprend l'image des kaplas, si on en bouge un cela peut tout faire tomber. C'est une vraie difficulté qui rejoint la question du dialogue avec les experts et les parents de Léo Bureau, qui sont nés en 1945 et qui ont légué à leur fils le soin d'être le gardien du système <sup>12</sup> .	Ce qu'on peut porter en commun
<b>Claude</b>		Le fait qu'il faut libérer la schnoute
<b>Manu</b>	Il y a quelque chose de neuf dans la dimension internationale. On vit aussi dans le brexit, cela bouge fort au niveau européen. Je me demande dans quelle mesure il ne faudrait pas penser à 10 ans, avec l'imbrication européenne. On continue à être très franco français dans une partie des solutions proposées.	Confirmation de la méthode qui permet de continuer d'avancer et du schéma qui continue d'être valide
<b>Bernard Schricke</b>	Un point qu'il faudra travailler avec les experts : celui des impacts à passer d'un financement basé essentiellement sur le travail à un financement basé sur la fiscalité. Quel serait l'impact en matière de fiscalité, et en matière de fiscalité des ménages. Si c'est pour faire un CICE +++, ce n'est pas sûr que l'on y gagnerait, car en même temps on aurait un transfert de charges important. L'idée est séduisante mais faut s'outiller pour ne pas jouer avec le feu, ou savoir que ce sera énorme	Je sens bien qu'on avance à chaque fois. Il y a une bonne part de navigation à vue, mais comme on s'est donné un cadre, cela le fait.
<b>Denis</b>	On repose notre réflexion et notre démarche sur le fait de donner la parole	

<sup>12</sup> Cf ce qui a été soulevé la veille, à savoir que cela ne se ferait pas sans toucher à la machine.

	et la place au plus grand nombre, et je continue à ne pas saisir complètement sur quoi et comment on travaille avec ce plus grand nombre dans nos réseaux.	
--	--	--

L'exercice fait que **Vivian** continue de penser au conte des *Trois princes* et du roi qui a mal aux yeux. Elle ne pourra pas nous le raconter, mais s'engage à nous l'envoyer. Il est aussi [partiellement](#) sur le site Internet d'Aequitaz<sup>13</sup>. Parmi les liens qu'elle fait, elle réalise qu'elle est en train d'écrire à l'arrière du tableau, et dans le conte, il y a aussi un moment où on met une enveloppe pour l'avenir à l'arrière d'un tableau. C'est beau d'y penser. Il faudra se le conter !

### En doux et en dur

**Manu** nous fait vivre une évaluation personnelle de type «avance d'un pas». On dit quelque chose en avançant d'un pas. Si les autres sont d'accord, ils et elles avancent d'un pas. Voici ce qui ressort.

#### En dur

- Certains propos trop techniques
- Un peu fatigué-e

#### En doux

- Merci à Bernard pour son accueil et sa gentillesse
- Facile de trouver sa place
- Enrichissement de l'information
- Implication de tous les participant-e-s
- De belles rencontres comme toujours
- Bien animé
- Pas trop pensé au dur dans la vie personnelle et mieux équipé-e au retour
- Me suis senti-e bien, merci
- On travaille sur un sujet compliqué et on se fait confiance, quitte à casser le plan et à refaire tout
- La bière
- Le Qi Gong
- Le lieu intérieur/extérieur
- La présence de Vivian qui permet de décaler
- Des formes d'exploration qui dégagent une vraie intelligence collective
- Merci pour ce privilège

Les véhicules attendent les premier-e-s voyageur-e-s.

Embrassades, brouhaha et à une prochaine.

Aurevoir Merville. On repart dans nos vies qui continuent.

---

<sup>13</sup> En fait, il est assez bien développé sur le site d'AequitaZ, même si c'est avec des reformulations. Ça devrait donner une bonne idée. On en trouvera la version source dans la publication suivante, avec un usage différent, mais qui pourra donner une idée de son potentiel : Pelchat, Y., Labrie, V., Gélinau, L., et Descheneaux, J. (2010). [La participation sociale, les âges vieux et la suite du monde. Des aînés, des intervenantEs, des gestionnaires, des chercheuses et des contes](#). Recherche exploratoire menée en 2010. Québec: Centre de santé et de services sociaux de la Vieille Capitale. Voir aussi la carte du conte présentée à l'annexe 4 du présent compte rendu.



**Compte-rendu :** Emmanuel Bodinier, Vivian Labrie et Celina Whitaker

**Photos :** Séverine Noël, Marie Vanvinck, Celina Whitaker, Vivian Labrie

**Graphismes :** Vivian Labrie

**Pour toute information :** Emmanuel Bodinier, 06 77 17 77 57 ou  
[manu.bodinier@aequitaz.org](mailto:manu.bodinier@aequitaz.org)



Version du 15 septembre 2016, intégrant les corrections reçues à cette date et une révision des liens Internet.

## Références

Cette liste reprend les références données lors des séminaires de Die et du Mont-des-Cats et ajoute quelques nouvelles références mentionnées dans le présent compte rendu.

Assedic : calcul des allocations chômage. Consulté le 2016-09-15, Voir <http://droit-finances.commentcamarche.net/faq/282-assedic-calcul-des-allocations-chomage>

CAF. Consulté le 2016-09-15, Voir <https://www.caf.fr/>

CARSAT Rhône-Alpes. Consulté le 2016-09-15, Voir <http://www.carsat-ra.fr/>

Chômage en France. Consulté le 2016-09-15, Voir [https://fr.wikipedia.org/wiki/Chômage\\_en\\_France](https://fr.wikipedia.org/wiki/Chômage_en_France)

CNAV (L'Assurance retraite). Consulté le 2016-09-15, Voir [http://www.securite-sociale.fr/CNAVTS-L-Assurance-retraite?id\\_mot=64](http://www.securite-sociale.fr/CNAVTS-L-Assurance-retraite?id_mot=64)

L'allocation de solidarité aux personnes âgées. (2013, 2016-06-04). *République française, Ministère des Affaires sociales, de la Santé, des Droits des femmes*. Consulté le 2016-09-15, Voir <http://social-sante.gouv.fr/affaires-sociales/personnes-agees/droits-et-aides/article/allocation-de-solidarite-aux-personnes-agees>

Mes allocations. Consulté le 2016-09-15, Voir <http://www.pole-emploi.fr/candidat/mes-allocations-@/index.jspz?id=76919>

pole-emploi.fr. Consulté le 2016-09-15, Voir <http://www.pole-emploi.fr/accueil/>

URSSAF. Consulté le 2016-09-15, Voir <http://www.urssaf.fr/index.html>

Alberola, E., Aldeghi, I., Concialdi, P. C., et Math, A. M. (2014). *Budgets de référence ONPES. Étude réalisée à la demande de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES). Rapport final*. France: Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), Département Évaluation des Politiques Sociales et Institut de recherches économiques et sociales (IRES),. Voir [http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport\\_Credoc\\_IRES.pdf](http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Credoc_IRES.pdf) .

Nouvelle référence au 2016-09-15 : Gilles, L., Covolo, C., Concialdi, P., et Math, A. (2014). *Budgets de référence ONPES. Étude réalisée à la demande de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES). Rapport final*. France: Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), Département Évaluation des Politiques Sociales et Institut de recherches économiques et sociales (IRES),. Voir [http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/ONPES\\_CREDOC\\_RAPPORT\\_FINAL.pdf](http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/ONPES_CREDOC_RAPPORT_FINAL.pdf)

Bissuel, B. (2015, 2015-09-29). Les retraites, premier sujet d'inquiétude pour les Français selon le Crédoc. *Le Monde*. Voir [http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/09/29/les-retraites-premier-sujet-d-inquietude-pour-les-francais-selon-le-credoc\\_4776474\\_823448.html#e6J5HUu4BoOey12p.99](http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/09/29/les-retraites-premier-sujet-d-inquietude-pour-les-francais-selon-le-credoc_4776474_823448.html#e6J5HUu4BoOey12p.99)

Bouchard, C. (2016, 2015-05-24). Un autre monde est possible. Voir <http://www.journaldemontreal.com/2016/05/24/un-autre-monde-est-possible>

Bozio, A. (2012). Les classes moyennes sont-elles matraquées par l'impôt ? *La Vie des idées* (2012-04-20). Voir <http://www.laviedesidees.fr/Les-classes-moyennes-sont-elles.html>

- Cazenave, M.-C., Duval, J., Eidelman, A., Langumier, F., et Vicard, A. *La redistribution : état des lieux en 2010 et évolution depuis vingt ans*. Paris: Institut national de la statistique et de l'étude économique. Voir [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=FPORSOC11h\\_VE33Redis](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=FPORSOC11h_VE33Redis)
- Chanut, J.-C. (2015, 2015-05-12). La pension moyenne de retraite s'élève à 1.306 euros bruts mensuels. *La Tribune*. Voir <http://www.latribune.fr/economie/france/la-pension-moyenne-de-retraite-s-eleve-a-1-306-euros-bruts-mensuels-475756.html>
- Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2006). *Couvrir les besoins et sortir de la pauvreté au Québec : une démarche citoyenne [Trousse d'animation]. Guide d'animation pour la démarche proposée en 2005-2006 incluant les outils de réponse et toute une série d'annexes ! [Document principal de la trousse]*. Québec: Collectif pour un Québec sans pauvreté. Voir [http://www.pauvrete.qc.ca/IMG/pdf/Guide\\_besoin\\_CQSP\\_petit\\_-3.pdf](http://www.pauvrete.qc.ca/IMG/pdf/Guide_besoin_CQSP_petit_-3.pdf)
- Colombi, D. (2015, 2015-05-18). En finir avec l'opposition égalité/équité. *Une heure de peine : Sociologie de l'actualité et actualité de la sociologie*. Consulté le 2015-05-19, Voir <http://uneheuredepeine.blogspot.fr/2015/05/en-finir-avec-lopposition-egaliteequite.html>
- Delalande, N. (2012). L'économie politique des réformes fiscales, Une analyse historique. *Débats et politiques, Réforme fiscale*, 122, 2012/3. Voir <http://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2012-3-page-35.htm>
- DREES. (2014). *La protection sociale en France et en Europe en 2012. Édition 2014*: République française, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques. Voir <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/comptes-protection-sociale-2012.pdf>
- DREES. (2016). *La protection sociale en France et en Europe en 2014. Résultats des comptes de la protection sociale. Édition 2016*: République française, Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques. Voir [http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/cps\\_2016.pdf](http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/cps_2016.pdf)
- Fayet, V., Vignon, J., et Clerc, D. (2014, 2014-11-17). Un nouveau souffle pour la protection sociale. *Secours catholique, Caritas France*. Consulté le 2016-09-15, Voir <http://www.secours-catholique.org/actualites/tribune-un-nouveau-souffle-pour-la-protection-sociale>
- France Stratégie. (2015, 2015-10-09). Rapport - Le compte personnel d'activité, de l'utopie au concret. Consulté le 2015-10-20, Voir <http://www.strategie.gouv.fr/publications/compte-personnel-dactivite-de-lutopie-concret>
- Gazier, B., Palier, B., et Périvier, H. (2014). *Refonder le système de protection sociale. Pour une nouvelle génération de droits sociaux*. Paris: Presses de Sciences Po, Nouveaux Débats
- Guisse, N., Hoibian, S., et Müller, J. (2015). Une majorité de Français souhaite des réformes progressives de la protection sociale. *CREDOC, Note de synthèse, Septembre 2015*, 19. Voir [http://www.credoc.fr/pdf/Sou/Note\\_de\\_synthese\\_N19\\_protection\\_sociale.pdf](http://www.credoc.fr/pdf/Sou/Note_de_synthese_N19_protection_sociale.pdf)
- Guisse, N., Hoibian, S., et Müller, J. (2015). Évolution de regard des français sur la protection sociale et sur les politiques de solidarité au cours des vingt dernières années. Rapport réalisé à la demande de l'Institut Montparnasse, laboratoire d'idées fondé

- par MGEN, et Terra Nova. Collection des rapports, n° 324: CRÉDOC. Voir <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R324.pdf>
- Hatzfeld, H. (1971). *Du paupérisme à la Sécurité sociale ; essais sur les origines de la Sécurité sociale en France (1850-1940)*. Paris: Armand Colin.
- Haut Conseil du financement de la protection sociale. (2014). *Rapport sur les perspectives de financement à moyen-long terme des régimes de protection sociale*: République française. Voir [http://www.securite-sociale.fr/IMG/pdf/rapport\\_hcfips\\_2014\\_perspective\\_financement\\_protection\\_sociale.pdf](http://www.securite-sociale.fr/IMG/pdf/rapport_hcfips_2014_perspective_financement_protection_sociale.pdf)
- INSEE. Distribution des niveaux de vie en 2012. Consulté le 2015-07-02, non accessible le 2016-09-15, Voir [http://insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATnon04247](http://insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon04247)
- INSEE. Distribution des niveaux de vie en 2013. Consulté le 2015-10-06, Voir [http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATnon04247](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon04247)
- INSEE. (2003, 2013-06-20). Revenu, consommation et épargne par catégorie de ménages en 2003. Les comptes de la Nation - Base 2005. Consulté le 2015-06-06, Voir [http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous\\_theme=2.2.1](http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=2.2.1)
- INSEE. Revenu disponible correspondant au seuil de pauvreté 2012 selon le type de ménage. Consulté le 2015-06-06 (non disponible le 2015-10-20), Voir [http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATnon04410](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon04410)
- INSEE. Revenu disponible correspondant au seuil de pauvreté selon le type de ménage en 2013. Consulté le 2015-10-06, Voir [http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATnon04410](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon04410)  
Nouvelle référence : INSEE. Revenu disponible correspondant au seuil de pauvreté selon le type de ménage en 2014. Consulté le 2016-09-15, Voir [http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATnon04410](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon04410)
- INSEE. (2014). *Les revenus et le patrimoine des ménages. Édition 2014*. Paris: Institut national de la statistique et des études économiques. Voir [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/REVPMEN14.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/REVPMEN14.pdf)
- James, W. (2005). *La volonté de croire*: Les Empêcheurs de penser en rond.
- Labrie, V. (1989). Liturgies paperassières de Laura Lafeuille : formulaires et rites de passage. *Canadian Folklore Canadien*, 11, 1-2, 57-75.
- Labrie, V. (1994). Topologie, contes et écologie humaine et sociale : des convergences épistémologiques. *Canadian Folklore Canadien*, 16, 2, 59-87.
- Labrie, V. (1997). Help ! Me, S/he and the Boss. Dans P. Greenhill & D. Tye (Eds.), *Undisciplined Women : Tradition and Culture in Canada* (pp. 151-166). Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press.
- Labrie, V. (1999). Going through Hard Times : A Topological Exploration of a Folktale Corpus from Quebec and Acadie. *Fabula*, 40, 1/2, 50-73.
- Lacoursière, A. (2015, 2015-09-30). Sondage Léger. On ne peut pas se substituer à l'État. *La Presse +*, pp. Section Actualités, écran 14. Voir <http://plus.lapresse.ca/screens/1b83788a-1eae-4688-9ed8-74d6e3c3847d%7C74lfVSdd8wXm.html>

- Lacoursière, A. (2015, 2015-09-30). Sondage: un Québécois sur deux craint la pauvreté. *La Presse*. Voir <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201509/30/01-4905195-sondage-un-quebecois-sur-deux-craint-la-pauvrete.php>
- Le Monde. (2016, 2016-05-14). « Moi, Daniel Blake » : quand l'Etat punit les pauvres. Consulté le 2016-09-15, Voir [https://www.youtube.com/watch?v=vjAf5Y8\\_3VE](https://www.youtube.com/watch?v=vjAf5Y8_3VE)
- Mahfouz, S., Boisson-Cohen, M., Garner, H., et Laffon, P. (2015). Le compte personnel d'activité, de l'utopie au concret. Rapport de la Commission Compte personnel d'activité présidée par Selma Mahfouz: France Stratégie. Voir [http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs\\_rapport\\_cp\\_a\\_final\\_2.pdf](http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs_rapport_cp_a_final_2.pdf)
- Mestrum, F. (2013). *Building Another World: Re-thinking Social Protection*: Global Social Justice. Consulté le 2016-09-15 (site bloqué), Voir [http://www.globalsocialjustice.eu/index.php?option=com\\_content&view=article&id=405&Itemid=15](http://www.globalsocialjustice.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=405&Itemid=15)
- Mestrum, F. (2014). *De la protection sociale néolibérale aux « communs sociaux »*. Note d'analyse 2014: Centre tricontinental. Voir [http://www.cetri.be/IMG/pdf/protection\\_sociale-17068-090914.pdf](http://www.cetri.be/IMG/pdf/protection_sociale-17068-090914.pdf)
- Ministère des Finances. (2016). *Régime québécois de soutien du revenu. Budget 2016-2017. Mise à jour consécutive à la mise en place de l'allocation canadienne pour enfants annoncée dans le budget fédéral 2016*. Québec: Gouvernement du Québec, Ministère des Finances. Voir [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/Revenu\\_Juin2016.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/Revenu_Juin2016.pdf)
- OCDE. (2015). Base de données sur la distribution des revenus : gini, pauvreté, revenus, méthodes et concepts. Consulté le 2016-09-15, Voir <http://www.oecd.org/fr/social/donnees-distribution-revenus.htm>
- OCDE. (2015). *Comparez votre revenu – Méthodologie et concepts*. Paris: OCDE. Voir <http://www.oecd.org/fr/statistiques/Comparez-votre-revenu-methodologie.pdf>
- OCDE. (2015). *In It Together: Why Less Inequality Benefits All*. Paris: OCDE Publishing. Voir <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235120-en>
- OCDE. (2015). Quelle est votre part ? Consulté le 2016-09-15, Voir [http://bd9da336ae.url-de-test.ws/index\\_fr.php?v=](http://bd9da336ae.url-de-test.ws/index_fr.php?v=)
- OCDE. (2015). *Tous concernés. Pourquoi moins d'inégalité profite à tous...au Canada*. Paris: OCDE. Voir <http://www.oecd.org/canada/OECD2015-In-It-Together-Highlights-Canada.pdf>
- OCDE. (2015). *Tous concernés. Pourquoi moins d'inégalité profite à tous...en France*. Paris: OCDE. Voir <http://www.oecd.org/fr/france/OCDE2015-Tous-Concernes-Inegalite-FRANCE.pdf>
- ONPES. (2015). *Les budgets de référence : une méthode d'évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale. Rapport 2014-2015*. Paris: République française, Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Voir <http://www.onpes.gouv.fr/Le-rapport-de-l-ONPES-2014-2015.html>
- Pelchat, Y., Labrie, V., Gélinau, L., et Descheneaux, J. (2010). *La participation sociale, les âges vieux et la suite du monde. Des aînés, des intervenantEs, des gestionnaires, des chercheuses et des contes. Recherche exploratoire menée en 2010*. Québec: Centre de santé et de services sociaux de la Vieille Capitale. Voir <http://www.csss.qc.ca/telechargement.php?id=814>

Sydo, et LeMonde.fr. (2014, 2014-01-22). Dessine-moi l'éco : la protection sociale. Consulté le 2015-07-12, Voir [https://www.youtube.com/watch?v=Z0IPxLcD\\_fA&spfreload=1](https://www.youtube.com/watch?v=Z0IPxLcD_fA&spfreload=1)

Secours Catholique Caritas France. (2014). Statistiques d'accueil 2013. Ces pauvretés que l'on ne voit plus. 1,5 million de personnes accueillies par le Secours Catholique. Rapport statistique. Paris: Secours Catholique. Voir <http://www.secours-catholique.org/IMG/pdf/rs-2013.pdf>

Thich Nhat Hanh. (2014). *No Mud, No Lotus: The Art of Transforming Suffering*. Berkeley: Parallax Press.

# Annexe 1. Une première compilation de ce qui est appris par les explorations

Fac-similé du document présenté par Manu et Celina le 6 juillet au matin.

**Quelques apprentissages des séminaires précédents**

*Version du 5 juillet 2016 – Céline & Manu*

1. Un schéma (qui est un cadre de travail / analyse proposition) qui s'est construit dans le cheminement... [Vivian]
2. On a réalisé des animations qui viennent explorer des bouts + un contenu qui se remplit (lentement) et continue de se remplir [nous avec d'autres qui ne sont pas là]
3. Un contenu qui apporte des éléments pour le rêver logique et les démarches de refondation et de plaider. On présente ici DE MANIERE SUBJECTIVE quelques points forts issus d'une première analyse des contenus des animations précédentes. [Manu et Céline]
4. Qui montre la richesse du matériel recueilli : il y a du chemin parcouru
5. Qui montre l'intérêt d'une analyse plus systématique de ce matériel  
En quelque sorte, ce premier document est une sorte d'exercice de pré-codage, qui peut permettre d'entrer dans le processus,
5. Qui est à compléter avec les participants des différents séminaires [les participants des séminaires]
6. Qui ouvre aussi à de nouvelles questions comme celles du pacte social et fiscal [que l'on va traiter tous ensemble]

p.19

**1. Pourquoi avons nous besoin de la protection sociale ?**

*Un travail de collecte systématique est en cours... (affiché sur les murs)*

On ne choisit pas tout ce qu'on vit. On ne choisit pas où ni quand on naît, où on tombe amoureux, où l'on meurt (i.e. la famille, la société, la période historique)

On ne choisit pas de se retrouver tout seul (par la vieillesse, par les aléas de la vie...)

Quand on se retrouve au chômage ou sans une activité rémunérée du fait de l'organisation économique de notre société.

Si on vit avec un handicap par accident, par maladie...

La protection sociale est un outil que la société se dote pour...

- Assurer une vie digne et/ou décente
- Développer des formes des solidarités au niveau d'une communauté politique [la solidarité peut se limiter à l'assistance des plus démunis, ou se fonder sur un groupe d'appartenance socioprofessionnel ou sur une communauté plus large]
- Compenser ou lutter contre des injustices au départ et tout au long de la vie et faire exister une égalité en droits [les inégalités peuvent être économiques, territoriales, de genre, générationnelles...]
- Vivre en paix et en fraternité ensemble et éviter des formes de violence générées par l'exclusion
- Soutenir certaines évolutions de la société face aux courants de l'histoire
- ...

« Pour être rassuré, pour ne pas être dans la survie constamment en pensant aux éventuels pépins de la vie »

« C'est une sécurité en arrière-plan, une sorte de base pour permettre de se projeter et choisir »

p.29

## 2. Khalavie

\* Actuellement, on ne prend pas en compte la personne dans sa globalité...

1. Les lignes sont séparées dans le schéma *Khalavie* et pour le système de protection sociale qui désigne des « risques » différents. Mais dans la réalité de nos vies, ces lignes sont dépendantes les unes des autres.
  - Exemple : L'un d'entre nous a été obligé d'arrêter de travailler à cause de sa situation de santé / ou le travail a des répercussions sur la santé (Ludovic) / Un divorce oblige à trouver un nouveau logement et constitue une perte de revenu...
2. **Le système public a besoin de cases fixes** pour attribuer des droits mais la vie ne rentre pas dans les cases. Elle les déborde.
  - 2.1 Dans certaines situations particulières où on est plus ou moins à la marge de ces cases / ou encore les cases de chaque système d'aide ne se recoupent pas bien / situations ibnesques :
    - Ex :
  - 2.2 ou de **situations de transitions**
    - Ex: quand on arrête du jour au lendemain une aide à domicile car la personne concernée est décédée ;

... ni dans son parcours de vie...

3. **La protection sociale se fonde sur des « états » à un moment donné et pas sur un « parcours »**. Cet état est considéré comme un « aléa » ou un « accident », la réalisation d'un « risque » à un moment donné. On peut aussi voir les choses autrement. N'est-ce pas la « vie » même ? Cet « aléa » est toujours vu comme une « charge » pour la société. Quelle alternative à cet imaginaire ?
  - Ex : Avoir des enfants. Arrêter un travail. Divorcer. Tomber malade. Sont des moments de vie.
4. **D'autant plus que ces parcours sont moins réguliers / encore plus fragmentés qu'avant : !**
  - Ex : mobilité dans l'emploi, des carrières plus fragmentées + la vie de famille avec ses unions et désunions + des moments de vie et des accidents qui font modifier des priorités (on décide d'arrêter de travailler pour le soin d'un enfant ou d'un parent malade...)
    - Est-ce qu'il faut passer d'une indemnisation pour risque à un accompagnement des parcours de vie ?
5. **Quand on passe d'une situation à une autre, on se retrouve dans une situation de transition.** La manière dont on gère ces passages est aussi importante que la manière dont on est dans une case. Comment reprend-on un emploi ? Comment entre-t-on dans l'invalidité ? Comment vit-on aux seuils ?

p.39

... ni dans son contexte...

Or, on a besoin d'être considéré en lien avec son entourage [cf infra « aider et être aidé »]

6. **On existe dans une diagonale des générations.** La vie des uns et des autres est reliée dans différents aspects / avec des aides croisées (aide directe famille qui assure protection /
  - Ex : Séverine a une fille qui devient adulte ce qui va modifier les aides dont elle bénéficie [cf infra]

... ni dans les différentes dimensions de son activité.

Aujourd'hui, quasiment seul le travail rémunéré est reconnu. Toute l'activité hors emploi ne l'est pas (« dur dur »)

7. Les choix de vie d'activités utiles et non rémunérées ont des répercussions négatives en termes de protection sociale
  - Ex: Le soin des proches (enfants, maladies personnes âgées) ? Le travail domestique ? Des moments de vie qui font modifier des priorités
  - Ex : un élu du Conseil départemental qui ne se représente pas (pour ne pas cumuler dans le temps) ne touche pas le chômage mais s'il se représente et n'est pas élu, il le perçoit
8. Toute l'activité bénévole n'est pas reconnue et non prises en compte. Voir peut être dissuadée
  - Ex : quand on est en invalidité, on peut se voir notifié : « aucune activité rémunérée ou non »
  - « On fait du bénévolat et on nous appelle quand même des cas soc' »

→ Comment prendre en compte et reconnaître les activités non rémunérées comme les activités bénévoles ? Sans pour autant que ce soit une injonction au bénévolat ?
9. En plus, on ne vit pas que pour travailler (y compris jusqu'à l'exclamation de l'un des participants « c'est dur quand la vie et le travail se heurtent de façon impossible »)
  - Il serait légitime de protéger en dehors du travail tout court. Ce qui revient à affecter les droits aux personnes ou au citoyens directement. Mais dans ce cas, le financement doit être détaché des cotisations. Ex : les allocations familiales sont liées à la personne mais le financement reste attaché aux cotisations patronales

p.49

### 3. Aider / être aidé

*Cette animation n'a été réalisée qu'une seule fois*

1. **Les formes de l'aide sont plurielles.** Elles sont à la fois dues à l'entourage (familial, local...), par le privé (argent qui permet d'avoir une assurance privée complémentaire) ou publique (impersonnelle).
  1. Jamais on ne parle ni ne porte sa vie « tout seul ». On est toujours en relation avec d'autres. On ne pense pas qu'à soi et ses choix ont des répercussions (enfants, amis, parents, voisins...)
2. **Le système actuel peut dissuader d'aider.** Par exemple, un membre qui pouvait perdre ou voir diminué ses droits (NVA?) s'il hébergeait un jeune qui galère même s'il n'avait pas de droit. On peut perdre ses APL ou alors il faut changer le bail. Si deux personnes au RSA se mettent en colocation, elles y perdent financièrement.
  - Comment le système pourrait soutenir cette aide plutôt que la dissuader ? ex : On a pensé l'« aide aux aidants » pour les personnes âgées dépendantes ou le handicap mais pas pour le chômage, la petite enfance, le logement via la colocation
  - L'aide et la solidarité consentie doit être valorisée et pas pénalisée.
3. **On a besoin d'être considéré sans être emprisonné par cet entourage.** On a besoin de ce soutien moral, de cet amour. Mais cet entourage peut aussi être non-aidant 1/ quand on n'a pas d'emploi. Comme l'activité non rémunérée n'est pas reconnue, l'entourage peut entretenir cette vision que l'on est « assisté » alors que ce n'est pas le cas. 2/ quand la famille refuse son aide, est un poids... Et cet appui de l'entourage ne devrait pas être obligatoire car sinon il perd sa valeur. C'est doux quand il arrive après les droits. C'est dur si on se sent un fardeau.
  - Comment le système peut à la fois soutenir les solidarités familiales sans créer de dépendances familiales ?

*L'animation a apporté des idées très précises à reprendre sur des situations particulières :*

- dépendance
- retraite et activités non rémunérées
- formation.

p.59

### 4. L'échelle des revenus :

4. **Le système public actuel n'a pas été pensé pour lutter contre des inégalités** (mais pour mutualiser des moyens contre des « risques »). Ces inégalités sont doublées pour les femmes.
5. Il est en partie redistributif [cf « compte de la protection sociale »] du côté de la santé, des allocations familiales (financement proportionnel, prestation uniforme) ou des allocations chômage.
6. Mais reproduit malgré tout des inégalités.
  1. Les jeunes ne sont pas couverts par un revenu minimum avant 25 ans. Les étrangers peu couverts.
  2. On perçoit des retraites et une assurance chômage en fonction de son salaire. Ce système public a l'avantage de ne pas créer de fonds de pensions mais dès qu'on a eu une carrière fragmentée, qu'on a travaillé sans rémunération ou avec de faibles rémunérations... on touche de plus petites retraites.
  3. Du côté de la maladie, les inégalités se jouent du côté des complémentaires-santé.
  4. Quand on n'est pas dans le régime général (indépendants du groupe « acquitaz »)
  5. Ce sont ceux qui ont déjà un travail qui ont le plus accès à la formation professionnelle
7. Elles se jouent aussi dans les modalités d'attribution des droits : elles s'exacerbent dans la transaction administrative
  - \* Certains ont un conseiller financier pour ouvrir leurs droits à la retraite tandis que d'autres ont leur assistante sociale pour demander le minimum vieillesse.
  - \* Pôle Emploi fonctionne différemment pour les cadres et les non cadres (avec l'APEC)
8. Ce système inégalitaire est invisible à ceux qui sont en haut : Ceux du haut ne peuvent ni voir ni imaginer qu'il existe un « bas ».
  - Dans le carrefour de savoir, on voit que quand on est en bas : « il faut se battre » alors que quand on est en haut, on active ses « droits ».
9. Les effets de seuil sont importants.
  - Ex : quand on a trop pour percevoir la CMU mais pas assez pour avoir une couverture mutuelle. Il existe un dispositif mal connu (PCS) avec deux tiers de non recours.
  - Ex : Quand on demande certaines aides, on a des mois de carence au début mais à la fin, elles s'arrêtent immédiatement
10. Comment créer un système plus juste en portant une attention particulière à porter aux bas de l'échelle, aux femmes, aux jeunes.
  - \* Cela suppose de lutter effectivement contre le non-recours aux droits ?
  - \* Comment éviter les avances de gros montants ?
  - \* Comment anticiper sur les situations de transition pour ne pas qu'il y ait de mois sans indemnités (qui créent une dette) quand on passe par exemple du chômage à la retraite ?

p.69

## 5. La transaction administrative

*Il n'y a pas que le niveau des prestations. La manière dont les droits sont réalisés a une importance pour les personnes*

1. Celle-ci peut prendre différentes formes en fonction du système, voir même en fonction de la place dans le système : « carte vitale », rendez-vous à pôle emploi, rendez-vous chez le médecin, formulaire sur un site internet, rendez-vous avec une assistante sociale...
2. **C'est là où se joue le sentiment d'être considéré et reconnu comme une personne.** Et où il peut y avoir un sentiment d'injustice
  - les mots et les catégories blessantes : inapte / invalide / parent isolé / « ceux qui ont la CMU » / inactif, non-contributif / handicapé / « bénéficiaire » / contrat d'insertion ...
  - être identifié comme un numéro et non comme une personne
3. Il y a une tension entre la souplesse nécessaire (« des cases rondes ») pour prendre en compte la diversité et la globalité de la vie des personnes et le risque d'arbitraire et de clientélisme souligné par Pierre Mazey qui dit que pour une part, les cases protègent en fixant des limites. Cela interroge la manière dont nous pouvons définir des cases suffisamment souples pour être inclusive tout en étant suffisamment précise pour permettre l'attribution des droits. Il y a une opposition entre le caractère abrupt mais potentiellement plus juste de la bureaucratie. Et le caractère doux et potentiellement plus arbitraire de l'adaptation à chaque cas
  - Il existe déjà un bon exemple dans le handicap avec d'un côté l'AAH qui assure un revenu de base et la PCH qui vient sur d'autres formes d'aide (mimal, humain, technique...)
4. En bas de l'échelle, il faut justifier. C'est là où est la lourdeur de la bureaucratie et qu'on ressent de la méfiance, de la suspicion, de la culpabilité... alors qu'on ne la ressent pas en haut de l'échelle. On pourrait réintroduire un principe de confiance *a priori* (tout en conservant des contrôles). Comment développer les transferts automatiques comme pour les crédits d'impôts ?
5. Il y a un enjeu sur le non-recours aux droits. Comment faire quand les personnes ne connaissent pas leurs droits ? (cf carrefour savoir Die 2016). Il faut une existence juridique ou bureaucratique pour ouvrir les droits. Or, certaines personnes n'existent pas « pour le système » car elles sont étrangères, qu'elles ont vécu à l'étranger, qu'elles ne se sont pas fait identifier...
6. Il y a un enjeu dans l'organisation du service public : centralisé (Pôle Emploi) ou non, déléguée ou non à des associations, à des entreprises lucratives...
7. Il y a un gros enjeu sur le numérique (et l'idée de cartes individuelles) qui peut faciliter ou complexifier l'accès aux droits
  - Il existe en Belgique un dossier partagé entre les caisses ce qui évite de demander des justificatifs aux personnes.

p.79

## 6. Sur le panier de protection sociale

*Nous allons plus particulièrement travailler sur cette partie lors du séminaire... (sans reprendre l'histoire ni les grandes logiques du panier)*

1. Le panier (*fiscus* en latin → fiscalité) est un compromis à un moment *t* de l'histoire entre des acteurs étatiques et non étatiques (mutuelles, syndicats, médecins, associations, patronat...) en conflit autour de la définition d'un problème et de ses solutions. A chaque fois que l'histoire bouge (guerre, crise économique, nouvelle préoccupation sociale...), le système de protection sociale bouge avec lui. Ce n'est pas le simple résultat d'un rapport de force créé par le mouvement social ou un système fixe qu'il faudrait réformer/révolutionner. C'est le résultat d'un dialogue continu dans un bateau soumis aux vents de l'histoire.
2. Ce compromis s'est fait à un niveau national mais est aujourd'hui fortement impacté par les pactes européens. Ce qui donne aussi un sentiment d'impuissance et de dépossession.
3. Peu de personnes savent que le budget protection sociale séparé du budget de l'Etat. L'avantage est que cela sanctuarise ces crédits qui ne peuvent être utilisés pour autre chose mais l'inconvénient est qu'il y a une opacité dans la gestion et les décisions.
4. Les financements sont très liés au travail rémunéré et peu à la rémunération du capital (qui s'est accumulé dans les trente dernières années). Tout le monde contribue par la CSG ou par des taxes mais on n'est pas valorisé pour ça. On continue de dire qu'on est « non contributif »
5. Nous avons réalisé une première représentation physique du budget. (« en kaplas ») Il reste un gros travail à faire de clarification la part des financements en fonction de leur origine (personnes, entreprises, Etat) et surtout pour voir comment chaque niveau de l'échelle contribue et perçoit.
6. On ne sait pas très bien si le logement est dedans ou dehors car il y a les allocations logement qui sont intégrées dans les « comptes de la protection sociale » mais pas le logement social qui représente des crédits bien plus importants.
7. La place des étrangers dans le système devrait être creusée. Il y a des conditions de résidence pour les vieux migrants. Le système maladie minimum est différent.
8. Les caisses de sécurité sociale ont été séparées en 1967 pour contrôler les augmentations de dépenses liées à la santé. Mais cela rend difficile la lisibilité du système du point de vue des gens. D'autant plus que des « fonds » ont été créés entre les caisses comme le « fonds social vieillesse » ou le « fonds RSA »
9. Au niveau maladie, la part consacrée à la « prévention » est très limitée. Or, elle est essentielle. On peut avoir honte d'aller se faire soigner (« dents ») et augmenter les problèmes et le coût ensuite. Certains soins ne sont pas remboursés (psychologique...)

p.89

## 7. Rêver Logique

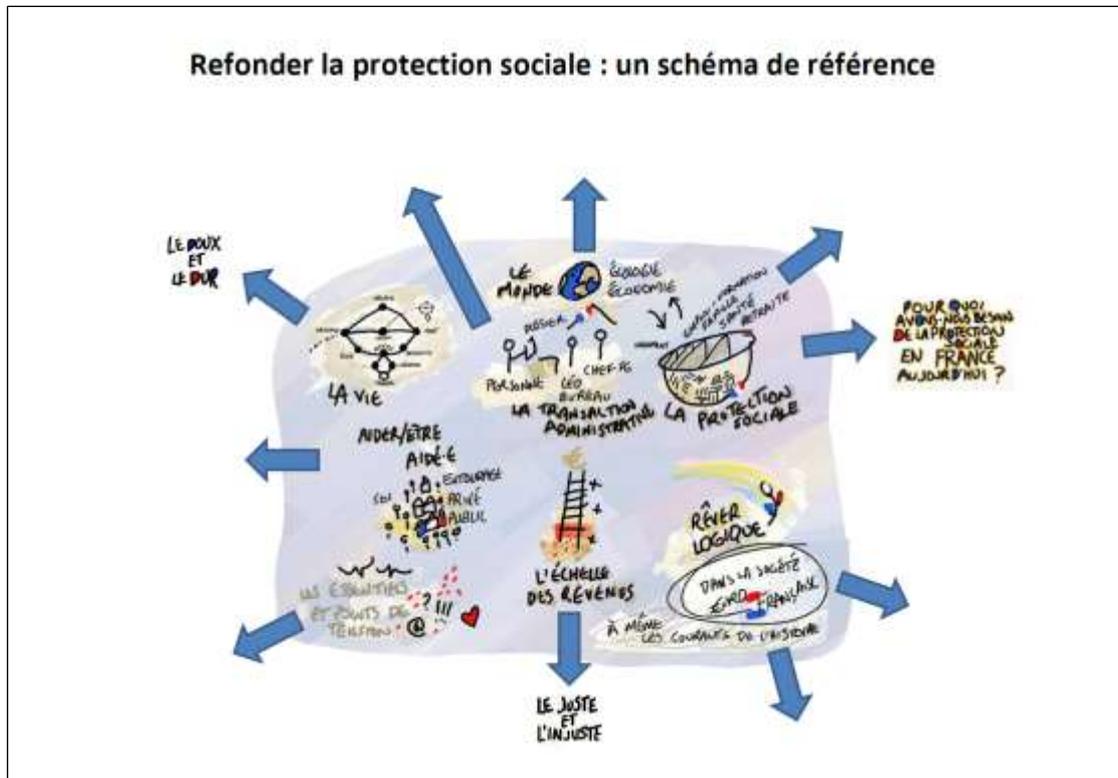
- Un système centré sur la citoyenneté ou l'activité plutôt que sur le travail rémunéré
- Passer de la notion de « risque » à la notion de « transition »
- Trouver des métaphores différentes pour penser la protection sociale
  - comme un gilet de sauvetage (assurance /sérénité mais aussi autorisation à tenter)
  - comme un nœud permettant de passer d'une rive à l'autre
  - comme un filet permettant de devenir acrobate et de se risquer dans la vie...
  - comme un écosystème qui accepte et protège la diversité
- Rendre le système coopératif (sans l'injonction paradoxale « coopérez ! »)
- Ramener l'organisation au niveau du territoire, où s'expriment toutes les dimensions de nos vies d'être humains (oblige à vision transversale)
- Approfondir le débat sur la question du revenu d'existence ou de la garantie de revenu au regard de la question de la liberté et de l'équité
- La protection sociale est passée des 3U de Beveridge (universelle unitaire uniforme) aux 3P (précarité pauvreté protection). Passer aux 3S(solidarité sécurité sérénité)
- Il y a dans nos vies une notion de « valeur » plus large que la « valeur marchande » ou la « valeur économique ». C'était aussi l'idée du solidarisme qui disait qu'on était tous en dette à la naissance ce qui ouvrait la voie à une reconnaissance de chacun.

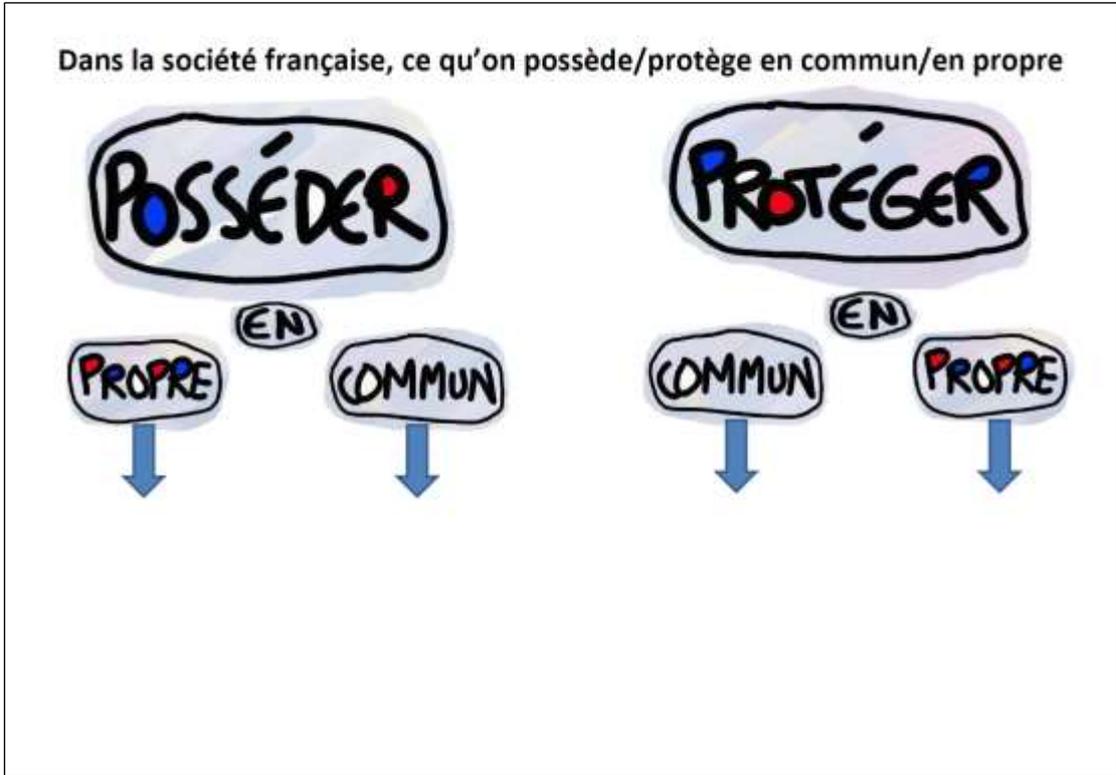
### Avec quelques propositions issues des séminaires :

- Privilégier l'emploi en donnant priorité à l'investissement sur la rémunération du capital (système d'imposition qui privilégie les recettes non issues du travail) et sur la diminution du temps de travail.
- Un seul débat sur l'utilisation de l'argent public (ou au moins de la protection sociale) en agrégeant les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale
- Des prestations plus progressives selon échelle sociale (retraite, famille...)
- Créer une base universelle de prestations pour répondre correctement aux besoins
- Des « commissions locales d'action sociale » avec représentants citoyens / asso.... (comme expérimentées dans la Drôme)
- Un traitement des dossiers reposant sur la confiance a priori avec moins de justificatifs (et potentiellement des contrôles a posteriori)
- ...

## Annexe 2. Affiches de travail

Voici des fac similés des affiches utilisées pour ce séminaire.





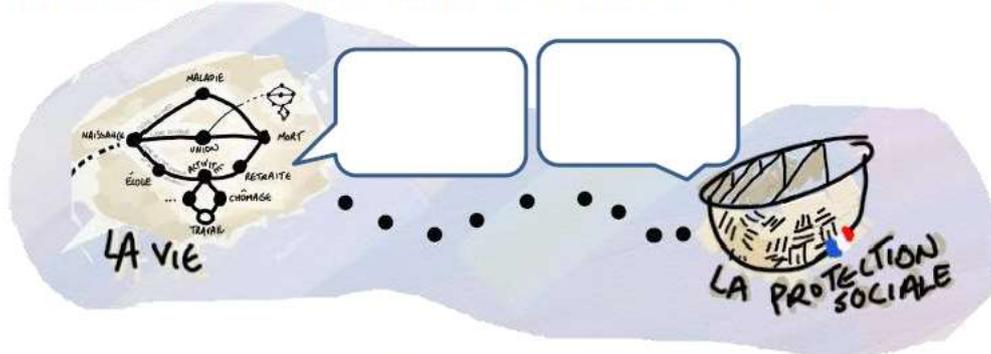
**Les domaines actuels de la protection sociale**

**Couverture des risques par la protection sociale en France**

10	Le risque maladie en France	54
11	Le risque invalidité en France	56
12	Le risque accidents du travail et maladies professionnelles en France	58
13	Le risque vieillesse-survie en France	60
14	Le risque famille en France	62
15	Le risque emploi en France	64
16	Le risque logement en France	66
17	Le risque pauvreté-exclusion en France	68



## Second détour. Les règles du jeu par domaine de la protection sociale



### Le domaine concerné :

1. Si c'était un jeu, ça serait quoi le nom ? Cf les droits en cause, les libertés, l'entente et le dispositif.
2. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec ce jeu ? Cf l'objectif.
3. Est-ce que tout le monde peut jouer ? Cf le statut professionnel, la nationalité, la résidence, l'âge, l'état de santé, la situation familiale. Si on réalise qu'il y a plusieurs jeux à distinguer, on en choisit un ou on les distingue en indiquant les règles différentes.
4. Quels sont les coups qu'on peut jouer pour gagner ?
5. Quels sont les coups qu'on ne doit surtout pas jouer ?
6. Qu'apprend-on ? Est-ce que ce jeu en conditionne d'autres ?
7. Si on devait changer une règle (pour l'améliorer), ça serait laquelle ?
8. Si c'était un jeu (d'enfant, « de société », ou autre), ça serait lequel ?

**Troisième détour. L'argent dont on dispose par domaine de la protection sociale**  
**Le domaine concerné :**



**1. Comment on pourrait illustrer ce qui entre dans cette portion du panier et ce qui en sort ?**

**2. Est-ce juste ?**

**3. Qu'est-ce qui pourrait rendre ça plus juste ?**

Non utilisé.

### Les grands principes d'une nouvelle protection sociale

Système actuel daté	parce que...	Un système à rêver logique
<p>Système construit sur...  <b>le travail rémunéré de longue durée d'un homme</b>  <b>et ses « dépendant-e-s »</b></p>  <p>dans une histoire de vie qui bouge peu en sécurisant «les risques» par des cotisations employé/employeur sur des situations types, des cases et des papiers qui se cumulent à mesure et se superposent pour donner le panier tel qu'il est.</p>	<p>Transitions. Diversité des situations. Vies imbriquées. Inégalités. Echelle sociale. Trous : jeunes, étrangers, parcours atypiques. La honte. Revenus. Patrimoine. Plus inégalitaires. Pas pris en bas sauf en bas de l'échelle. «Vous n'existez pas». Distinction actifs-inactifs. Les cases et la vie ronde. Arbitraire. Numérique. Il faut demander. Non recours. Implicites non questionnés. Ce qui est valorisé ou pas. La manière dont on présente le système. Inégalités territoriales. Le toit. Soi et les autres. Évasion fiscale. Décalages d'une année à l'autre. Regard porté sur... Catégorisation. Stigmatisation. Chômage. Logiques à l'œuvre. Chaque bout a son histoire. Y a du commun.</p>	<p>Système construit sur...</p>

### La conjoncture : quels chemins de refondation pour la protection sociale ?



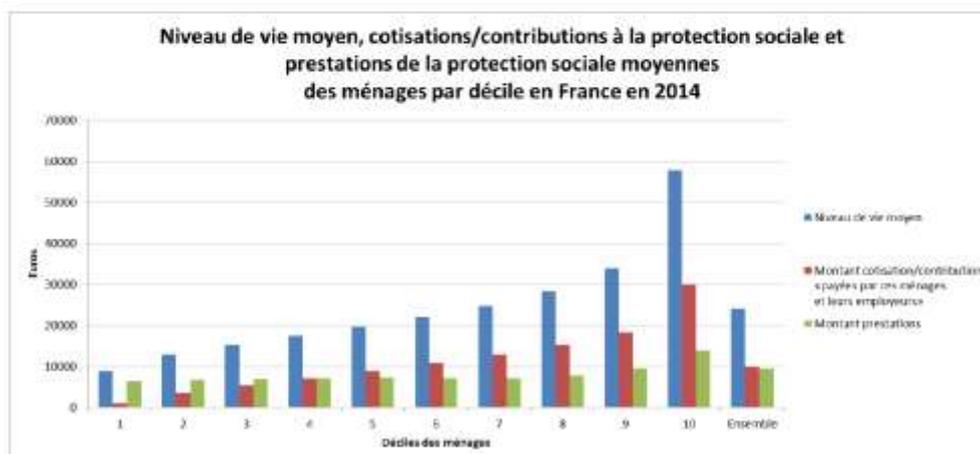
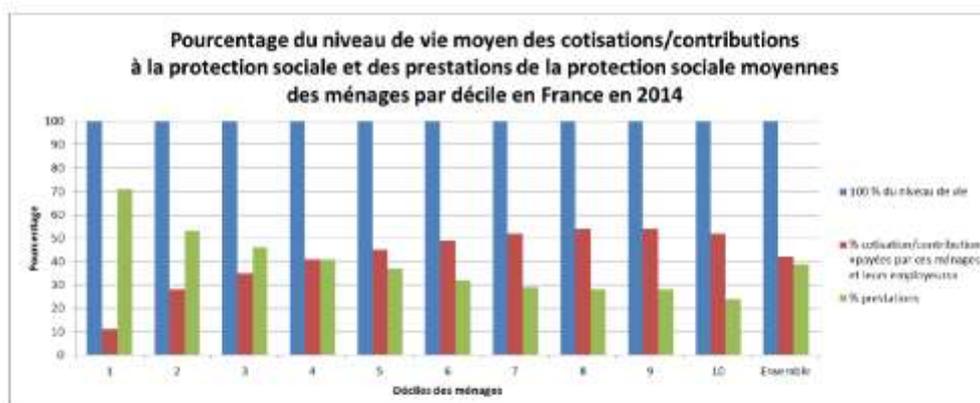
## Annexe 3. Un exemple de calcul autrement

Exemple de contes derrière les comptes. Quand on compare des revenus dans l'échelle sociale, l'utilisation des pourcentages masque souvent des inégalités qui apparaissent plus clairement quand on prend les montants en cause. C'est ce que montre cette compilation réalisée avant le séminaire. D'où l'intérêt, dans la suite du projet et du travail de croisement de savoirs, de trouver des façons de compter autrement, mais tout aussi rigoureusement.

### Les chiffres et ce qu'ils [ne] racontent [pas]

Comptes DREES 2014, p. 37, [http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/cps\\_2016.pdf](http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/cps_2016.pdf) (lignes 2., 3., 5.) et calcul AequitaZ-Fédération des centres sociaux-Secours catholique pour le reste (lignes 1., 4., 6.)

Décile des ménages	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Ensemble
1. 100 % du niveau de vie	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2. Niveau de vie moyen	8917	12796	15188	17405	19628	21938	24672	28193	33812	57859	24041
3. % cotisation/contribution «payées par ces ménages et leurs employeurs»	11	28	35	41	45	49	52	54	54	52	42
4. Montant cotisation/contribution «payées par ces ménages et leurs employeurs»	981	3583	5316	7136	8833	10750	12829	15224	18258	30087	10097
5. % prestations	71	53	46	41	37	32	29	28	28	24	39
6. Montant prestations	6331	6782	6986	7136	7262	7020	7155	7894	9467	13886	9376



## Annexe 4. Le conte des Trois princes

On trouvera une version complète du conte dans l'ouvrage suivant, à la page 140 :  
Pelchat, Y., Labrie, V., Gélinau, L., et Descheneaux, J. (2010). *La participation sociale, les âges vieux et la suite du monde. Des aînéEs, des intervenantEs, des gestionnaires, des chercheures et des contes. Recherche exploratoire menée en 2010*. Québec: Centre de santé et de services sociaux de la Vieille Capitale. Voir <http://www.csssvc.qc.ca/telechargement.php?id=814> .

Voici une carte du conte, où on repèrera : le roi qui a mal aux yeux, la bête qui dort les yeux ouverts et est réveillée les yeux fermés, et une enveloppe en arrière d'un cadre. Si vous voulez en savoir plus long, à vous d'aller voir. En lisant le conte, on pourra éventuellement faire d'autres liens avec la présente aventure sur la protection sociale. On s'en reparle une de ces prochaines fois ?

